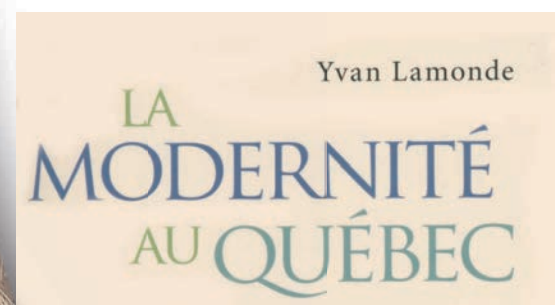
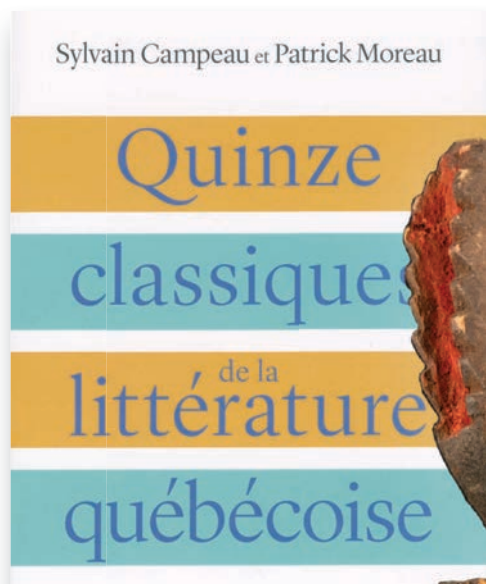


ÉTÉ 2016

volume x, numéro 3

Les Cahiers de lecture

de L'Action nationale



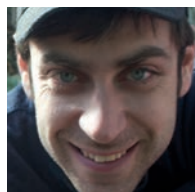
Des ouvrages de référence

L A P E N S É E Q U É B É C O I S E E N E S S A I S





Robert Laplante
Directeur



Pascal Chevette
Secrétaire de rédaction
Chef de pupitre,
littérature



Lucia Ferretti
Chef de pupitre,
histoire et culture



Daniel Gomez
Chef de pupitre,
politique



Sylvain Deschênes
Édition graphique, révision
et coordination de la
production

Les Cahiers de lecture sont publiés par

L'Action nationale
82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H2X 1X3

Tél.: 514 845-8533 ou 1 866 845-8533
revue@action-nationale.qc.ca

Dépôt légal: Bibliothèque et
Archives nationales du Québec

ISSN 1911-9372

ISSN 1929-5561 (version numérique)

ISBN PDF 978-2-89070-020-8

Membre de la SODEP
sodep.qc.ca

Tarifs 2016 - 3 numéros/an
(expédition et taxes comprises)

	1 an	2 ans
Abonnement	30 \$	50 \$
Abonnement de soutien	40 \$	75 \$
International	50 \$	90 \$
Institution	50 \$	90 \$

TVQ 1012563392 TPS 11901 9545

**Vous pouvez vous abonner ou
acheter un numéro à la boutique
internet de L'Action nationale:**

action-nationale.qc.ca

TITRES RECENSÉS

5	MARC VALLIÈRES LE QUÉBEC EMPRUNTE. SYNDICATS FINANCIERS ET FINANCES GOUVERNEMENTALES (1867-1987)	24
6	MAXIME DUCHESNE FINANCES D'UN QUÉBEC INDÉPENDANT	25
7	YVAN LAMONDE LA MODERNITÉ AU QUÉBEC, TOME 2. LA VICTOIRE DIFFÉRÉE DU PRÉSENT SUR LE PASSÉ (1939-1965)	26
8	ALAIN DENEAULT LA MÉDIOCRATIE	27
9	SYLVAIN CAMPEAU ET PATRICK MOREAU (DIR.) QUINZE CLASSIQUES DE LA LITTÉRATURE QUÉBÉCOISE	28
II	PIERRE PAGÉ ET RENÉE LEGRIS MASQUES AFRICAINS ET CULTURE QUÉBÉCOISE. LA COLLECTION ERNEST GAGNON (1945-1975)	29
I3	ANDRÉ-MÉDARD BOURGAULT LA MAISON DE MON PÈRE	30
14	JACQUES CARDINAL LA PART DU DIABLE. LE SAINT-ÉLIAS DE JACQUES FERRON	30
16	LE TRAVAIL DE RÉCONCILIATION Entrevue avec Jacques Cardinal	31
18	ENCORE LES BOOMERS!	31
18	JEAN-MARC PIOTTE LA RÉVOLUTION DES MŒURS: COMMENT LES BABY-BOOMERS ONT CHANGÉ LE QUÉBEC	32
19	GAÉTAN BÉLANGER LES BOOMERS SONT-ILS COUPABLES?	33
20	C. BONVALET, I. OAZABAL, M. ORIS, ET AL. LES BABY-BOOMERS, UNE HISTOIRE DE FAMILLE. UNE COMPARAISON QUÉBEC-FRANCE	33
22	A. ASSELIN, J. CAYOUILLE ET J. MATHIEU CURIEUSES HISTOIRES DE PLANTES DU CANADA, TOME 2	37
23	PIERRE-OLIVIER MAHEUX HISTOIRE DE LA CAISSE D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE DESJARDINS. LA PASSION DES ÊTRES	38
	GASTON CADRIN LES EXCOMMUNIÉS DE SAINT- MICHEL DE BELLECHASSE AU XVIII ^e SIÈCLE	

18
18
19
20
22
23



ENCORE LES
BOOMERS!

JEAN-MARC PIOTTE
LA RÉVOLUTION DES MŒURS:
COMMENT LES BABY-BOOMERS ONT
CHANGÉ LE QUÉBEC

GAÉTAN BÉLANGER
LES BOOMERS SONT-ILS COUPABLES?

C. BONVALET, I. OAZABAL, M. ORIS, ET AL.
LES BABY-BOOMERS, UNE HISTOIRE
DE FAMILLE. UNE COMPARAISON
QUÉBEC-FRANCE

A. ASSELIN, J. CAYOUILLE ET J. MATHIEU
CURIEUSES HISTOIRES DE PLANTES
DU CANADA, TOME 2

PIERRE-OLIVIER MAHEUX
HISTOIRE DE LA CAISSE
D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE
DESJARDINS. LA PASSION DES ÊTRES

GASTON CADRIN
LES EXCOMMUNIÉS DE SAINT-
MICHEL DE BELLECHASSE AU
XVIII^e SIÈCLE



PIERRE PERRAULT
UN HOMME DEBOUT 33 |

OLIVIER DUCHARME ET PIERRE-ALEXANDRE FRADET
UNE VIE SANS BON SENS. REGARD
PHILOSOPHIQUE SUR PIERRE
PERRAULT 33 |

JÉRÔME BLANCHET-GRAVEL
LE RETOUR DU BON SAUVAGE.
LA MATRICE RELIGIEUSE DE
L'ÉCOLOGISME 35 |

EDMOND DZIEMBOWSKI
LES PITT. L'ANGLETERRE FACE À LA
FRANCE, 1708-1806 37 |

SERGE GAGNON
DESTIN CLANDESTIN.
AUTOBIOGRAPHIE INTELLECTUELLE 38 |

COLLABORATEURS

Gabriel Arseneault
PhD, science politique, Université de Toronto
Martin Blais
Université Saint-Paul
Françoise Bouffière
Orthopédagogue
Simon Couillard
Enseignant en philosophie, Cégep de Victoriaville,
Doctorant en études québécoises, UQTR
Jacinthe De Montigny
Doctorante en études québécoises, UQTR
Dominic Desroches
Professeur de philosophie, collège Ahuntsic
Caroline Durand St-Georges
Enseignante en histoire au Cégep régional de Lanaudière
à Joliette
Gérard Fabre
Institut Marcel Mauss, Paris, EHESS/CNRS
Louis Gill
Économiste, professeur retraité de l'UQAM

Yvan Lamonde
Professeur émérite, département langue et littérature
française, Université McGill
Andrée-Anne Leblanc
Professeur de littérature, Cégep de Joliette
Paul-Louis Martin
Historien et ethnologue
Danic Parenteau
Professeur agrégé, Collège militaire royal de Saint-Jean
Louis Perron
Université Saint-Paul
François Rioux
Professeur de littérature, collège Montmorency
Nancy Rivest
Enseignante en philosophie, Cégep régional de Lanaudière
à Terrebonne
France Théoret
Écrivaine
Simon Vézina
Maîtrise histoire économique, prix de l'IREC 2015

LIRE POUR VIVRE

Rendue publique fin avril, l'Enquête sur les pratiques culturelles au Québec a connu un certain écho médiatique. Cela faisait plaisir de voir un tantinet reconnaître que les faits ne nourrissent pas le défaitisme et les tendances à l'autodénigrement qui, en certains milieux, marquent trop souvent les discours sur l'état de la culture. Les tendances observées ne laissent poindre aucune pathologie sociale. Les statistiques, déclinées sous différentes rubriques, donnent effectivement la mesure d'un dynamisme réel, ce qui ne veut pas dire que tout est parfait et que tous les secteurs se tirent bien d'affaire. Celles qui concernent la lecture des livres ont permis de contrer un tant soit peu les discours catastrophistes. S'il est vrai qu'au cours des dix dernières années, l'enquête révèle une baisse de trois livres par année, passant de 19 à 16 ouvrages, ce résultat, pour inquiétant qu'il soit, ne justifie aucune morosité. Il est possible de l'améliorer par divers moyens.

Par-delà les statistiques cependant, ce qu'il faut d'abord viser c'est le renouveau culturel qui doit présider à redéfinir la place du livre et de la lecture. Les débats sur les habitudes numériques, sur les habitudes de consommation et de fréquentation des librairies et des bibliothèques ne sont pas inutiles, loin de là. Mais, quelles que soient les propositions mises au débat, elles se dessinent toutes sur un fond de scène culturel essentiel : pourquoi lire ?

À l'heure numérique, de l'information jetable et du tourbillon médiatique, à l'époque du mélange et de la cohabitation parfois difficile des cultures, au cœur des enjeux de convivialité et de cohésion sociale, la lecture comme pratique essentielle à la formation de la personnalité aussi bien qu'à celle de la compétence civique doit faire l'objet de la plus grande attention. C'est une pratique qui doit être au cœur de la prime socialisation, intégrée aux divers matériaux et moments de construction de la personnalité et du rapport au monde. À cet égard, les choses ont beaucoup évolué au Québec et il faut s'en réjouir. Mais en ces matières comme en beaucoup d'autres, le principal défi est celui de la constance.

Et en ces matières, si elle ne remplacera jamais le rôle de la famille, l'école joue néanmoins un rôle fondamental. C'est un lieu commun. Mais il faut le répéter : à l'heure où le gouvernement libéral vient de redécouvrir la réussite scolaire comme priorité nationale, il ne faut rater aucune occasion de lui rappeler que c'est par la lecture que se réunissent les conditions premières de cette réussite. Il faut certes des moyens financiers et des spécialistes de tous ordres, mais il faut également assurer une présence constante de la lecture dans le parcours scolaire, de la prématernelle à l'université. Cela peut avoir l'air d'un truisme, mais l'acquisition des habi-

tudes de lectures ne se consolide qu'avec des exigences formelles intégrées à toutes les étapes de la formation. Des exigences plus élevées, faut-il le dire ?

Mais aucune réforme de l'éducation ne trouvera son efficacité maximale, si elle n'est pas soutenue par un ensemble de relais culturels. Les bibliothèques, les chroniques de livres dans les journaux, les recensions dans les périodiques professionnels, les références au livre dans les interventions publiques, tout cela est essentiel non seulement à la vie des livres, mais aussi à la vitalité de la lecture comme pratique culturelle.

Il faut mener un combat de tous les instants contre l'analphabétisme, c'est entendu. Mais il ne faut pas s'arrêter là. Ce combat n'est fécond que s'il sert à faire reculer l'inculture et l'ignorance satisfaite. Au vingt-et-unième siècle, l'obscurantisme s'avance sous le jour festif de la culture de masse produite par un *entertainment business* assez disposé à se laisser instrumenter dans les logiques matérialisant l'antique adage : *Panem et circensis*.

C'est à peine une métaphore, la lecture est le liant essentiel du développement, la sève gardant vivant l'écosystème civilisationnel. Les liens entre la culture première et la culture seconde, selon la distinction faite par Fernand Dumont, ne peuvent être maintenus vivants que par une pratique de la transmission reposant en grande partie sur la lecture. Les livres sont essentiels à la construction d'un monde commun. La lecture est un des processus déterminants à cet égard, puisque c'est par elle, en grande partie, que se constitue la référence culturelle au fondement du débat public, référence indispensable à la cohésion sociale et nationale. Les attermoissements concernant l'établissement d'un corpus littéraire national riche dont la fréquentation serait marquante pour chacune des étapes du parcours académique en disent long sur ce qui reste à accomplir.

Lire pour vivre, tel devrait être le mot d'ordre dans une société amoureuse des livres et soucieuse de placer la connaissance au cœur de son développement comme au service de l'épanouissement des personnes.

L'Enquête sur les pratiques culturelles donne une mesure. Les échanges et les réflexions sur la lecture peuvent donner le sens de ces pratiques. Un sens qui se construit lui-même dans la lecture de ce que les livres donnent à penser. Puisse la présente livraison y contribuer. Et ajouter aux plaisirs de ressourcement qui donneront saveur aux douceurs de l'été.

Robert Laplante
Directeur

Location d'outils **SIMPLEX**

*Une entreprise québécoise
en affaires depuis 1907*



*Heureuse de participer à la construction
de la référence québécoise*

Partout au Québec

simplex.ca

1 800 361-1486

DIS-MOI COMMENT TU EMPRUNTES

Simon Vézina

Maîtrise histoire économique, prix de l'IREC 2015

MARC VALLIÈRES

LE QUÉBEC EMPRUNTE. SYNDICATS FINANCIERS ET FINANCES GOUVERNEMENTALES (1867-1987)

Québec, Septentrion, 2015, 429 pages

Les finances... c'est le point essentiel et le plus intéressant du gouvernement. C'est par le moyen des finances qu'on fait tout; sans elles, on ne saurait rien faire. C'est de là que dépend le soulagement ou l'accablement des peuples.

Sully

Si l'ouvrage de Marc Vallières n'a pas le côté captivant que peut avoir une bonne biographie politique, il n'en demeure pas moins un ouvrage historique essentiel pour qui s'intéresse à la destinée du Québec. En effet, toute politique d'État – et de ses sociétés d'État et institutions publiques comme les universités et les hôpitaux – s'accompagne d'une politique financière requérant un financement et l'emploi du crédit.

Mais où emprunta le Québec – province ne contrôlant pas la politique monétaire – entre la Confédération et 1987? Dans quel marché, par l'intermédiaire de qui et à quel coût emprunta-t-il? Les syndicats financiers et les prêteurs purent-ils acquérir une influence sur la politique québécoise en tant que créditeurs de l'État? Ce dernier put-il développer des actions au cours de son histoire pour amoindrir l'emprise des acteurs du marché sur la politique québécoise et ainsi le doter d'une plus grande marge de manœuvre dans son action?

Fort d'une recherche exhaustive dans les archives du gouvernement du Québec et autres prospectus financiers pour combler les manques ou les portes fermées de certaines archives, Marc Vallières nous convie à retracer l'histoire des emprunts de l'État québécois dans ce qui restera certainement un ouvrage de référence sur la question.

Le livre se divise en trois chapitres représentant des périodes bien distinctes des sources de crédit de l'État québécois. La première période est celle où l'Empire britannique, avec la Cité de Londres en son centre, dominait le crédit mondial et, a fortiori, le crédit d'une province d'une de ses colonies. Dans ce contexte, le Québec, où pendant très longtemps son ministre des finances fut anglophone, peu importe le parti au pouvoir, pouvait se prévaloir de garanties impériales accordées aux Colonies et accéder au marché londonien par l'entremise de

syndicats composés de diverses banques et maisons de courtage. Parmi elles, on notera la place centrale de la Banque de Montréal (BMO) qui devint aussi à cette époque le banquier du gouvernement, et ce, jusqu'à la fin du XX^e siècle, sauf pour un interlude duplessiste qui opta pour la Banque Royale et la Banque Provinciale, plus proches des conservateurs.

Fort d'une recherche exhaustive dans les archives du gouvernement du Québec et autres prospectus financiers pour combler les manques ou les portes fermées de certaines archives, Marc Vallières nous convie à retracer l'histoire des emprunts de l'État québécois dans ce qui restera certainement un ouvrage de référence sur la question.

La principale raison de l'endettement à l'époque – comme pour le reste du pays par ailleurs – fut le financement du train, qui nous rappelle, si besoin en était, que l'intervention de l'État dans l'économie ne date pas du XX^e siècle comme le voudrait une certaine historiographie. Ceci donna lieu à une particularité propre au Québec. Lorsque le gouvernement du Québec entreprit la construction d'une ligne de chemin de fer sur la Rive-Nord du fleuve St-Laurent dans les années 1870, la crise économique et les attaques contre le projet par la compagnie rivale, le Grand Trunk, financé par la puissante banque Baring, réduisit le crédit disponible à Londres. Le gouvernement chercha alors de nouvelles avenues. Ceci mena non seulement à un premier et rare emprunt canadien réalisé aux États-Unis au XX^e siècle – pays encore globalement débiteur à cette époque –, mais engagea même le gouvernement conservateur de Chapleau et par la suite le Parti libéral d'Honoré Mercier à aller chercher du crédit en France, ce qui n'alla pas sans agacer les intérêts britanniques. Relation qui par ailleurs prit fin avec le départ de Mercier pour ne se renouveler que dans les années 1960.

Notons d'emblée qu'étant donné la nature de son ouvrage, l'auteur ne peut aller en profondeur dans l'examen d'épisodes clés comme celui-ci où l'on peut clairement percevoir les jeux d'influences qui s'exercent entre les milieux financiers et politiques. Les divers épisodes relevés dans le livre mériteraient des monographies dans le sillon de celle d'Andrew Smith, qui



dans son excellent livre *British Businessmen and Canadian Confederation, Constitution Making in an Era of Anglo-Globalization* retrace le rôle des intérêts financiers – distincts des intérêts industriels – britanniques dans l'avènement de la Confédération canadienne. L'ouvrage indique cependant suffisamment aux lecteurs les enjeux et les forces en présence qui influèrent le cours des politiques.

La seconde période débute lors de la Première Guerre mondiale alors que le crédit britannique s'assèche et se voit remplacer par celui des États-Unis de manière définitive au Canada. La période de 1915 à 1960 est aussi marquée par l'essor du crédit et de l'épargne canadiens auxquels l'État québécois peut s'abreuver, principalement par l'entremise d'institutions anglo-canadiennes, bien que quelques firmes franco-canadiennes commencent à tirer leur épingle du jeu. Valable pour les toutes les périodes, la question de la partialité des milieux financiers devint plus aiguë sous le gouvernement de Duplessis. Même si son régime pratiquait une orthodoxie budgétaire exemplaire – aux yeux des banquiers – et avait une dette moindre qu'en Ontario, son gouvernement n'en payait pas moins des taux d'intérêt aussi élevés que dans la province voisine. Ceci soulève une question à laquelle il est difficile de répondre: le taux d'intérêt reflétait-il seulement de pures considérations économiques ou d'autres critères entraient-ils en jeu, comme des considérations culturelles et/ou politiques?

C'est dans la troisième période, soit de 1960 à 1987, que les frictions entre les banquiers anglo-canadiens et les bâtisseurs du Québec modernes firent surface – pour de courtes périodes – dans l'espace public et menèrent à la création de nouvelles options de financement inédites pour le gouvernement du Québec. Menée entre autres par de jeunes économistes comme Jacques Parizeau, c'est l'époque la plus intéressante de son histoire financière, où les serviteurs publics surent créer et doter le Québec d'ins-

suite de la page 5



truments financiers lui permettant de canaliser l'épargne privée québécoise pour le bien public – comme le faisait depuis longtemps Ottawa – et pour soutenir le développement économique du Québec. La Caisse de dépôt et placement, plus importante création de cette époque, permit une certaine émancipation de l'État en assurant un financement direct de l'État (court-circuitant ainsi les intermédiaires), tout en le dotant d'un instrument lui permettant d'intervenir sur les marchés pour défendre les titres de la province contre les agissements parfois réfractaires de crédateurs anglo-canadiens, pas toujours sympathiques au politique économique du gouvernement, comme lors de la nationalisation de l'électricité.

C'est aussi une période qui vit la montée des institutions financières québécoise, tant dans leur rôle dans les syndicats s'assurant de pourvoir en crédit l'État et ses diverses institutions relevant de lui que comme banquier du gouvernement, lorsque finalement, en 1980, une banque québécoise, la Banque Nationale – qui dût sa survie dans les années 1920 grâce au renflouement par l'État –, remplaça la BMO. Comme l'auteur le souligne, c'est l'État québécois qui a permis l'essor des institutions financières québécoises par les services financiers qu'il pouvait lui confier tout en ayant lui-même besoin d'eux. Une synergie dont on a tort de se priver au nom du dogme libéral.

Hélas, avons-nous envie de dire, si l'épargne québécoise s'avéra une nouvelle source de crédit importante pour le gouvernement dans cette période, elle ne semble pas suffisante pour combler les besoins du gouvernement. Il tâcha donc de diversifier ses sources de crédit: depuis de nouveaux réseaux américains jusqu'au Japon en passant par la Suisse.

Si l'auteur souligne l'intérêt qu'eurent ces nouvelles options de crédit international pour contourner les contraintes attachées aux sources traditionnelles, il semble par contre négliger les nouvelles contraintes que les consortiums bancaires internationaux imposent aux États, qui s'incarnent bien souvent sous forme de plan d'ajustement structurel ou de mesures d'austérité désastreuses pour le développement économique, la croissance et la justice sociale.

À un moment où les questions de la dette occupent une place importante dans l'espace public, ce livre est un ouvrage nécessaire pour tout citoyen voulant comprendre les mécanismes d'emprunt de l'État québécois et mettre de la lumière sur des questions financières qui trop souvent sont réservées à un cercle d'initiés malgré leur importance cruciale dans l'action des États. ♦

MAXIME DUCHESNE
(PRÉFACE BERNARD LANDRY)
FINANCES D'UN QUÉBEC INDÉPENDANT
Montréal, L'Action nationale
Éditeur, 2016, 104 pages

Un petit livre remarquable, intitulé *Finances d'un Québec indépendant*, a été lancé à Montréal le jeudi 12 mai. Publié par L'Action nationale éditeur, il est l'œuvre du jeune chercheur Maxime Duchesne. Estimant l'ensemble des revenus qu'un Québec indépendant percevrait et l'ensemble des charges additionnelles qu'il assumerait, en partant de l'hypothèse qu'il fournirait à la population québécoise les mêmes services que ceux qui sont présentement offerts, il établit de manière rigoureuse la viabilité des finances publiques d'un Québec indépendant.

Sur le plan de la méthode, ce livre s'inscrit dans la continuité des travaux qui ont été réalisés sur ce sujet depuis ceux de la commission Bélanger-Campeau (1991), parmi lesquels les travaux du Secrétariat à la restructuration en 1995 et l'étude dirigée par François Legault, intitulée *Finances d'un Québec souverain* en 2005. Il se base sur les données des Comptes publics du Canada et du Québec, de Statistique Canada, de l'Institut de la statistique du Québec et d'un nombre considérable d'autres sources gouvernementales, toutes dûment citées et dont plusieurs sont vérifiables en ligne. Il conclut que le Québec est aujourd'hui en meilleure posture financière qu'il ne l'était en 1995 pour réaliser son indépendance. Il estime que le déficit budgétaire oscillerait entre 1 et 2 % du Produit intérieur brut pour la période allant de 2015 à 2020, ce qui ferait du Québec l'un des États ayant le meilleur résultat à ce chapitre parmi les pays avancés.

Nul ne sera surpris de ce que l'annonce de la publication de ce livre et de ses résultats encourageants ait été immédiatement accueillie par le concert d'opprobre des ténors habituels du «Québec bashing», comme on a pu le lire dans *Le Devoir* du 13 mai dans l'article de Marco Fortier intitulé «Des avantages financiers à se séparer du Canada? Une étude de la SSJB ne convainc pas les économistes». Mis à part le caractère tendancieux de ce titre qui étend «aux» économistes ce qui n'est le fait que de certains d'entre eux, nous retrouvons dans les propos de ceux qui sont cités les lieux communs que sont la présentation d'un Québec plus pauvre que les autres provinces et vivant à leurs crochets, ayant une croissance plus faible et faisant face au choc démographique en tant que société parmi les plus vieillissantes du monde, autant de facteurs qui seraient amplifiés par «les inévitables turbulences» qui suivraient l'accession à l'indépendance.

N'en déplaise à ces détracteurs, les lecteurs et lectrices du livre seront certes appelés à faire l'effort d'une lecture difficile, mais y trouveront matière à appuyer solidement leur appréciation de la capacité du Québec à assumer son avenir.

Louis Gill

Économiste, professeur retraité de l'UQAM



ENJEUX DE CONNAISSANCE



Les Cahiers de lecture
depuis 2007

**29 numéros, plus de 800 recensions,
des collaborateurs de tous les horizons**

(tous les numéros sont en vente à la boutique : action-nationale.qc.ca)

LA MODERNITÉ DIFFÉRÉE DU QUÉBEC

Gérard Fabre
Institut Marcel Mauss, Paris, EHESS/CNRS

YVAN LAMONDE

LA MODERNITÉ AU QUÉBEC, TOME 2. LA VICTOIRE DIFFÉRÉE DU PRÉSENT SUR LE PASSÉ (1939-1965)

Montréal, Fides, 2016, 450 pages

Yvan Lamonde a apporté des contributions majeures à l'épistémologie historique en appliquant la notion d'américanité au Québec, en analysant le sens des allégeances culturelles multiples et contradictoires de la province canadienne. Il poursuit son oratorio historiographique par un quatrième opus qui suit les deux tomes de l'Histoire sociale des idées au Québec et le premier tome de La modernité au Québec. Sa démarche se veut pédagogique, au meilleur sens du terme. Elle comporte en cela des récurrences et redondances inévitables : chaque fin de chapitre le résume, chaque début relance l'un des précédents. Le terme de fresque souvent utilisé ne rend qu'imparfaitement justice à un auteur qui ne se contente pas de peindre une époque ou des époques successives, mais cherche plutôt à en saisir les enchaînements décisifs, les discontinuités à même les continuités, à désigner les éclaireurs des ruptures sur le point d'advenir, comme les acteurs du passé qui rechignent à les admettre.

La structuration des deux tomes de La modernité au Québec répond à la présence de séismes d'amplitude mondiale : la Crise de 1929 ; la guerre 39-45, à partir de laquelle se forme une asymétrie entre une Amérique du Nord prospère et une Europe en ruines. La question du séquençage est primordiale : le tome 1 s'en tenait à une décennie tout juste, le tome 2 couvre un quart de siècle. Cet écart reflète des décalages, des déphasages, des accélérations et des ralentissements de l'histoire, comme l'atteste le sous-titre : « La victoire différée du présent sur le passé ». L'analyse fait donc la part belle aux idées de retard et de mise à jour, à l'exploration des prises de risque individuelles, des éléments avant-coureurs d'un basculement. Elle s'attache parallèlement à l'identification des secteurs les plus attardés. Ainsi en va-t-il du régime duplessiste, à l'anachronisme maintes fois souligné :

Comme il l'avait fait lors de sa première élection en 1936 en brisant l'élan du renouveau généré par la Crise, Duplessis va freiner la poussée d'innovation créée par la guerre et va perpétuer de façon anachronique un traditionalisme quasi généralisé parce que porté par le pouvoir politique

étayé sur le pouvoir de la hiérarchie catholique (p. 144) ; [...] ce conservatisme reposait sur un certain type de nationalisme dont Duplessis était aussi le tenant et le bénéficiaire (p. 185).

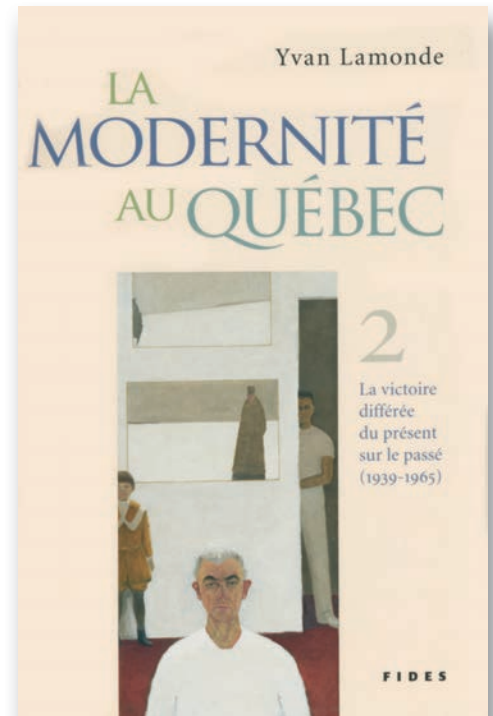
De même :

[...] le chanoine Groulx incarne la figure intellectuelle anachronique [de la dernière résistance à laquelle Duplessis et l'Église donnent encore des moyens] (p. 362).

Le balisage chronologique oriente la lecture des signes et symptômes d'une société en train de profondément changer. À travers l'expression intellectuelle qu'il capte en premier lieu dans l'essai, à un degré moindre dans la littérature et l'art, l'auteur pointe les dynamiques qui se heurtent à des résistances au changement. Dans la dynamique de la modernisation agissent des vecteurs favorisés par la guerre : l'urbanisation, l'industrialisation, l'avènement d'une société de consommation qui suscite besoins et désirs. Les marqueurs de la modernité se nichent dans la refonte démocratique du catholicisme – dont *Cité libre* deviendra le fer de lance sous l'autorité morale d'Emmanuel Mounier – allant jusqu'à la déconfessionnalisation, avec l'usage stratégique du visa religieux pour faire passer les messages de modernité. Mais au moins jusqu'en 1945, c'est Jacques Maritain, auquel succédera Mounier sans atteindre toutefois sa renommée, qui en fut le premier et principal médiateur étranger.

L'argumentation à cet égard ne quitte jamais sa ligne directrice : la marche en avant de la société québécoise fut retardée par des obstacles institutionnels (cléricalisme, conservatisme politique et culturel), ce qui n'empêcha pas les accoucheurs héroïques de la modernité de « trouver la façon de subsumer le passé dans le présent, y compris en le refusant globalement, radicalement »

La modernité fait également surface à travers la visibilité croissante de la revendication féministe et des luttes syndicales ; à travers un progrès économique qui se répercute peu à peu d'une sphère à l'autre et ouvre complètement le Québec au monde. Les travaux de Lamonde se situent dans la lignée de l'histoire des mentalités, qui part du postulat selon lequel l'économie est le moteur de l'histoire. Dès lors, le social retarde sur l'économie et le mental



retarde sur le social. On en trouve plusieurs formulations, comme celle-ci :

Ce sont la pression économique et l'urgence de la syndicalisation des travailleurs qui obligent la Confédération des travailleurs catholiques du Canada à revoir ses pratiques et à considérer l'admission de travailleurs non catholiques, certes minoritaires, mais qui pèsent leur poids (p. 82-83).

Cependant, derrière les déterminations économiques, les causalités linéaires et les phénomènes irréversibles, se lit – apport incontestable de ce livre – un enchevêtrement plus complexe qu'il n'y paraît, car les mots prononcés par les intellectuels les mieux inspirés peuvent aller au-devant des choses, les annoncer, les provoquer. Lamonde en propose une mise en récit parmi d'autres possibles ; la sienne s'attache particulièrement à la prose d'idées en accordant une place privilégiée au périodique *Cité libre*, à ses fondateurs et essayistes les plus pénétrants.

Finalement, au cœur de l'opération décisive de périodisation, se tient le pivot que constitue l'observateur dont la place, toujours mobile, est intimement liée à celle des acteurs étudiés. Cette opération permet une salutaire démystification :

On ne peut que relativiser le fétichisme autour de la date du 22 juin 1960 comme degré zéro de l'évolution du Québec contemporain lorsque l'on met en série et en perspective le travail intellectuel fait par les essayistes, par les indépendantistes et par les critiques de l'indépendance (p. 255).

Le fétiche brisé, l'effigie de Jean Lesage remise à sa juste place, l'auteur montre comment les lanceurs d'alerte les plus lucides de l'époque (André Laurendeau, Paul-Émile Borduas, Thérèse Casgrain, le père Lévesque, Jean Le Moyne, Robert Charbonneau, Gérard Pelletier, Pierre Vadeboncoeur, Germaine Guèvremont, Gabrielle Roy, Anne Hébert, Jean-Paul

MODERNITÉ

suite de la page 7



Desbiens, Fernand Dumont, Gaston Miron, Claire Martin, etc.) parviendront à relever le défi culturel de la modernité, en amont comme en aval de la date électorale sacralisée. L'argumentation à cet égard ne quitte jamais sa ligne directrice : la marche en avant de la société québécoise fut retardée par des obstacles institutionnels (cléricalisme, conservatisme politique et culturel), ce qui n'empêcha pas les accoucheurs héroïques de la modernité de «trouver la façon de subsumer le passé dans le présent, y compris en le refusant globalement, radicalement» (p.425-426).

Le tome 2 de *La modernité au Québec* ne contient pas de documents inédits ou de propositions théoriques nouvelles. Il a cependant le mérite de rassembler le chœur des «voix personnelles qui donneront un visage à [la] culture canadienne-française» (p. 99). Surtout, il fait sortir de l'ombre plusieurs protagonistes du bouleversement de la scène intellectuelle québécoise, souvent assignés à des seconds rôles, parmi lesquels Maurice Blain (le premier président du Mouvement laïque de langue française), le jésuite Ernest Gagnon, l'avocat Jacques Perrault, Lucile Durand ou le peintre Clarence Gagnon. L'abondance et la pertinence des sources convoquées par Lamonde justifient de remettre au générique ces acteurs importants et encore trop méconnus. ♦



ALAIN DENEULT

LA MÉDIOCRATIE

Montréal, Lux, 2015, 218 pages

Moraliste et pamphlétaire, Alain Deneault mène dans ce nouvel ouvrage une charge vigoureuse contre la médiocratie, cette maladie sociale virulente qui nous affecte tous profondément. Le livre déploie cette conviction de départ : les médiocres sont au pouvoir. Nous vivons dans la médiocratie institutionnellement, culturellement établie. La médiocratie est devenue la norme sociale qui gouverne l'entièreté de la société ; le médiocre est devenu majoritaire, le moyen élevé au pouvoir. À l'heure du conformisme, «... l'ordre médiocre [est] érigé en modèle» (p. 11). Les symptômes de la médiocratie sont le sommeil de la pensée, l'acceptation de l'inacceptable comme ce qui est inévitable, la confusion du révoltant et du nécessaire. L'injonction «Soyez médiocres!» règne désormais sans partage.

Le domaine du savoir et de l'expertise est le premier domaine d'emprise de la médiocratie. Sans merci, Deneault épingle l'expert et se livre à une critique féroce des universitaires et du milieu universitaire dans son ensemble. Les universitaires sont coupés du monde, délaissent la conscience critique, s'enferment dans la prison du carriérisme et la mentalité tribale. Cette critique n'est pas nouvelle, mais elle rappelle en creux combien l'université est une utopie, combien il est difficile de penser par soi-même et d'être un véritable savant, un authentique chercheur.

Le second domaine de la médiocratie, et on ne s'en étonnera pas de la part de Deneault, est celui du commerce et de la finance. L'auteur s'emploie à une critique décapante du capitalisme et de l'économie. Une économie stupide et cupide, malade d'argent et soutenue par des experts, qui colonise tout.

La culture et la civilisation sont le troisième domaine de l'empire médiocratique. Il ne faut pas attendre le salut du côté de l'art et des artistes, entièrement subjugués par les gouvernants : les artistes sont en effet désormais entièrement soumis au marché. Se souvenant de Walter Benjamin, Deneault écrit :

À l'époque de la reproduction technique de l'œuvre d'art, ce n'est plus seulement tel ou tel artiste, telle ou telle école, telle ou telle discipline que se trouvent à soutenir les commanditaires, mais les produits de consommation d'une industrie de masse tout à fait liée aux autres secteurs d'activités du grand capital (p. 161).

Quelle parade opposer à cette décrépitude généralisée ? Que faire devant cette corruption foncière de la démocratie ? «Co-rompre», lance Deneault comme un véritable cri révolutionnaire. Il faut penser la corruption, mais aussi et surtout la nouveauté qui s'annonce au terme du processus de corruption. C'est la tâche de la philosophie.

Il nous faut d'abord décrire et nommer correctement les choses, reconnaître la situation. Ensuite vient le moment de la résistance, voire du renversement :

La désignation appropriée de ces régimes commande ensuite que nous y résistions si tant est que nous soyons démocrates, voire que nous voyions historiquement à les renverser. Dès lors, rompre avec cet ordre nouveau. Procéder à une rupture avec des logiques pernicieuses et destructives. Collectivement s'affranchir. Rompre ensemble. Co-rompre» (p. 200).

Voilà l'appel sur lequel le livre se termine.

Cette stratégie s'appuie sur un rappel inattendu de la philosophie de la nature d'Aristote. La corruption est une notion essentielle de cette philosophie. Mais celle-ci affirme également que la corruption est indissociable de la génération. Ce qui pourrit, ce qui meurt est principe de vie, source de renaissance, de vie nouvelle : «On génère une situation nouvelle à partir de celle que l'on rend caduque. Générer et corrompre relève d'une même puissance, voire d'un même partage» (p. 200). Ainsi va la nature. Deneault établit une analogie, qui permet le passage de la nature au politique :

On peut comprendre sans forcer le sens du texte que la génération relève de ce qui advient positivement d'un processus de transformation radicale. En forçant le langage, le programme politique en tension entre la corruption et la génération consiste à penser un projet politique comme visée de transformation substantielle des choses dans une forme qui nous semble souhaitable (p. 201).

Deneault ne nous en dit pas davantage sur les moyens concrets de cette subversion, sauf nommer les «carrés rouges», le mouvement «Occupy» et les printemps émanicipatoires des dernières années. Tout Deneault est là : dans la critique, dans le refus, dans le décrochage. Mais comment passer à l'étape de la renaissance ? Deneault reste muet sur ce point, qui est le plus difficile.

Pessimiste, Deneault est également lucide. Il y a du Platon chez Deneault. Il y a surtout l'appel à une nouveauté radicale, à un monde nouveau, à un inédit. Sa révolte, son écœurement, son ras-le-bol, animé par une profonde indignation et une authentique aspiration éthique nous parle et nous rejoint. L'acuité du regard de Deneault réjouit car elle dit vrai. Lui reprochera-t-on de ne voir que le noir ? Ce ne sera pas sans rappeler la nécessité d'une telle perspective. Une bonne part du sens de l'existence humaine ne réside-t-elle pas dans la résistance à l'ordre établi, dans le refus de la facilité, dans le rejet énergique de la démission et de la paresse, bref dans la lutte farouche contre la médiocratie ? Heureusement qu'il souligne la présence de la résistance au sein même de la corruption. Car il existe des résistants, et ceux-là empêchent la ruine totale et définitive du projet humain.

Louis Perron

Université Saint-Paul

FIERTÉ VERTICALE

Andrée-Anne Leblanc

Professeur de littérature, Cégep de Joliette

SYLVAIN CAMPEAU ET
PATRICK MOREAU (DIR.)
**QUINZE CLASSIQUES DE LA
LITTÉRATURE QUÉBÉCOISE**
Anjou, Éditions Fides, 2015, 272 pages

Nous aurons beau dire et beau faire, nous ne serons toujours, au point de vue littéraire, qu'une simple colonie, et quand bien même le Canada deviendrait un pays indépendant et ferait briller son drapeau au soleil des nations, nous n'en demeurerions pas moins de simples colons littéraires.

Gilles Marcotte (1989), *Littératures et circonstances*, p. 20

29 janvier 1867. Octave Crémazie, dans une lettre adressée à l'abbé Casgrain, déplorait le fait que la littérature canadienne ne pourrait probablement jamais se faire remarquer mondialement. Bien de l'eau a coulé sous les ponts depuis ce fameux janvier 1867. En effet, d'innombrables œuvres canadiennes, dont plusieurs québécoises, démentiront ces propos pessimistes. Il faudrait donc, semble-t-il, s'en réjouir. Et pourtant... Notre littérature est toujours vulnérable, victime d'un laxisme inexcusable et se porte merveilleusement pour une littérature aux fondations fragilisées. Fragilisées, oui, car ses ancêtres, – nos classiques –, sont trop souvent délaissés de la part de nos institutions, scolaires surtout, et seront peut-être même réduits aux oubliettes s'il n'y a aucun changement significatif pour contrer cette triste tendance.

Bien sûr, il faudrait insister davantage sur l'enseignement de nos œuvres dans nos classes, car, comme le soulignent si bien Sylvain Campeau et Patrick Moreau dans *Quinze classiques de la littérature québécoise*, «[U]n jeune Québécois peut [ainsi] être scolarisé durant onze ans et avoir obtenu un diplôme d'études secondaires sans avoir lu le moindre texte québécois d'importance» (p. 7). Mais encore faudrait-il s'entendre sur ces œuvres en établissant une liste. Ainsi, cet essai est une tentative de remplir cette carence, ce manquement à notre patrimoine qui devrait pourtant prodiguer avec orgueil son essence, son esprit et surtout cette richesse rare qui fait de notre littérature une littérature d'exception.

Moreau et Campeau proposent avec grande modestie une liste ouverte, c'est-à-dire évolutive, et l'établiront en sollicitant les connaissances de Michel Biron, professeur à l'université McGill et coauteur de *l'Histoire de la littérature québécoise* (2007). Cette der-

nière pourrait enfin être une référence tout indiquée pour nos institutions scolaires, car même si les publications québécoises sont obligatoires dans nos écoles secondaires, on n'y compte «aucune liste de lectures recommandées émanant du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport» (p. 6). On nous rappelle qu'il faudra que l'étudiant poursuive ses études au collégial pour faire le cours Littérature québécoise qui, enfin, l'assurera de lire (au minimum) deux œuvres complètes québécoises. Deux seulement.

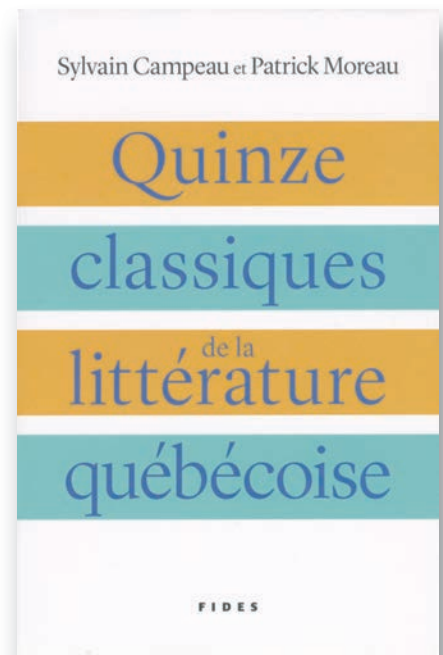
**Cette lecture est certes intéressante,
mais elle est aussi convaincante,
nécessaire même, puisqu'elle réussit
à revamper toutes ces réflexions
concernant la qualité de notre
littérature nationale.**

Il faut se le dire: l'incurie littéraire au Québec est gênante. Notre littérature nationale s'avachit de négligence et le temps de la redresser est venu. Verticalisons notre littérature! Il est grand temps de l'empoigner et de la brandir fièrement.

UN CHOIX DÉCHIRANT

«[Et] de cette littérature, si délicate à définir, les classiques constituent en quelque sorte la colonne vertébrale. Ils sont les jalons de son histoire, les multiples chaînons sans lesquels cette chose instituée qu'est une littérature, et plus encore une littérature nationale, manquerait singulièrement de consistance.» (p. 5)

Choisir est certes difficile lorsqu'il s'agit d'établir les fondements mêmes de l'identité d'un patrimoine: élire un classique n'est-il pas, après tout, de mesurer la grandeur d'un auteur, de reconnaître le fruit de son travail et d'en souligner son esthétisme universel et remarquable? Michel Tremblay (*Les belles-sœurs*), Émile Nelligan (*Poésies*), Hector de Saint-Denys Garneau (*Regards et jeux dans l'espace*), Gabrielle Roy (*Bonheur d'occasion*), Jacques Ferron (*Contes du pays incertain*), Réjean Ducharme (*L'avalée des avalés*), Anne Hébert (*Le torrent*), Gaston Miron (*L'homme rapaillé*), Gérard Bessette (*Le libraire*), Alain Grandbois (*Les îles de la nuit*), Germaine Guèvremont (*Le survenant*), Pierre Vadeboncoeur (*La ligne du risque*), Marie-Claire Blais (*Une saison dans la vie d'Emmanuel*), Hubert Aquin (*Prochain épisode*) et Jacques Poulin (*Volkswagen Blues*)



figurent donc fièrement dans la liste établie par Campeau, Moreau et Biron.

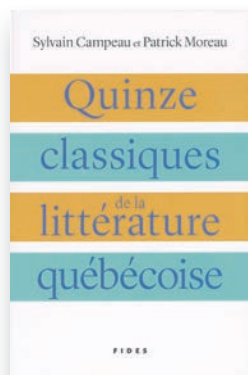
Malheureusement, les critères prédéfinis des auteurs ne sont, nulle part, mis en lumière. On constate avec déception qu'ils s'en remettent entièrement aux quinze analystes qui se contentent, pour la plupart, d'insister en fin de commentaire sur la grande actualité de l'œuvre étudiée. Les critères d'admissibilité au rang des œuvres canonisées restent ainsi évasifs et devraient pourtant être une formalité si l'on prend compte des intentions particulières de l'essai.

La question des titres est plus délicate encore que celle des auteurs et pourrait éveiller la controverse, comme il est soulevé dans la préface par Campeau et Moreau. En effet, certains se demanderont pourquoi, par exemple, avoir choisi *Le torrent* au lieu de *Kamouraska* chez Anne Hébert.

Et le roman *Volkswagen Blues*, ce *road novel* à saveur kérouacienne assumée, est sûrement l'œuvre de Poulin qui a été la plus naturellement placée dans ce palmarès. Mais n'est-ce pas justement à cause de toutes ces allusions au grand maître américain Jack Kérouac (allusions d'ailleurs soulevées par Lise Gauvin dans son analyse), mettant en quelque sorte de l'ombre sur notre identité propre, que nous devrions réexaminer ce choix? Par exemple, *Le vieux chagrin* n'est-il pas plus représentatif de notre identité? Ses références géographiques (le récit se déroule principalement au bord du fleuve, près de Cap-Rouge, et non dans toute l'Amérique) et son côté plus intimiste encore sur les mêmes thèmes (soit l'écriture et la quête identitaire) ne seraient-ils pas plus significatifs, emblématiques du Québec? Et bien que *Bonheur d'occasion* soit une œuvre d'exception, qu'advient-il de *Ces enfants de ma vie* qui s'avère une lecture plus accessible par sa longueur pour des étudiants? Car est-ce notre priorité d'établir les titres de cette liste en fonction de leur capacité à être étudiés en classe au plus grand nombre, c'est-à-dire au

QUINZE CLASSIQUES

suite de la page 9



secondaire puisque le nombre d'étudiants s'étiole au fur et à mesure que le parcours scolaire s'allonge? L'accessibilité devrait-elle être un critère priorisé? Pas si l'on se fie au choix *La ligne du risque*, qui reste une œuvre coriace pour le lecteur moyen...

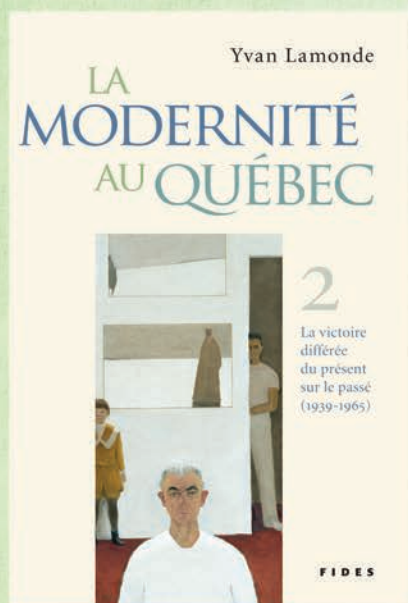
Ainsi, la présentation de cet essai est bien ficelée, certes, mais aurait pu s'attarder davantage sur la question, même si l'on nous réfère à l'essai de Louis Cornélius, *Lettre à mes collègues sur l'enseignement de la littérature et de la philosophie* pour ce faire. Le niveau de lecture nécessaire (j'entends ici scolaire) à la compréhension de chaque œuvre choisie aurait pu également agrémenter les analyses puisque justement, l'enseignement de cette littérature semble au centre même des préoccupations de Campeau et de Moreau. En effet, ils insistent particulièrement sur le fait que l'enseignement de cette dernière est probablement un préalable à son épanouissement. Comment parler de classiques s'ils ne sont ni lus ni étudiés dans nos classes? En fait, là pourrait même résider une partie de cette carence à combler pour établir définitivement ce que nous désirons comme lectures pour nos enfants dans nos institutions scolaires: faciliter la rencontre du lecteur avec l'œuvre classique en ciblant clairement le niveau de difficulté de lecture.

CE QU'ILS EN PENSENT

La tâche de justification a été confiée à de nombreux collaborateurs qui, d'une part, dressent un portrait élogieux de chacune des œuvres choisies par Michel Biron puis, d'autre part, les légitiment en rappelant historiquement et socialement le rôle qu'elles ont joué dans le paysage culturel québécois.

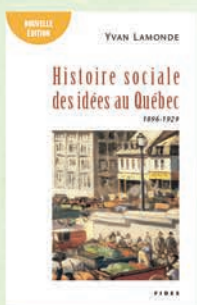
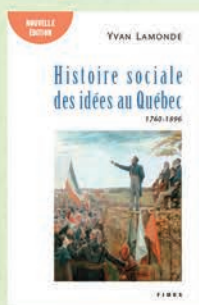
Résumer, analyser et saluer des œuvres de cette envergure, tout en évitant dans la mesure du possible le piège de la redite, s'avère un défi de taille, défi toutefois relevé avec brio. En effet, malgré l'inégalité des commentaires, les analyses n'étant pas toujours de même étendue et surtout de même qualité, il n'en demeure pas moins que certaines se démarquent et redonnent à coup sûr le goût de revisiter certains classiques. Je pense notamment aux propos d'Annette Hayward sur *Le libraire*, de Bessette, qui a attisé chez moi un intérêt oublié depuis bien longtemps déjà. Ou bien, à celui de David Décarie sur *Le survivant* de Guèvremont qui a su rénover brillamment cet univers ancien.

Cette lecture est certes intéressante, mais elle est aussi convaincante, nécessaire même, puisqu'elle réussit à revamper toutes ces réflexions concernant la qualité de notre littérature nationale. Elle redore l'image d'œuvres parfois placées au rancard en les redimensionnant de façon tout à fait actuelle. Quinze classiques de la littérature québécoise mise sur le lecteur aguerri qui veut revisiter rapidement ses anciennes lectures et, pourquoi pas, y replonger. Une relecture n'est, après tout, jamais perdue puisque le lecteur, contrairement au livre, est en continuel changement. ♦



Des idées de liberté

De la Deuxième Guerre mondiale à la Révolution tranquille



Yvan Lamonde

LA MODERNITÉ AU QUÉBEC, Tome II

La victoire différée du présent sur le passé (1939-1965)



www.groupefides.com

CE QUE L'ART DÉVOILE

Lucia Ferretti

PIERRE PAGÉ ET RENÉE LEGRIS
**MASQUES AFRICAINS ET
CULTURE QUÉBÉCOISE.
LA COLLECTION ERNEST
GAGNON (1945-1975)**
Montréal, Fides, 2016, 301 pages

Comme plusieurs intellectuels, Ernest Gagnon, jésuite, est dans les années cinquante à la recherche d'un nouvel élan pour *L'homme d'ici*. Fustigeant ce qu'il décrit comme la sclérose de la spiritualité catholique dans le Québec de cette époque, il appelle à connaître le monde non seulement par les livres et la raison, mais par des expériences et par le corps, à développer la sensibilité et l'imagination autant que l'intelligence, à libérer la vie intérieure des forces sociales et ecclésiastiques qui l'étouffent et l'empêchent de s'abreuver au sacré, identifié au divin.

Essayiste novateur, Gagnon a choqué les milieux religieux conservateurs, mais allumé plusieurs jeunes vocations littéraires et intellectuelles. Il fut original en son temps en ce sens que, pour le dire dans ses mots à lui, sa quête spirituelle, ce sont les arts premiers qui l'ont comblée en lui faisant comprendre la vie.

Car entre les années 1940 et 1970, en même temps qu'une carrière de professeur d'histoire de l'art contemporain puis de littérature et de création littéraire, Gagnon a mené une démarche d'anthropologie culturelle pour connaître et faire connaître aux Québécois la signification spirituelle des arts premiers. Il a développé un laboratoire d'études pour lequel il a collectionné des masques africains, mais aussi des pièces océaniques et précolombiennes. Il s'est intéressé particulièrement aux peuples de l'Afrique de l'Ouest française: les Dogon, les Bambaras, les Sénoufos, les Baoulés. En 1969, environ 500 pièces forment le fonds du Musée des arts primitifs puis Musée des arts africains et océaniques qu'il ouvre dans les murs du collège Sainte-Marie. La collection est cédée en 1975 au Musée des beaux-arts de Montréal.

C'est ce parcours peu commun et malheureusement oublié que rappellent Pierre Pagé et Renée Legris. Tous deux furent des étudiants de Gagnon à la Faculté des lettres de l'Université de Montréal; puis, dans les années soixante, ils ont assisté leur maître dans la mise sur pied de son musée. Enseignant, conférencier, homme de radio, Ernest Gagnon communiquait par la parole, il a somme toute très peu écrit sur l'art des

masques, la statuaire, et sur la spiritualité des peuples africains. Les auteurs, sachant qu'ils restaient les seuls à pouvoir encore le faire, ont voulu offrir à l'historiographie de la culture au Québec ce qui fut le cheminement philosophique personnel du père Gagnon et sa démarche de recherche. Ils sont allés aux sources chez les jésuites, dans les établissements où Gagnon a enseigné et jusque dans les réserves du Musée des beaux-arts de Montréal.

Le propos se déploie en quatre chapitres, dans lesquels Pagé et Legris abordent trois thèmes principaux: le père Gagnon lui-même, ses analyses, ainsi que le Québec des années 1940 à 1970.

**Plus largement, pour mieux respirer
dans sa propre tradition spirituelle
enfouie sous le légalisme de la
religion et le triomphalisme de
l'Église du temps, Gagnon se tourne
vers les arts premiers, parce que
ceux-ci sont une manifestation
directe du sacré.**

C'est au collège Sainte-Marie, dans les années 1920, que Gagnon se prépare à la rencontre qu'il fera plus tard de l'Afrique. En effet, au moment même où l'Europe des artistes et des poètes découvre les arts africains, l'étudiant s'intéresse à l'art contemporain, notamment aux peintres Braque et Picasso, et au mouvement surréaliste. Il écoute aussi avec attention les missionnaires de retour du continent noir quand ils viennent présenter des conférences aux collégiens.

Pagé et Legris brossent ensuite un portrait particulièrement vivant du milieu des arts dans l'après-Seconde Guerre mondiale. On y voit surgir non seulement les auteurs des manifestes bien connus *Prisme d'yeux* et *Refus global*, mais aussi les institutions principales, telles que l'École du meuble où enseigne Borduas, la Société d'art contemporain, la librairie Tranquille, le café de L'Échouerie, certaines galeries d'art, tout un réseau animé bien reconstitué. Gagnon connaît tous les artistes québécois de son temps. Il se sent assez proche des Plasticiens.

Au même moment, en France, l'Afrique commence à être repensée. Les premiers ouvrages publiés aux PUF sont mis en vitrine dans la librairie de la place de la Sorbonne où passent tous les intellectuels; les grands Senghor, Sartre et Buraud, spécialiste des masques, ébranlent chacun à sa manière le



colonialisme profond qui imprègne alors les rapports de la France avec l'Afrique; *Présence africaine* et le Musée de l'Homme produisent et diffusent une meilleure connaissance des civilisations africaines; Malraux consacre l'art africain comme art véritable en le faisant entrer dans son *Musée imaginaire de la sculpture mondiale*. Et tout cela parvient ici par des galeries privées de l'ouest de Montréal, les bibliothèques universitaires et celle de Saint-Sulpice, les critiques des ouvrages importants qui paraissent dans *Le Devoir*. Puis, au lendemain des indépendances, Dakar présente un festival mondial des arts nègres en 1966, et Léopold Sédar Senghor, désormais président du Sénégal, vient expliquer le concept de négritude à 1500 intellectuels réunis à l'Université de Montréal. Entre-temps, Ernest Gagnon est devenu une référence.

Ce Québec, qu'on découvre plutôt à jour tout compte fait, est habité, surtout dans les années cinquante, par une «inquiétude existentielle». Certains littéraires et des artistes se mettent à dénigrer les Canadiens français ou trouvent leur salut dans l'émigration. Le père Gagnon, lui, comme quelques autres intellectuels parmi lesquels des prêtres et des religieux, fouille plutôt du côté de la psychanalyse, des travaux de Carl Jung en particulier. Gagnon puise dans les théories de l'inconscient afin de rendre compte plus complètement de la création littéraire et de l'histoire de l'art. Plus largement, pour mieux respirer dans sa propre tradition spirituelle enfouie sous le légalisme de la religion et le triomphalisme de l'Église du temps, Gagnon se tourne vers les arts premiers, parce que ceux-ci sont une manifestation directe du sacré. Son projet est de s'aider lui-même et aider ses étudiants, ses vastes auditoires et les visiteurs des expositions non seulement à mieux comprendre le sens des masques et la culture dans laquelle ils s'insèrent, mais aussi, grâce à eux, à retrouver le souffle de vie au fondement de la vision catholique du monde. Et cela, dans un Québec qui est en train de jeter l'Église

MASQUES

suite de la page 11



aux orties et avec elle aussi, trop souvent, la spiritualité catholique.

Ernest Gagnon n'a pas fait lui-même de recherches originales. Il a plutôt suivi de près les travaux des ethnologues et anthropologues français. Son objectif est d'être un passeur, si l'on peut dire: il veut ouvrir les voies d'une réflexion anthropologique aux intellectuels québécois à partir des travaux des meilleurs chercheurs. L'école d'ethnologie développée dans le sillage de Marcel Griaule est alors à son apogée. Griaule et Denise Paulme, mais aussi une ethnolinguiste comme Germaine Dieterlen et un sociologue comme Dominique Zahan veulent détruire la pensée colonialiste. Ils savent aussi qu'ils élaborent une compréhension des cultures africaines alors même que celles-ci appartiennent déjà au passé, à cause de tous les changements induits précisément par la présence coloniale et la présence missionnaire. Gagnon reconnaît en ces chercheurs son propre sens de l'égalité de toutes les cultures, sa propre quête et son propre projet.

Les chapitres 3 et 4 font pénétrer les lecteurs d'une part dans les sociétés tradi-

tionnelles d'initiation à partir de l'exemple de trois d'entre elles, et d'autre part dans la signification des masques africains. Pagé et Legris font connaître ici les analyses que Gagnon diffusait au Québec et, dans certains cas, ils les complètent à l'aide de travaux plus récents. À ce propos d'ailleurs, on doit constater que la connaissance de la spiritualité africaine a peu progressé dans les dernières décennies. Au-delà des particularités de chacune des cultures, l'initiation est une institution sociale et religieuse dont le but est de faire advenir le jeune garçon (ou la jeune fille) à l'état d'héritier, de porteur de la culture de son peuple, de porteur et de passeur du lien collectif avec les ancêtres.

C'est dans les formes, dans le statisme apparent qui contraste si fort avec l'art occidental (sauf pendant la période romane) qu'on peut saisir ce que l'art africain veut manifester: le réel invisible, la vie intérieure, l'appartenance de chacun et du groupe tout entier à une lignée d'ancêtres qui est la chair même du masque par l'intermédiaire de l'arbre vivant, la mémoire et l'identité du groupe, le culte de la vie contre les multiples forces de mort présentes dans l'environnement.

Mais même si son approche est spiritualiste, Gagnon sait aussi proposer une lecture formelle, et pas seulement symbolique, de l'art des masques et de la statuaire africaine. C'est dans les formes, dans le statisme apparent qui contraste si fort avec l'art occidental (sauf pendant la période romane) qu'on peut saisir ce que l'art africain veut manifester: le réel invisible, la vie intérieure, l'appartenance de chacun et du groupe tout entier à une lignée d'ancêtres qui est la chair même du masque par l'intermédiaire de l'arbre vivant, la mémoire et l'identité du groupe, le culte de la vie contre les multiples forces de mort présentes dans l'environnement. Le masque, pour être compris pleinement, ne doit pas être détaché des rituels de musique et de danse dont il fait partie. En ce sens, il n'est pas une œuvre d'art, il est un signe.

L'ouvrage offre par ailleurs un portefeuille de 70 photos d'archives pleine page, dont 27 en couleur. Celles des masques sont accompagnées de notices détaillées. Chacun est décrit sous l'angle formel; le contexte et le sens de son utilisation sont aussi précisés. Ayant retrouvé les fiches en 2013, soit plus de quarante-cinq ans après leur rédaction par Françoise le Gris et leur approbation par



le père Gagnon, les auteurs ont procédé à leur mise à jour et parfois à leur correction.

En appendice, Pagé et Legris proposent un choix de textes inédits ou transcrits qui permettent «d'entendre» le professeur et homme de radio que fut avant tout Ernest Gagnon. Ils ont aussi voulu préparer le terrain à d'autres chercheurs en fournissant en particulier une bibliographie exhaustive, qui fait la part belle aux fonds d'archives. Celui conservé aux Archives des jésuites au Canada (sises à Montréal) contient notamment une documentation sonore sur l'art africain expliqué par Gagnon et des collections de disques d'ethnomusicologie sur l'Afrique probablement sans équivalent au Québec.

Renée Legris nous a quittés au printemps au moment où ce livre sortait des presses. Elle et Pierre Pagé donnent à notre historiographie un ouvrage unique, qui fait connaître l'itinéraire très singulier d'un humaniste et d'un chercheur de Dieu dans un Québec qu'il espérait voir retisser un lien mémoriel, source de vie personnelle et collective, avec ses propres racines spirituelles. ❖



ANDRÉ-MÉDARD BOURGULT

(avec la collaboration de François Gauthier, préface de Michel Lessard)

LA MAISON DE MON PÈRE

Belœil, Qualigram, 2015, 156 pages

Au hasard d'une visite dans le magnifique village de Saint-Jean-Port-Joli, François Gauthier et sa compagne font la connaissance d'André-Médard Bourgault, fils du célèbre sculpteur qui a beaucoup contribué à la renommée du village Médard Bourgault. Invités par ce dernier à visiter la maison et le domaine de ce dernier, les visiteurs découvrent un véritable trésor du patrimoine en plus de se lier d'amitié avec un homme passionné, désireux de faire connaître l'œuvre de son père. Le projet de ce livre venait de naître.

Amateur éclairé, François Gauthier a vite fait de réaliser tout l'intérêt de faire mémoire de l'œuvre que constituent la maison elle-même et ses dépendances ainsi que les très nombreuses sculptures, bas-reliefs, meubles et autres pièces de création qu'elles renferment. Produites par le père lui-même ou l'un ou l'autre de ses nombreux enfants et proches qui ont, à sa suite et à son exemple, fait métier de sculpteur, les œuvres ont été photographiées, documentées et commentées par André-Médard. Le format de l'ouvrage est simple : chacun des chapitres fait l'inventaire des pièces où se côtoient pièces de mobiliers, sculptures et autres artefacts dans un décor littéralement fait main, aux murs lambrissés et aux panneaux muraux sculptés. Scènes de la vie champêtre, pièces d'art sacré, meubles utilitaires, la beauté saisissante voisine des œuvres moins réussies, mais tout l'ensemble mérite le regard que le livre leur porte.

Michel Lessard, qui signe la préface, a raison de réclamer qu'un jour un de nos grands musées d'art et de civilisation consacre aux Bourgault la grande exposition qu'ils méritent. Ce modeste ouvrage ne fait que rendre encore plus fondée cette revendication et la nécessité d'un catalogue raisonné de grande envergure. Le travail de Médard Bourgault occupe une place centrale dans l'art religieux, dans l'essor de l'artisanat



et dans celui d'une pratique de la sculpture puisant aux imaginaires de la culture populaire. Un plus systématique questionnement de ses œuvres permettrait de mieux comprendre une partie du parcours de notre histoire de l'art, de mieux décoder les enjeux esthétiques qui ont charpenté l'art sacré et tissé ses liens avec la culture matérielle des églises, places publiques et complexes institutionnels. Avec Lessard, il faut souhaiter que la municipalité de Saint-Jean-Port-Joli accorde à cette maison la protection qu'elle requiert et que le gouvernement du Québec inscrive le bâtiment au Registre du patrimoine culturel.

Le livre donnera certainement le goût de s'arrêter dans ce beau village, comme il donnera matière à réfléchir à ce que cette beauté peut nous apprendre aussi bien des âges révolus que de ce qui mérite de garder place dans une certaine idée du Québec.

Robert Laplante



807, chemin de la Rivière Nord
Saint-Eustache

Tél. : 450 491-3997 – Téléc. : 450 491-6339
www.vignobleriviereduchene.ca

commanditaire des soupers-conférences de L'Action nationale

DIABLE DE FERRON!

Simon Couillard

Enseignant en philosophie, Cégep de Victoriaville, Doctorant en études québécoises, UQTR

JACQUES CARDINAL

LA PART DU DIABLE. LE SAINT-ÉLIAS DE JACQUES FERRON

Montréal, Lévesque éditeur, 2015, 228 pages

Il y a une chose que je n'ai jamais comprise : la phrase de Sartre disant que «l'enfer c'est les autres». Moi je croirais plutôt que c'est le contraire: «le ciel c'est les autres!» et que l'individu, en dernière analyse, qui meurt toujours seul, meurt pour la vie de l'humanité. La mort fait partie de la vie, et c'est la mort qui donne son charme à la vie. C'est à cause de la mort que l'amour est nécessaire. On fait l'amour parce qu'on va mourir.

– Jacques Ferron, entrevue à Radio-Canada diffusée le 28 août 1977

Sed verbum Dei non est alligatum

– Deuxième lettre de saint Paul à Timothée, chapitre 2, verset 9

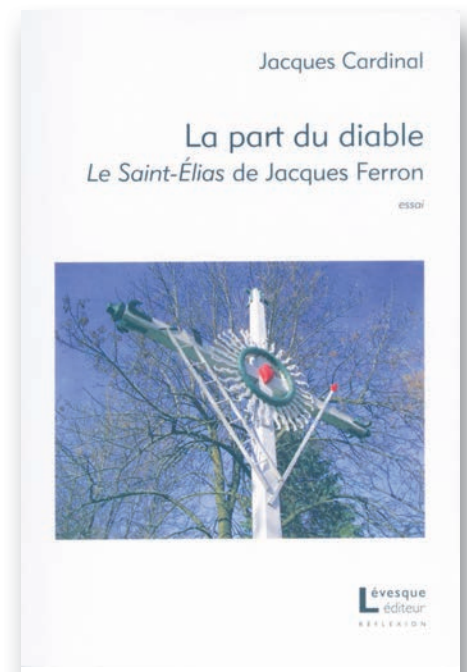
Jacques Ferron a fait pour ces lieux du Saint-Élias entre Louiseville et Batiscan ce que, entre autres, Gabrielle Roy a fait pour le Manitoba, lyrisme en moins : il leur a donné une dimension poétique et symbolique qui les rend plus dignes d'intérêt. Il s'agit parfois de petits détails. Qu'on pense à l'évocation de cette «grosse Sainte-Anne de Machiche» (grande statue de bois sculpté par Thomas Baillargé en 1832 représentant la sainte) dans sa «niche de verre» (un pavillon vitré au style antique construit pour empêcher sa détérioration, essentiellement causée par les pèlerins qui en ramenaient des parcelles, et qu'on trouve au fond du cimetière jouxtant l'église, à mi-chemin entre les douze maisons bourgeoises¹ et ce qui serait le «petit-village» de Yamachiche) que le capitaine Maheu met en parallèle avec l'idole peule et qui prend son relief dans le langage «québécoisé» de Philippe Cossette. On y trouve une raison supplémentaire de faire le détour. Je le mentionne pour illustrer le fait que, dans son ouvrage, Jacques Cardinal accomplit un travail de reconnaissance analogue, mais avec le roman de Ferron comme territoire : Cardinal oriente le regard sur la richesse qui se trouve dans les recoins de l'œuvre, il

enrichit notre rapport à celle-ci en étayant ses dimensions théologiques et historiques qui échappent à une lecture qui se fixe sur l'intrigue et sa destination. *La part du diable. Le Saint-Élias de Jacques Ferron* est donc un livre de culture. C'est une exégèse remarquablement intéressante.

Cardinal analyse cette «diablerie» du Saint-Élias, dans laquelle il est question de la lignée de Philippe Cossette («gros cultivateur» et opérateur du pont de Batiscan que l'on surnomme Mithridate), qu'assure le docteur Fauteux (Faustus, Faust... un Méphisto, en fait) en jetant dans les bras de sa femme Marguerite le vicaire Armour Lupien, à la fois comme une leçon de théologie et comme une version alternative du récit de la survivance canadienne-française. L'ouvrage compte dix chapitres, un prologue, un épilogue (pour ce dernier, l'auteur a produit une courte synthèse à partir des travaux en histoire régionale sur l'industrie maritime dans le comté de Champlain qui vaut son pesant d'or), un résumé du Saint-Élias en annexe et un appareil de notes et références. Cette dernière section compte pour un peu plus de la moitié du livre si on inclut la bibliographie. C'est que l'analyse est d'abord celle du contexte, dans le grand angle.

Pour l'auteur, Ferron veut ainsi rendre compte de l'existence d'une religiosité centrée sur le Christ de la miséricorde durant la Survivance, d'un catholicisme pratique, à l'échelle de la paroisse et loin de l'évêché, qui est celui d'un peuple qui résiste à la domination de Rome, tel Mithridate à son époque.

Chacun des chapitres expose une leçon théologique tirée du roman, une leçon qui se trouve inextricablement liée au contexte historique et politique du Canada français du XIX^e siècle. Sur ce contexte, ce sont surtout les chapitres 1 («Un récit identitaire») et 2 («Le clergé : pouvoir et antagonisme») qui en jettent les bases. Au cœur de la situation politico-religieuse du Canada français du XIX^e siècle, telle que le roman de Ferron nous la présente, se trouverait l'«antagonisme entre le prêtre abstrait et le prêtre tolérant» (p. 17). Dans le Saint-Élias, ceux-ci seraient personnifiés respectivement par Mgr Laflèche, l'évêque historique de Trois-Rivières, et le chanoine Tourigny, un personnage fictif. Pour Cardinal,



Laflèche incarne «l'ultramontain intrinsèque» alors que Tourigny se situe «en marge du discours autorisé de la survivance (sur l'avenir de la nation) proposé par le clergé» (p. 25). Ce dernier se démarquerait par sa modération, son pragmatisme et son réalisme : «À chacun son lot ici-bas, semble dire le chanoine» (p. 36). C'est cette théologie «concrète» dont le curé fictif de Batiscan est le tributaire, une théologie qui reconnaît la part du diable dans la suite du monde, que l'auteur trouve en filigrane du Saint-Élias et qu'il détaille au fil de ce riche ouvrage.

La part du diable, dans le roman de Ferron, c'est le péché du vicaire Lupien. «Le diable joue en cela sa partition en ce monde, comme nous l'enseigne notamment l'histoire de Job» (p. 52), analyse Cardinal. Et si le docteur Fauteux (le mécréant) exprime des remords sur son rôle d'entremetteur juste avant son suicide et que Marguerite (la magoua), vieillissante, maudit le jour où elle et le vicaire ont conçu son fils, le chanoine Tourigny pleure de joie en contemplant le jeune Armour, l'enfant de l'adultère, à la mort Philippe Cossette, le père «adoptif». Le curé, qui voit le monde comme «un espace moral [...] complexe, marqué par l'incertitude et la singularité des situations» (p. 60), conçoit que «c'est [...] Dieu qui dupe le malin dès lors que la faute commise est ultimement arraisonnée au bien» (p. 57).

Selon cette conception des choses, le docteur Fauteux, «libéral et mécréant» (p. 72), en orchestrant l'adultère de Marguerite et du vicaire Lupien, apparaît comme l'instrument du destin, l'instrument du bien, puisque vit grâce à lui la lignée des Mithridate/Cossette. Aussi, alors qu'on l'enterre dans le champ du Potier avec les misérables et les fous, devient-il un exemple et une occasion de charité et de miséricorde pour la paroisse de Batiscan,

¹ Un site patrimonial depuis 2008. Des maisons qui ont abrité les Gérin-Lajoie, les Bellemare et les Caron (famille de Jacques Ferron par sa mère – sur les rapports de l'écrivain avec la branche maternelle, il faut lire les premiers chapitres de cet autre magnifique ouvrage, *Le fils du notaire* [Fides, 1997] de Marcel Olskamp), entre autres.

suite de la page 14

souligne Cardinal. D'après celui-ci, ce genre de renversement paradoxal, baroque, serait caractéristique du roman de Ferron, comme lors de la bénédiction «inconsciente» du jeune Armour par Mgr Laflèche, ou quand ce dernier se convertit à la perspective théologique de son chanoine, ou encore dans le fait que Marguerite, damnée, assume finalement le rôle de sacrifiée. Dans tous les cas, l'«esprit de l'Évangile» triomphe du discours des prêtres abstraits. Pour l'auteur, Ferron veut ainsi rendre compte de l'existence d'une religiosité centrée sur le Christ de la miséricorde durant la Survivance, d'un catholicisme pratique, à l'échelle de la paroisse et loin de l'évêché, qui est celui d'un peuple qui résiste à la domination de Rome, tel Mithridate à son époque.

Pour Cardinal, cette dualité explique également pourquoi les personnages du récit de Ferron forment autant de contre-points aux saints que célèbrent l'hagiographie et l'historiographie traditionnelle canadienne-française: le mécréant contre le dévot, la femme adultère contre la vierge, et bien sûr, le chanoine contre Sa Grandeur. Il indique: «Ce n'est [...] pas le discours du pénitent et de la sainteté crucifiante qui s'imposent sur la scène de la catholicité batiscanaise, mais celui d'un autre chemin de croix, d'un autre martyr, où se manifeste somme toute la part bienfaitrice du diable (du mal)» (p. 105). Or, comme le note l'auteur, Ferron n'est pas «un catholique qui s'ignore, mais un héritier, jouant de cet héritage pour à la fois l'assumer et le dépasser» (p. 142). Et il s'adresse à ses contemporains. Ce qu'il offre, toujours selon Cardinal, c'est un portrait qui remet en cause le discours uniment négatif de certains artisans de la Révolution tranquille sur le passé catholique et canadien-français.

COURTE CRITIQUE

Les amateurs de Ferron, et a fortiori ceux du Saint-Élias, apprécieront la profondeur de *La part du diable* et la perspicacité de son auteur. Mais ce livre peut plaire à un lectorat plus vaste, puisque la trame est une réflexion plus large sur la religion catholique et notre passé canadien-français. C'est donc aussi à une réflexion sur notre parcours collectif, sous l'égide du bon docteur, que nous invite ce livre. Sur ce plan, je formulerais deux critiques, que j'espère opportunes, dans le but d'alimenter la réflexion initiée par l'auteur.

D'une part, Cardinal fonde une partie de son analyse sur le clivage entre les «ultramontains intransigeants» et un clergé plus modéré qui gravite autour de Mgr Taschereau à Québec. Cardinal affirme ainsi:

Pour les intransigeants (Mgr Bourget, Mgr Laflèche), il fallait plutôt s'accommoder de l'ordre civil et de ses lois. Le personnage du chanoine Tourigny n'est vraisemblable, sinon pertinent, que si l'on tient compte de cet arrière-plan, de cette lutte des évêques et des membres du clergé sur la scène du discours. Par son récit, Ferron aura pris acte de cette division interne au sein de l'épiscopat, s'insinuant avec ironie dans cette brèche par laquelle il nous donne à voir un autre récit du Canada français où le pouvoir de l'Église n'est pas exclusivement intransigent et dominateur, mais à la fois pragmatique, tolérant et miséricordieux (p. 138).

Pour saisir cette division de l'épiscopat québécois, Cardinal s'en remet principalement à l'interprétation de Sylvain et Voisine (*Histoire du catholicisme québécois*, tome 2, 1991), et ne retient pas celles de Ferretti (*Brève histoire de l'église catholique au Québec*, 1999) et Perin (*Ignace de Montréal. Artisan d'une identité nationale*, 2008), dont les ouvrages figurent malgré tout dans la bibliographie. Ferron, certes, condamne à plusieurs égards l'évêque de Trois-Rivières dans sa narration même, mais il semble problématique d'affirmer qu'il prend acte de la division de l'épiscopat, dans

le sens où l'interprète Cardinal, dans la mesure où l'historiographie récente tend à démontrer l'importance du caractère politique de ce clivage, dans la foulée de la défaite des Patriotes et de l'Acte d'Union, entre les évêques de Montréal et Trois-Rivières et celui de Québec, qui défend le statu quo avec l'appui des autorités britanniques (ce qui peut sans doute se traduire par la «modération», le «réalisme» ou le «libéralisme»). Par ailleurs, l'auteur note lui-même que le chanoine Tourigny est en décalage par rapport à l'époque dans laquelle le récit a lieu, ce qui rend sa «correction fraternelle» à l'égard de Mgr Laflèche volontairement anachronique: «il serait fort étonnant de trouver dans nos annales de la vie catholique ou monographies de paroisse une vie de prêtre comparable à [la sienne] [...]» (p. 137). Oserions-nous aller jusqu'à affirmer que Ferron fait honneur à Mgr Bourget dans la citation qui clôt le prologue de *La part du Diable*: «Mais j'ai peut-être raison: cette religion est plus que le catholicisme; elle a été une culture de revanche et de survie; elle nous a empêchés d'avoir l'âme brisée» (in p. 16).

D'autre part, les expressions «repli identitaire» (p. 27), «lieu de repli» (p. 27), «xénophobe» (ibid.), «insensible à l'altérité» (p. 44), à la «rencontre de l'autre» (p. 27), «le repli sur soi et le refus de l'autre» (p. 110) face à un Canada français «ouvert à l'altérité» (p. 110), etc. pour décrire la perspective de Sa Grandeur sont très chargées, sur le plan sémantique (elles renvoient en fait à un large corpus en éthique philosophique et à diverses appropriations, notamment dans le discours politique), et trop contemporaines pour traduire fidèlement, pourrait-on croire, la pensée de Ferron. Toutefois, il faut accorder à Cardinal la liberté qu'il accorde lui-même à l'auteur du Saint-Élias: «Si l'écrivain est en effet souverain par son acte de nommer, de raconter, cela implique que c'est le récit qui en partie précède le réel, lui donne forme et le donne à lire [...]. Le récit (l'écrivain) engendre en effet le réel, comme le fils engendre le père.» (p. 133)

EN GUISE DE CONCLUSION

Quelque part entre Louiseville et Batiscan, entre la cathédrale et l'évêché de Trois-Rivières, on trouve depuis 1926 la statue de Mgr Laflèche. Sur son socle, une allégorie de la Vérité tient un livre sur lequel est écrite une phrase que Sa Grandeur avait souvent à la bouche, s'il faut en croire son Apothéose: «Verbum Dei non est alligatum». La parole de Dieu n'est pas enchaînée. De façon analogue, et dans une perspective mécréante, souhaitons que Jacques Cardinal, après son ouvrage sur *Le ciel de Québec* et maintenant celui-ci, continue de témoigner des écrits de Jacques Ferron, comme il y a lieu de les redécouvrir en un temps où le fils Trudeau succède au père, contrepoint brébeuvois de Son Éminence de la Grande Corne, et qu'il le fait si merveilleusement bien. ♦

Autres recensions d'ouvrages de Jacques Cardinal dans Les Cahiers de lecture

*Le livre des fondations. Incarnation et enquébecquoisement
dans Le ciel de Québec de Jacques Ferron*
Automne 2009

Filiations
Été 2011

*Humilité et profanation. Au pied de la pente douce
de Roger Lemelin*
Été 2013

LE TRAVAIL DE RÉCONCILIATION

ENTREVUE AVEC JACQUES CARDINAL

Pascal Chevrette

Jacques Cardinal est professeur de littérature à l'Université de Montréal depuis 1991. Il a publié au cours des ans de nombreuses études sur la littérature québécoise. Mentionnons d'abord ses monographies sur Hubert Aquin (*Le roman de l'histoire*, 1993), Philippe Aubert de Gaspé (*La paix des Braves*, 2005), Jacques Ferron (*Le livre des fondations*, 2008; *La part du diable*, 2015), Michel Tremblay (*Filiations*, 2010) et Roger Lemelin (*Humilité et profanation*, 2012). À quoi s'ajoutent des articles sur les œuvres de Victor Lévy Beaulieu (*Steven le Hérault*), Marie-Claire Blais (*La belle Bête*; *Une saison dans la vie d'Emmanuel*), Réjean Ducharme (*AH Ah !...*), Jacques Ferron (*Les confitures de coings*), Claude Gauvreau (sur l'exploréen), Ringuet (*Trente arpents*), Yves Thériault (*Ashini*) et Yolande Villemaire (*La vie en prose*). Outre cela, il a également publié des articles sur des auteurs canadiens (Clark Blaise, Leonard Cohen, Hugh MacLennan et Howard O'Hagan) et Français (Balzac, Blanchot, Camus, Proust). À l'occasion de la publication de son essai sur le *Saint-Élias* de Ferron, nous avons souhaité l'interroger sur l'ensemble de sa démarche.



crédit photo: Martine Doyon

1. Jacques Cardinal, vous êtes professeur de littérature à l'Université de Montréal depuis plus de vingt-cinq ans. Pourriez-vous d'abord nous décrire brièvement votre parcours ?

J'ai d'abord fait des études de philosophie, m'intéressant en particulier aux questions liées à l'art et à la littérature. La transition vers l'étude de la littérature (pour le doctorat) s'est donc faite sans heurts puisqu'elle se situait dans le prolongement de ma réflexion sur la représentation, le sujet, l'histoire et le politique. Ce passage de la philosophie à la littérature m'aura permis notamment de recentrer ma réflexion sur ces questions en prenant pour objet le Québec et sa littérature. Cela s'est alors imposé à moi comme une profonde nécessité, cherchant en effet depuis fort longtemps à prendre en compte la question de notre québécity, c'est-à-dire à nommer notre condition historique et politique singulière, et l'imaginaire qui s'y déploie. Mon étude sur Hubert Aquin fut ma première contribution à cette réflexion. Depuis lors, je n'ai cessé de m'intéresser à la question du Québec, à son cheminement en tant que nation, en cherchant à comprendre en particulier la mise en récit de son passé, de sa culture, de sa mémoire, de son identité. Cela m'a également conduit à travailler sur la littérature canadienne, en particulier anglo-québécoise. Enfin, une partie de mon travail porte sur le rapport entre philosophie et littérature.

2. Vous avez mené plusieurs analyses sur des œuvres majeures du corpus québécois. Quels critères orientent votre choix d'étudier une œuvre plutôt qu'une autre ? Qu'est-ce qui vous incite à lire (ou relire) tel roman et à mener vos analyses ?

Comme je le disais à l'instant, je m'intéresse grandement à la question du Québec. J'ai été ainsi amené à relire ce que l'on peut appeler nos «classiques», c'est-à-dire des récits où se manifeste la question de notre rapport à l'histoire, à la mémoire, à l'identité. Il m'apparaît important de relire ces classiques dans la mesure où, à travers eux, nous pouvons non seulement analyser la tradition de lecture d'une œuvre (sa réception, sa place dans l'histoire littéraire, le discours qui la légitime), mais en renouveler la lecture en prenant en considération les nouveaux développements de la recherche en histoire (ou, plus généralement, en sciences humaines) sur le Québec, tout en convoquant également un cadre théorique relativement nouveau ou mis à jour (l'analyse du discours, la théorie du sujet, la psychanalyse). Dans le cas des *Anciens Canadiens*, une telle relecture m'aura permis d'explicitier la dimension politique du roman (une histoire de la Conquête réécrite au nom d'une politique de l'amitié et de la providence), laquelle avait été passablement occultée par une longue tradition de lecture.

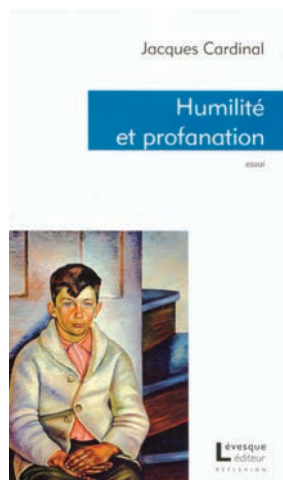
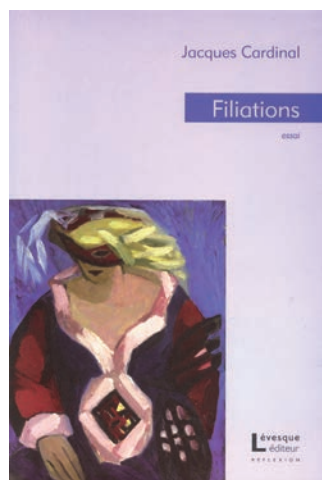
Cette liste de classiques peut varier selon l'époque, révélant les valeurs et les partis pris qui façonnent le paysage intellectuel. Le cas de Roger Lemelin me semble à cet égard éloquent, lui qui n'a pas connu, depuis une bonne vingtaine d'années, la fortune critique de Gabrielle Roy, sa contemporaine. J'ose penser que mon

étude sur *Au pied de la pente douce* lui redonne quelque peu la place qu'il mérite dans notre histoire littéraire (alors qu'une tradition de lecture a pu le réduire bien souvent à une simple étude de mœurs amusante et pittoresque, négligeant ainsi la critique d'un certain discours catholique que met cependant en scène le roman). Bref, un classique n'est tel qu'en vertu du fait qu'il est le miroir de nos multiples interprétations ou récits identitaires que nous nous transmettons au fil du temps. C'est à partir de là que j'entreprends mon travail de relecture. Et sans doute est-ce le lot de chaque génération de relire ses classiques afin de mieux comprendre ce dont elle est l'héritière. Sur un plan plus personnel, mon intérêt pour certains de ses auteurs (Lemelin, Ferron, Tremblay) s'explique peut-être aussi, en partie du moins, par le fait qu'ils évoquent un milieu populaire dont je suis issu. Mon intérêt pour les œuvres d'Aubert de Gaspé, d'Aquin et de Ferron est aussi une façon de m'engager dans le débat politique sur le devenir de la nation québécoise (dans la mesure où s'y révèlent, outre les illusions du bon-ententisme ou d'une politique de l'amitié en lieu et place de celle de la reconnaissance, la mise en place d'un discours d'affranchissement politique).

3. J'aimerais que vous nous expliquiez les principes et les règles qui orientent et guident votre démarche.

Comme on peut le constater à la lecture de plusieurs de mes études, je pratique un commentaire que je veux proche du texte, c'est-à-dire soucieux avant tout d'en expliciter l'économie sur le plan du discours (littérature, histoire, culture, société et politique), à la manière de la sociocritique. Une telle pratique reflète, du moins en partie, celle que j'exerce à titre de professeur. J'ai l'habitude en effet de commenter les textes en classe, de construire peu à peu l'interprétation par l'analyse de passages clés, d'en montrer l'enchaînement et l'ordre du discours qui les organise. Cette pratique du commentaire a donné à quelques-uns de mes livres une forme quelque peu étonnante à première vue : en l'occurrence, un commentaire fort détaillé du roman avec, en accompagnement, une importante section de notes par lesquelles se trouvent explicités le contexte littéraire et discursif du roman, de même que certains aspects du cadre théorique (pour les *Anciens Canadiens*, la question notamment de la mort monumentalisée et de la hantise).

Outre cette approche axée sur l'ordre du discours, je prends appui également sur la théorie du sujet (individuel et collectif), notamment celle qui s'élabore autour de la psychanalyse (le désir et sa logique) et de la philosophie (la reconnaissance et l'identité narrative). Il me semble que ma formation en philosophie et littérature m'aura inculqué un art du commentaire respectueux avant tout du texte et de son ancrage historique et social. S'il y a bien en effet une créativité du commentaire, celle-ci réside dans la capacité de reconstruire le discours plus ou moins implicite ou voilé depuis lequel le texte se donne à lire.



4. Vos essais jettent un éclairage sur les conflits et les mentalités de la Révolution tranquille et d'avant. Vous portez une attention aux discours sur l'identité, sur la religiosité, sur la culture populaire canadienne-française et québécoise. Quelle image du Canada français catholique retrouve-t-on chez Roger Lemelin et Michel Tremblay?

Selon un certain discours issu de la Révolution tranquille, le passé canadien-français catholique est associé au clérico-nationalisme, au discours de la survivance, à la figure du pénitent, c'est-à-dire à un monde qui, sous la férule d'une Église obscurantiste et rétrograde, aurait refusé la modernité et ses progrès. Ce discours (sur la Grande Noirceur) a été l'objet, on le sait, de diverses remises en cause au cours des ans. On a en effet reconsidéré le rôle joué par l'Église, du moins par une partie de son clergé, en soulignant notamment l'incidence du catholicisme social et du mouvement personnaliste dans l'avènement de la Révolution tranquille. Cela a également permis de relativiser l'importance de la figure du pénitent (le culte doloriste de la sainteté crucifiante) sur la vie du paroissien catholique.

Or, Roger Lemelin dénonce à sa façon, dans *Au pied de la pente douce* (1944), le culte de la sainteté crucifiante, la mesquinerie des bigots et la médiocrité de certains prêtres. La vie des paroissiens n'est ici que superficiellement catholique en ce que leur sujétion à ce discours apparaît davantage culturel et social que spirituel. Malgré le côté mortifère d'un catholicisme aux accents doloristes, la vie de certains paroissiens se révèle empreinte de vitalité à travers l'expression de leurs désirs, de leurs jeux et de leurs combats (ainsi qu'on peut le lire aussi dans *Les Plouffe* et *Pierre le magnifique*). Par l'ironie et le rire, le narrateur suggère – prenant à témoin un lecteur qu'il veut complice – de prendre ses distances envers la figure du pénitent et de ceux qui dans l'Église s'en réclament. L'œuvre est en cela profanatrice et appelle à un combat d'émancipation.

L'œuvre de Tremblay aborde la question de l'héritage catholique d'au moins deux façons. Dans *Thérèse et Pierrette à l'école des Saint-Anges* (1984), dont l'action se déroule au début des années quarante, on note d'abord le procès d'une Église considérée comme obscurantiste, dominatrice, sinon oppressive, puis une représentation carnalisée du rituel catholique de la Fête-Dieu qui a pour effet de profaner à sa façon ce pouvoir. Cela dit, là où Tremblay innove grandement, c'est dans sa façon de recycler le discours catholique pour le mettre au service d'un discours d'émancipation. La référence au discours catholique que l'on retrouve en particulier dans son théâtre (*Sainte Carmen de la Main*, *Messe solennelle pour une pleine lune d'été*) n'est pas, bien entendu, une façon de renouer avec la foi et l'Église, mais une manière d'invoquer le pouvoir libérateur de la parole (le Verbe) contre les dérives d'un sujet livré à l'imaginaire. Le discours catholique s'avère en cela un héritage culturel mis au service d'un discours d'émancipation.

5. Et que dire de Jacques Ferron à ce sujet?

L'originalité de Ferron réside dans le fait que sa lecture de l'expérience catholique canadienne-française et de son Église ne se limite pas à une simple dénonciation. L'écrivain propose en fait une vision plus nuancée de ce passé catholique, à commencer par sa description des prêtres, laquelle évoque un partage entre les mélancoliques-abstraits (associés à la figure du pénitent) et les incarnés, c'est-à-dire ceux qui, pragmatiques et miséricordieux,

n'ignorent pas la joie et la pétulance des enfants de Dieu (ainsi qu'on peut le lire dans *Le Ciel de Québec*).

Ferron se plaît par ailleurs à montrer que le pouvoir de l'Église est tout compte fait moins imposant dès lors que l'espace paroissial (celui du bas clergé) se révèle un lieu de souveraineté malgré la hiérarchie diocésaine. La culture populaire catholique se révèle également un lieu de résistance face au pouvoir de l'Église, en particulier celui de l'ultramontanisme radical défendu notamment par Mgr Bourget et Mgr Laflèche dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Dans le *Saint-Élias*, Ferron puise dans la culture populaire des contes et légendes afin d'évoquer une autre figure du diable que celle de la pastorale de la peur de l'enfer. Il s'en dégage une autre lecture du Canada français en ce que, malgré le discours de la peur et celui de l'idéal de pureté (ou de sainteté), l'on y accepte de s'accommoder d'un monde habité par le mal (ou le diable), comme le suggère la diablerie d'autrefois. C'est aussi au nom d'une certaine lecture du message christique que Ferron a fait le procès de l'Église, ainsi qu'on peut le lire dans *Le Ciel de Québec* et *Le Saint-Élias*.

L'originalité de sa démarche consiste notamment à faire ce procès du catholicisme canadien-français en puisant dans le discours chrétien et dans l'expérience populaire. Pour Ferron, la remise en cause du discours sur la Grande Noirceur implique donc une relecture de l'héritage catholique canadien-français. D'ailleurs sait-on assez que la bibliothèque du médecin mécréant contenait un nombre assez considérable d'études sur le christianisme (comme en fait état Luc Gauvreau dans un article à paraître bientôt dans *Voix et Images*)?

Il y a encore beaucoup de recherches à faire pour bien comprendre dans quelle mesure une part de son œuvre se nourrit de cet héritage. On peut s'étonner à cet égard qu'il n'existe pas à ce jour une édition critique de quelques-uns de ses romans. Cela permettrait d'explicitier les références de toutes sortes plus ou moins cryptées dans ses textes. De tout cela il ressort que Ferron, en pleine Révolution tranquille, loin de tourner le dos à ce passé catholique, l'a plutôt assumé, sur le plan culturel, à titre d'héritier. Alors qu'un certain discours contemporain de son œuvre invitait à renier le passé canadien-français catholique, Jacques Ferron aura ouvert la voie à un travail de réconciliation. Son œuvre nous invite aujourd'hui encore à reconsidérer notre récit mémoriel.

6. Pour conclure. Jusqu'où cette réconciliation est-elle possible?

Il ne s'agit pas, bien entendu, de prôner un retour en arrière ou d'éprouver de la nostalgie. Je dirais plutôt que nous sommes invités à faire dans la nuance, c'est-à-dire à retrouver une certaine continuité là où le discours de la rupture radicale a voulu s'imposer. Les historiens et sociologues ont, depuis plusieurs décennies déjà, analysés cette question sous différents aspects. Du côté des littéraires, on a voulu expliciter le fait d'une modernité déjà en marche bien avant la Révolution tranquille. La réconciliation implique en cela un travail critique, à reprendre inlassablement. Ne ressort-il pas de tout cela que le passé canadien-français recèle aussi une tradition de résistance et de liberté? N'est-ce pas à partir de là qu'il peut être assumé et, du coup, transmis?

ENCORE LES BOOMERS!

Décidément, il semble que si au plan démographique ce qu'on a nommé le baby-boom est terminé, les baby-boomers font encore parler d'eux; du moins si on en juge par la production intellectuelle québécoise des derniers mois. Ainsi, trois essais parus récemment traitent de ce phénomène, réel ou imaginaire. Gaétan Bélanger s'efforce de démontrer que tous les maux qu'on attribue à cette génération tiennent plus du préjugé que de l'analyse rigoureuse des faits. Jean-Marc Pottie, quant à lui, soutient que la génération du baby-boom, la sienne, a été révolutionnaire et qu'elle a été à l'origine d'une révolution des mœurs dont chacun profite encore. Enfin, Catherine Bonvalet, Ignace Oazabal, Michel Oris, et al. ont dirigé un collectif qui s'est attardé sur des comparaisons entre la France et le Québec en ce qui concerne le processus familial des générations du baby-boom. Bref, ceux et celles que la problématique intéresse seront gâtés.

JEAN-MARC POTTIE
LA RÉVOLUTION DES
MŒURS : COMMENT
LES BABY-BOOMERS
ONT CHANGÉ LE
QUÉBEC
 Montréal, Éditions
 Québec Amérique, 2016,
 116 pages



Jean-Marc Pottie, on dirait bien, a écrit ce petit livre pour rap-peler à tous les jeunes Carrés rouges qui ont fait le printemps érable en 2012 que sa génération, celle des baby-boomers, a été, elle, vraiment révolutionnaire. Non seulement a-t-elle fait la Révolution tranquille, elle aura en outre apporté une véritable révolution des mœurs dont chacun profite encore. Je signale tout de suite que Pottie prend bien soin de distinguer diverses luttes sociales et de montrer que les acquis des femmes à cette époque sont surtout attribuables aux luttes féministes. En revanche, il laisse passablement dans l'ombre les luttes nationalistes.

Même si l'auteur a fait des efforts pour donner au livre une certaine facture universitaire, on a essentiellement droit à un récit glorificateur, celui d'une génération, la sienne, qui a rompu avec le Québec d'antan, qui a complètement changé la politique et les institutions du Québec et qui a créé un nouveau mode d'être ensemble au sein duquel l'individu occupe beaucoup plus de place. La stratégie narrative de Pottie est simple: on affirme d'abord la complète prédominance de la société traditionnelle avant 1960; ensuite, on fait entrer les baby-boomers par qui advint le changement; puis, on affirme le caractère total du dit changement.

Nous avons droit en fait à deux récits brossés à grands traits. Le premier est celui de la Révolution tranquille et Pottie réitère la bonne vieille idée de la rupture complète que pourtant bien des historiens et sociologues avaient nuancée depuis longtemps¹ (et pas seulement Lucia Ferretti, que Pottie ne semble pas estimer). Le second récit est consacré à la révolution des mœurs. L'auteur démarre en nous rappelant qu'avant les années 1960, il n'y avait guère, au Canada français traditionnel et clérical, qu'un seul mode de vie, qu'il était articulé autour de la famille traditionnelle surveillée de près par un clergé surabondant. Dans ces deux récits, on l'aura compris, le rôle principal revient aux militants (qui ont mené diverses luttes pour l'égalité et la liberté) et aux intellectuels qui, actifs dans diverses revues, ont apporté la conscience claire nécessaire à l'action.

Si on cherche autre chose qu'un récit d'autocongratulation collective, ce livre est passablement décevant parce que la thèse centrale est, ma foi, assez convenue et parce qu'on n'apprend vraiment pas grand-chose, ni sur la Révolution tranquille, ni sur l'évolution des mœurs, ni sur l'essor du féminisme. Selon moi, ce n'était pas vraiment possible, et ce, pour trois raisons. Premièrement, parce que toute la démarche de Pottie procède d'une finalité identitaire (réaffirmer la «nature révolutionnaire» de sa génération). Deuxièmement, parce que la démarche se résume à trouver le moyen de «confir-

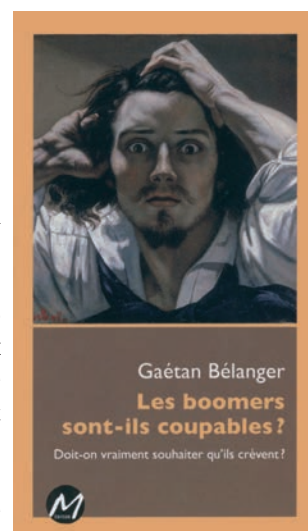
mer» une thèse établie dès le départ. Troisièmement, parce que l'auteur ne mobilise pas une preuve historiographique consistante.

De-ci de-là néanmoins, on trouvera des intuitions puissantes. Par exemple, celle-ci aux accents de sociologie classique (qui évoque évidemment Durkheim) que l'on retrouve en toute fin de parcours: le niveau de solidarité que l'on observe dans les sociétés est inversement proportionnelle à la marge de liberté accordée aux individus. Voilà qui se discute, mais qui est tout à fait intéressant! Il est triste que Pottie n'ait nullement cherché à développer.

PS: il y a quelque temps, Louis Gill a écrit un petit livre un peu méchant dans lequel il faisait valoir que la pensée de Pottie n'avait rien de marxiste malgré l'étiquette qu'on donne souvent à notre auteur². Le présent essai apporte une confirmation probante du jugement de Gill: malgré un évident positionnement à gauche et quelques tirades anticapitalistes, on ne trouvera rien dans le livre de Pottie qui s'approche d'une quelconque analyse «matérialiste» des situations... Il s'agit plutôt d'une forme assez traditionnelle d'écrire l'histoire: un récit laudateur mettant en scène quelques grands acteurs visionnaires.

Martin Blais
 Université Saint-Paul

GAÉTAN BÉLANGER
LES BOOMERS SONT-ILS
COUPABLES?
 Montréal, M Éditeur, 2015.
 144 pages



Dans ce petit livre, Gaétan Bélanger s'intéresse à toutes ces interventions publiques qui, avec régularité, s'en prennent aux baby-boomers en des termes acrimonieux et véhéments. L'auteur entreprend de faire valoir que, si on le regarde avec un peu de minutie et de sérieux, ces interventions, aussi sonores soient-elles, reposent sur des bases fragiles, voire souvent fallacieuses. Au premier chef, le livre est un appel à plus de rigueur et à un peu moins d'outrance.

Bélanger rappelle pour commencer que cette génération, composée d'individus nés entre 1946 et 1965, se caractérise bien banalement par son nombre. Elle est le résultat d'un fort taux de natalité qui est la conséquence d'un très grand nombre de mariages et le fait que les femmes n'étaient pas encore entrées massivement sur le marché du travail. Le nombre élevé des mariages est par ailleurs attribuable pour une large part à la fin de la guerre et à la fin de la dépression qui a accablé la décennie précédente. Partant de ces considérations (que je simplifie un peu), Bélanger s'étonne de tout cet emballement qui transforme la caractéristique du nombre en une représentation essentialiste des baby-boomers: on attribue à cette génération tout un ensemble de traits peu glorieux et d'ambitions égoïstes. On lui attribue aussi la lourde responsabilité d'avoir plombé le futur des générations suivantes. Bien des auteurs feront

¹ Je pense notamment à Bourque et Duchastel (*Restons traditionnels et progressifs Pour une nouvelle analyse du discours politique. Le cas du régime Duplessis au Québec*, Boréal, 1988).

² Louis Gill, *Autopsie d'un mythe. Réflexions sur la pensée politique de Jean-Marc Pottie*, M Éditeur, 2015.

dans la foulée les portraits des générations X et Y et construiront des typologies où l'on oppose les traits dominants des diverses générations en donnant bien entendu le mauvais rôle aux boomers. Bélanger fait alors valoir qu'il suffit de quelques coups de sonde dans les faits pour apercevoir la fragilité de ces représentations. En observant et comparant les conditions de vie des individus des générations en cause, les contrastes apparaissent beaucoup moins nets qu'on l'aurait voulu. Il en va de même pour les comportements et les valeurs.

Puis, l'auteur se penche sur certains corpus d'essais et d'articles dénonçant les torts de boomers. Il en ressort à nouveau que des mises à l'épreuve factuelles très simples les font rapidement vaciller. Bélanger règle rapidement le cas des livres de Martineau (*La chasse à l'éléphant*) et d'Alain Samson (*Les boomers finiront bien par crever*): l'auteur n'a aucun mal à faire valoir que les charges de Martineau et de Samson procèdent de vues de l'esprit passablement arbitraires, qu'elles reposent sur peu de faits, et qu'elles ont été écrites sous l'impulsion d'un mouvement d'humeur, à moins que ce ne soit dans le but d'exploiter un ressentiment diffus prévalant au sein d'un certain lectorat.

Plus loin dans le livre, Bélanger étudie diverses contributions de chroniqueurs économiques, dont celles de Stéphanie Grammond et Michel Girard. Les deux chroniqueurs bien connus se sont fait entendre pour soutenir que les baby-boomers ont vidé plus ou moins les caisses de retraite et plombé le système de santé du Québec. Bélanger rétorque que, pour être minimalement sérieuses, leurs interventions auraient dû tenir compte de facteurs économiques fondamentaux comme ceux-ci : dans le cas des caisses de retraite, il faudrait notamment considérer la longévité de la population et les rendements des marchés financiers ; dans le cas du système de santé, il importerait de considérer entre autres l'évolution des habitudes de consommation d'actes médicaux (lesquelles seraient du reste assez comparables d'une génération à l'autre). Bélanger juge finalement que ces chroniqueurs ont procédé à des attributions de responsabilité collective sans avoir pris soin de faire les mises en perspective nécessaires.

Bélanger accorde plus de soin à un livre d'Éric Duhaime, l'animateur de radio et polémiste de droite que tout le monde connaît : *L'État contre les jeunes*. Dans ce livre, Duhaime établirait un lien de responsabilité entre les baby-boomers et l'établissement au Québec d'un modèle étatique qui, en plus de léguer une dette énorme aux générations qui les suivront, appauvrit le Québec. Encore une fois, l'examen de Bélanger montre l'absence de dossier factuel solide. Rien de consistant qui permette de raisonnablement avancer que, premièrement, les boomers se trouvent dans une position nettement privilégiée par rapport aux autres générations et que, deuxièmement, le modèle d'intervention étatique propre au Québec aurait eu un impact négatif sur le développement général de l'économie. Bélanger en conclut que Duhaime a construit une machine de guerre visant à attaquer sur le terrain idéologique une conception de la place de l'État dans la société québécoise (en bon libertarien qu'il est) et ce, en exploitant un certain ressentiment générationnel.

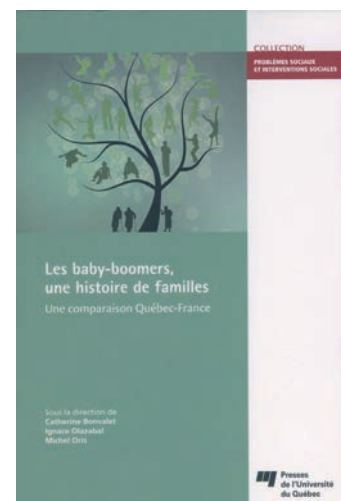
Le livre de Gaétan Bélanger est convaincant lorsqu'il avance que toutes ces interventions sur la responsabilité historique des baby-boomers ne sont guère solides si on les considère avec un minimum d'exigences relatives à la qualité de l'argumentation. C'est pourquoi l'auteur en appelle à plus d'honnêteté. Toutefois, plus on avance dans le livre, plus on voit s'esquisser une autre thèse. À savoir que l'analyse des inégalités sociales et des difficultés récurrentes qu'éprouvent les caisses de retraite, les systèmes de santé publics, etc. doit regarder ailleurs que du côté générationnel, soit plutôt du côté des réalités de classes et des pratiques fiscales. Il est clair qu'à cet égard Bélanger considère que le fameux livre de Thomas Pyketti, *Le capital au XXI^e siècle*, a ouvert des perspectives analytiques fortes et apporté des possibilités de renouvellement de la pensée de gauche.

Martin Blais

Université Saint-Paul

CATHERINE BONVALET,
IGNACE OAZABAL,
MICHEL ORIS, ET AL.
**LES BABY-BOOMERS,
UNE HISTOIRE DE
FAMILLE. UNE
COMPARAISON
QUÉBEC-FRANCE**

Presses de l'Université du
Québec, Montréal, 2015,
286 pages



Depuis la parution de *La génération lyrique*, de François Ricard, en 1994,

en passant par le très irrespectueux *Les baby-boomers finiront bien par crever* d'Alain Samson en 2005, on croyait qu'on en avait fini avec le phénomène baby-boomer. Mais non, voilà que Catherine Bonvalet, Ignace Olazabal, Michel Oris, assistés de huit collaborateurs ont produit un ouvrage qui se penche sur le cheminement familial de la fameuse génération lyrique de Ricard ; des petits-enfants aux «pépés-boomers» en somme. Les baby-boomers des années 90 organisaient la société, ceux de 2015 organisent leur famille, «ses différentes manières de faire et d'être.» C'est en deux mots la variable centrale de l'ouvrage. Et c'est du costaud : un collectif de près de 300 pages, écrit en caractères très serrés, avec 11 chapitres produits par autant de collaborateurs. Ne pas oublier : 11 figures et 12 tableaux ; bref, de la sociologie «hard». C'est aussi de la sociologie comparative puisque les auteurs procèdent à une comparaison des situations entre la France et le Québec.

L'ouvrage accorde une place privilégiée au rôle des femmes dans le phénomène de baby-boom puisque 5 chapitres sur 9 en traitent plus spécifiquement. On y parle ainsi des grands-mères et des mères des baby-boomers en France, des mères du Québec en relation avec la division du travail, des filles contre le modèle maternel, toujours en France. On fait également une comparaison des trajectoires d'activité des femmes issues du baby-boom entre la France et le Québec, avant de s'attarder sur la façon dont les mères baby-boomers âgées ont pu influencer le sens de l'autonomie de leurs enfants dans différents domaines. L'essai s'attarde enfin sur la grand-parentalité en France et au Québec.

Les auteurs nous disent que les premiers baby-boomers arrivent à la retraite, mais que, contrairement à leurs aînés, ils y arrivent avec un emploi du temps relativement chargé et toujours cette soif d'innover dans les relations intergénérationnelles. Mais attention, nous préviennent Bonvalet et Olazabal, il existe une grande hétérogénéité des parcours et des situations et tous les enfants du baby-boom ne sont pas des baby-boomers, ils n'appartiennent pas tous à une génération dorée et ne sont pas égaux face à la vieillesse de leurs parents. Les baby-boomers ne semblent pas avoir fait table rase du passé ; en vieillissant, ils ont retransmis à leurs enfants des valeurs ancestrales, mais en les synthétisant avec de nouvelles valeurs sociales et culturelles. Les descendants des baby-boomers ont ainsi été élevés de façon plus libre et plus autonome, plus épanouie peut-être. L'individualisme a certes progressé, mais d'autres logiques sociétales ont émergé. Bref, contrairement à ce que prédisait François Ricard il y a une vingtaine d'années, les baby-boomers ont été eux aussi victimes d'un «effet âge» et ils se sont alignés sur les traces de leurs parents, avec quand même beaucoup de nuances.

Daniel Gomez

LE PLAISIR RENOUVELÉ D

ALAIN ASSELIN, JACQUES CAYOUE ET JACQUES MATHIEU

CURIEUSES HISTOIRES DE PLANTES DU CANADA, TOME 2
Québec, Septentrion, 2015, 328 pages

Et voilà notre plaisir enfin renouvelé ! La parution l'automne dernier du second tome de *Curieuses histoires de plantes du Canada 1670-1760* nous permet de compléter l'étonnant tableau de l'acquisition et de la circulation des connaissances botaniques au cours des premiers siècles de la découverte du nord de l'Amérique. On doit ce véritable trésor documentaire à trois scientifiques dont les compétences et l'érudition sont largement reconnues dans les domaines de la botanique et de l'histoire : Jacques Asselin est professeur de phytologie et retraité de la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval ; Jacques Cayouette est botaniste et chercheur depuis 1984 à Agriculture et Agroalimentaire Canada, à Ottawa ; Jacques Mathieu est historien et professeur émérite de l'Université Laval, récipiendaire en 2014 du Prix du Québec Gérard-Morisset pour sa contribution à la connaissance du patrimoine culturel. Chacun d'eux a une longue feuille de route et a publié plusieurs volumes et articles scientifiques couvrant divers domaines liés de près ou de loin à la science des plantes.

Alors que les auteurs ouvraient le premier tome de leur publication sur la place et le rôle essentiels de l'univers végétal et de notre dépendance à son égard, d'où l'appellation « d'or vert », ils se limitent dans celui-ci à rappeler les objectifs et l'organisation générale de leurs travaux. Ainsi, tout en poursuivant leur approche chronologique depuis 1670 jusqu'à la fin du Régime français, ils nous présentent pas moins de vingt-neuf descriptions, histoires curieuses ou témoignages relatant séjours et voyages de découvertes, observations ou analyses d'usages alimentaires ou médicaux, voire encore essais d'identification ou de classification taxonomique. La connaissance des plantes canadiennes ne fait que commencer, nous disent à nouveau les auteurs avec leur humilité coutumière, elle est palpitante et pleine de rebondissements car elle porte encore en elle une foule de nouvelles applications scientifiques, particulièrement médicinales.

Nicolas Denys, figure historique importante de l'Acadie, ouvre les chapitres de ce volume avec sa *Description géographique et historique des costes de l'Amérique septentrionale avec l'Histoire naturelle du Païs*, publiée à Paris en 1672. Comme la plupart de ceux qui vont suivre, Denys ne manque pas de mentionner comment les Micmacs recueillent

la sève de l'érable, cette eau sucrée dont ils sont friands et qui a, dit-il, la couleur du vin d'Espagne, alors qu'un siècle plus tôt, en 1557, André Thévet la comparait au vin de Beaune et d'Orléans. Ce sujet de la sève de l'érable et de sa transformation en sirop et en sucre revient à plusieurs reprises sous la plume des visiteurs et des résidents au point où nous y reviendrons un peu plus avant. Soulignons toutefois que Denys est le premier à rapporter un usage médicinal précis de la sève de l'érable, soit pour dissoudre les « pierres » ou calculs rénaux. La description des bois et de leurs usages retient ensuite son attention : pins, sapins, épinettes, bouleaux, érables, chênes et pruches semblent avoir déjà trouvé leur niche en fonction de leurs qualités, acoustiques pour les uns, pour tanner les cuirs chez les autres. Noisetiers, airelles, vigne d'Ida, appelées à cette époque petites pommes de terre selon Louis Nicolas, gomme de sapin comme dentifrice et racines comestibles font partie des observations du grand marchand acadien.

Vient ensuite la contribution du Récollet Chrestien Leclercq qui publie en 1691 les relations de sa mission canadienne exercée entre 1675 et 1687. Contenant assez peu d'observations sur l'usage des plantes, à l'exception de la teinture rouge tirée de la savoyane et du remède polyvalent que constitue la gomme de sapin, les textes de Leclercq nous informent surtout, pour la toute première fois, de la fabrication de sucre d'érable, si bien que le professeur Réal Ouellet, auteur de plusieurs éditions critiques datant de cette période, incluant celle du baron de La Hontan, en vient à conclure que « la fabrication de sirop et de sucre d'érable ne commença guère avant la décennie 1670 ou même 1680 ». Le fait sera confirmé peu après par un autre observateur de l'époque, le chirurgien Marin Dières, sieur de Diéreville, séjournant en Acadie en 1699 et qui rapporte comme une curiosité qu'on y fait bouillir l'eau d'érable « jusqu'à siccité dans un grand chaudron, en diminuant petit à petit elle devient un sirop, et puis en sucre roux qui est très bon ». Ce sujet de l'eau d'érable va continuer de fasciner également d'autres témoins et observateurs subséquents, comme on le verra plus loin.

Les auteurs consacrent plusieurs chapitres aux lieux d'accueil des plantes et aux botanistes, médecins, scientifiques et titulaires responsables des grands jardins royaux ou universitaires qui s'efforcent d'enrichir leurs herbiers ou d'acclimater les spécimens du nouveau continent. À la suite de la création de l'Académie royale des sciences à Londres, en 1660, et de celle de Paris, en 1666, sous l'impulsion du ministre Jean-Baptiste Colbert, on assiste à une évidente

émulation voire même à une concurrence qui anime l'univers des sciences naturelles à l'aube d'un grand essor. Se dessinent alors de très grands projets « d'Histoire des plantes » portés par des savants comme l'Anglais William Sherard (1659-1728) et Joseph Pitton de Tournefort (1656-1708), considéré à cette époque comme le père de la botanique française moderne.

En plus d'offrir en début de chacun des chapitres une courte mise en contexte et un rappel biographique de chacun des responsables des documents qu'ils nous présentent, le trio d'auteurs multiplie les encarts thématiques et les portraits de ces scientifiques



en voie de tracer les premiers réseaux de diffusion à grande échelle des connaissances. Amsterdam, Oxford, Paris, Rome, Londres, Palerme, Nuremberg, Uppsala, les plantes du Canada se retrouvent à peu près partout en Occident dans les jardins et les herbiers où on les soumet aux analyses de genre et aux expérimentations médicinales. Les échanges ne se limitent pas à l'Europe : grâce aux Jésuites qui ont pour mission de convertir pratiquement la terre entière, le

E LA CONNAISSANCE

Paul-Louis Martin
Historien et ethnologue

RÉFÉRENCE

père Joseph-François Lafitau qui séjourne en Nouvelle-France entre 1712 et 1729 entre en contact avec son collègue Pierre Jartoux qui, lui, œuvre en Chine, auprès de l'empereur, et qui vient de découvrir les vertus du ginseng, plante médicinale très recherchée. Celui-ci lui raconte «qu'un corps de dix mille Tartares était occupé à chercher le ginseng» par ordre de l'empereur qui supervise lui-même tout le commerce de cette plante. Sur la suggestion de son confrère d'Orient qui croit que la plante peut aussi se trouver dans les forêts canadiennes, le père Lafitau en découvre effectivement une variété semblable en 1716, déclenchant aussitôt une cueillette et

Nommé officiellement membre correspondant de Joseph Pitton de Tournefort de l'Académie des sciences de Paris, en 1699, honneur réservé à un petit nombre de personnes, Sarrazin s'intéresse à la botanique et aux sciences naturelles tout en exerçant sa profession à l'Hôtel-Dieu de Québec. Ses champs d'intérêt et ses expérimentations incluent la flore, la faune, les arbres, dont bien sûr l'érable, mais aussi les ressources minérales de son nouveau pays. Deux manuscrits intitulés *Histoire des Plantes de Canada*, l'un retrouvé à Paris en 1927, l'autre au Séminaire de Saint-Hyacinthe en 1919, confirment que Michel Sarrazin aurait expédié pas moins de 220 spécimens au Jardin des Plantes de Paris afin d'enrichir l'herbier général et le jardin royal. Deux botanistes de renom, Sébastien Vaillant et Antoine de Jussieu ont aussi été associés à la description et au catalogue de ces plantes expédiées du Canada. Les auteurs consacrent à juste titre pas moins de vingt pages à ce médecin hors norme soulignant au passage le nom de Sarracénie pourpre donné par Tournefort lui-même à cette jolie fleur carnivore, en hommage à l'ensemble de la contribution du médecin de Québec. Connue depuis plus d'un siècle avant la description qu'en a faite Sarrazin, cette plante aurait été rapportée en Europe par des marins fréquentant les côtes de Terre-Neuve. Le botaniste Charles de l'Écluse l'avait nommée Limonio congener, dès 1576. Elle se retrouvera aussi au cœur d'une grande polémique médicale, au milieu du XIX^e siècle, pour ses présumées vertus antivarioliques, inspirées des révélations d'une guérisseuse amérindienne. Marie-Victorin pour sa part la qualifiera en 1935 de plante la plus extraordinaire de notre flore et de principal ornement de nos tourbières.

Les auteurs nous présentent en somme une série impressionnante de curiosités alimentaires ou médicinales reliées bien sûr à l'usage d'arbres ou de plantes, telles une liqueur savoureuse tirée de la sève du cerisier (1706), une herbe à pisser reconnue pour sa vertu diurétique, une recette de bière d'épinette, du maïs fleuri (pop-corn) sucré à l'érable, un sirop de capillaire (1694), de la fumigation et des extraits de nicotine utilisés comme insecticide (1704), sans compter une foule de mentions de plantes tinctoriales en jaune, brun, bleu ou en rouge indien grâce à la savoyane. Les témoignages et les observations des visiteurs gagnent en nombre et en importance jusqu'à la fin du Régime français: après Lafitau et Gédéon de Catalogne au début du XVIII^e siècle, suivent Nicolas Perrot, l'arpenteur Joseph-Laurent Normandin, le jésuite Pierre-François-Xavier de Charlevoix, le botaniste finlandais Pehr

Kalm, le médecin Jean-François Gaultier et finalement le gouverneur général Roland-Michel Barrin de La Galissonnière. Ce dernier a effectué plusieurs séjours en Nouvelle-France à compter de 1711 avant d'assumer la plus haute charge publique de la colonie entre 1747 et 1749. Homme de culture, passionné de sciences de la nature et de botanique, il est le petit-fils de Michel Bégon, créateur du grand Jardin botanique de Rochefort et collectionneur de plantes qui a reçu la distinction de voir son nom attribué au genre Begonia. C'est La Galissonnière qui accueille Pehr Kalm au Québec en 1749; celui-ci le qualifia de grand protecteur de la science et le compara même à son mentor Charles Linné.

Fréquenter les parcours et les textes de tous ces personnages constitue un voyage absolument exceptionnel dans l'univers scientifique et plus largement culturel de cette époque. Et puisque la plupart des voyageurs ou auteurs de passage ont relevé comme une étonnante curiosité la consommation de l'eau d'érable par les Amérindiens, les auteurs ne pouvaient éviter le sujet délicat de la transformation de cette eau en sucre. À qui doit-on la fabrication du sucre d'érable? Aux Amérindiens? Aux Français de la colonie? Prudents, les auteurs de *Curieuses histoires...* n'ont pas statué de façon claire, se contentant de citer les textes et de noter les commentaires qui les accompagnent. Aux lecteurs de ce magnifique essai d'histoire de se faire une opinion et de trouver les arguments les plus pertinents. N'est-ce pas le propre de cette science? Pour ma part, je me permets d'invoquer ma formation d'ethnologue pour indiquer que je penche plutôt vers une transmission de savoir-faire et de culture technique de la part des coloniaux vers les autochtones et non pas l'inverse: l'ensemble des témoignages, la période d'apparition de la production et la nature de l'outillage et des ustensiles nécessaires conduisent bel et bien vers cet échange. Sans doute inspirés par les procédés semblables de transformation de la canne à sucre dans les colonies des Antilles, les coloniaux du nord ont tenté avec succès de produire un sucre totalement nouveau et original. Ce que confirme d'ailleurs le jésuite Pierre-François-Xavier de Charlevoix dans son *Histoire et description générale de la Nouvelle-France* publiée en 1744: les Amérindiens connaissent fort bien les vertus de leurs plantes et ont fait usage de l'eau d'érable, «mais il est certain qu'ils ne savaient pas en former le sucre, comme nous leur avons appris à le faire». Bien sûr, tout cela n'enlève rien à L'Indien généreux. ♦



«une recherche aussi cupide et frénétique que celle de l'or», écrira plus tard le frère Marie-Victorin. On découvre ainsi avec fascination que ces *Curieuses histoires* nous dessinent une mondialisation des échanges et des communications qu'on croyait à tort appartenir à une époque plus récente.

Le XVIII^e siècle s'ouvre avec les activités du médecin, chirurgien et naturaliste Michel Sarrazin que les auteurs qualifient avec raison de pionnier de la science canadienne.

REMONTER AUX ORIGINES DE L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Gabriel Arseneault

PhD, science politique, Université de Toronto

PIERRE-OLIVIER MAHEUX
**HISTOIRE DE LA CAISSE
D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE
DESJARDINS. LA PASSION
DES ÊTRES**

Québec, Septentrion, 2016, 141 pages

Il y avait longtemps qu'on l'attendait. Riche en illustrations en couleur, ce premier ouvrage sur la Caisse d'économie solidaire Desjardins nous révèle enfin l'histoire de la principale institution financière des entreprises d'économie sociale du Québec. Bien qu'il s'apparente parfois à une brochure promotionnelle, le livre du jeune historien de la Société historique Alphonse-Desjardins, Pierre-Olivier Maheux, est bien fait et parvient efficacement à démystifier les origines de cette caisse «pas comme les autres».

La Caisse d'économie solidaire Desjardins (CECOSOL) est le résultat relativement complexe d'un processus de fusions de sept caisses créées entre 1923 et 1971 – processus admirablement illustré à l'aide d'un graphique à la page 12. Tout au long de l'ouvrage, l'auteur nous explique méticuleusement comment la Caisse en est arrivée à sa présente constitution tout en répondant, au passage, aux principales questions que je m'étais posées à son sujet : comment la CECOSOL se compare-t-elle aux autres caisses ? Quel est son lien avec la CSN ? Avec Desjardins ? D'où lui vient sa mission distinctive ? Est-elle de Montréal ou de Québec ?

D'abord, comme l'indique son nom, la Caisse d'économie solidaire Desjardins n'est pas une caisse populaire servant les habitants d'un territoire précis qui correspondait jadis à la paroisse : elle est une caisse de groupe servant les membres qui adhèrent à sa principale mission distinctive, à savoir soutenir une économie «solidaire». En effet, pas moins de 85 % de ses produits d'épargne s'inscrivent dans l'investissement socialement responsable. Et pourtant loin d'être une institution marginale, la Caisse gérait, au 31 décembre 2014, un actif dépassant les 750 millions de dollars et comptait sur 14794 membres — 11754 membres individuels, 2796 entreprises d'économie sociale et 244 entreprises privées socialement engagées.

Chronologiquement, les deux premières caisses à l'origine de la CECOSOL sont la Caisse populaire des syndicats catholiques et nationaux de Montréal (1923) et la Caisse populaire des syndicats catholiques du district de Québec (1927). Dans les deux cas, ces caisses étaient essentiellement desti-

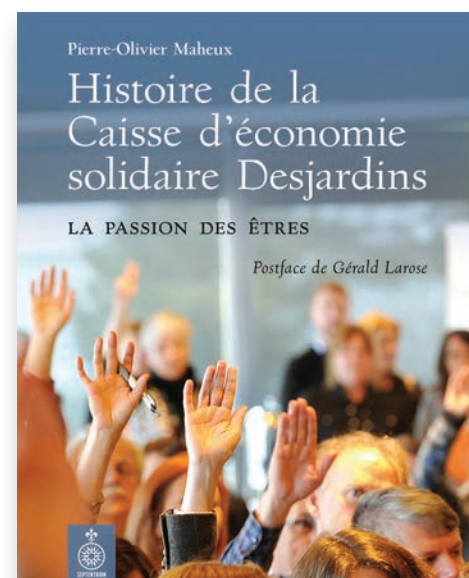
nées aux travailleurs syndiqués de la jeune Confédération des travailleurs catholiques du Canada – qui deviendra la Confédération des syndicats nationaux en 1960. La grande proximité entre la Caisse et la CSN s'est maintenue depuis. Un exemple parmi tant d'autres : depuis 1999, le président du conseil d'administration de la Caisse est l'ancien président de la CSN, Gérald Larose.

La Caisse d'économie solidaire Desjardins (CECOSOL) est le résultat relativement complexe d'un processus de fusions de sept caisses créées entre 1923 et 1971

Le moment fort suivant de l'histoire de la Caisse est la création de la Caisse d'économie des travailleurs réunis de Québec, en 1971. On peut dire que cette caisse est le noyau dur de l'actuelle CECOSOL puisque c'est avec elle que toutes les autres caisses ont éventuellement fusionné. Elle est née du leadership de deux hommes s'inscrivant dans le «deuxième front» de la CSN (donc visant à lutter pour la justice sociale au-delà des stricts milieux de travail) : Léopold Beaulieu, militant au Conseil central de Québec (CSN), et André Laurin, qui avait mis sur pied le réseau des Associations coopératives d'économie familiale avec l'appui de la CSN. Le troisième grand bâtisseur de la Caisse fut Clément Guimond, qui intégrera l'équipe dès 1972 et la dirigera de 1986 à 2007.

Ouverte à tous, mais destinée en premier lieu aux syndiqués du Conseil central de Québec, la Caisse cherchait «à faire l'essai d'une société plus juste». Son hypothèse centrale était que remettre aux travailleurs les intérêts de leurs épargnes ne les enrichissait pas ; que les travailleurs seraient mieux servis si la Caisse utilisait cet intérêt sur l'épargne pour financer des projets collectifs.

Ouverte à tous, mais destinée en premier lieu aux syndiqués du Conseil central de Québec, la Caisse cherchait «à faire l'essai d'une société plus juste». Son hypothèse centrale était que remettre aux travailleurs les intérêts de leurs épargnes ne les enrichit pas ; que les travailleurs seraient mieux servis si la Caisse utilisait cet intérêt sur l'épargne pour financer des projets collectifs. La nouvelle Caisse offrait ainsi, d'une part, des «services à l'homme» qui per-



mettaient aux travailleurs d'épargner ; elle négociait, par exemple, des rabais sur les pneus de voiture pour ses membres, ou leur offrait gratuitement des services de consultation budgétaire et juridique. D'autre part, la Caisse investissait dans la création d'entreprises collectives répondant aux besoins fondamentaux de la classe laborieuse, en particulier dans le domaine de l'habitation. Enfin, cherchant à préfigurer une alternative favorable aux travailleurs, la Caisse aspirait à l'autogestion.

Entre 1971 et 2002, un total de six caisses (incluant la Caisse populaire des syndicats catholiques et nationaux de Montréal et la Caisse populaire des syndicats catholiques du district de Québec susmentionnées) viendront se joindre à la Caisse d'économie des travailleurs réunis de Québec, rebaptisée Caisse d'économie solidaire Desjardins en 2004. Ayant des centres de service à Montréal, Québec et Joliette, la Caisse a aujourd'hui une envergure véritablement nationale. Depuis 2007, la Caisse est même présente au nord du 55^e parallèle : en fait, environ le tiers des membres individuels de la Caisse viennent présentement du Nunavik.

D'autres changements sont survenus depuis 1971. La Caisse joint le Mouvement Desjardins en 1978, alors qu'elle fusionne avec la Caisse populaire des syndicats nationaux de Québec (initialement appelé Caisse populaire des syndicats catholiques du district de Québec). Aussi, les objectifs de la Caisse ont évolué. Plutôt que de parler d'autogestion, on parle aujourd'hui de gestion participative ; plutôt que de créer des entreprises collectives, la Caisse cherche aujourd'hui surtout à les accompagner dans leur développement ; enfin, seule une petite fraction des membres de la Caisse sont aujourd'hui syndiqués à la CSN et le volet «services à l'homme» a été largement abandonné. Comme l'insiste l'ouvrage, cependant, ces changements ne remettent pas en question la mission fondamentale de la Caisse : contribuer au développement d'une autre économie, qui met l'humain avant le capital.

suite de la page 22

À n'en pas douter, la CECOSOL est un trésor national. J'en suis tellement convaincu que je suis moi-même membre de la Caisse depuis novembre 2014 (et siège depuis peu à son conseil de surveillance). L'absence de recul critique dont fait preuve l'ouvrage risque toutefois d'irriter plus d'un lecteur. D'abord, on ne compte pas moins de 18 pages de «témoignages», les uns plus admiratifs que les autres, de parties prenantes. La préface et la postface se consacrent similairement à faire un éloge ronflant de la Caisse. Le livre contient donc en gros 25 pages de pub qui ne contribuent pas vraiment à nous renseigner sur la CECOSOL. Dans sa postface, Gérald Larose va même franchement trop loin en parlant du Rendez-vous solidaire comme donnant lieu à «un débat de fond systématique... sur les orientations de la Caisse». Le Rendez-vous solidaire est en fait devenu un lieu de «divertissement éducatif» plutôt que de débat. Dans son édition de 2015, les membres ont tout simplement été invités à jouer à un jeu de société ayant pour thème la finance responsable (ce qui est décrit ailleurs dans le livre, à la page 102, comme étant de l'innovation); dans son édition de 2016, nous avons eu droit à un spectacle de la troupe de théâtre Parminou mettant en scène l'histoire de la Caisse.

Le reste de l'ouvrage est plus sérieux, mais demeure enfermé dans une logique d'autopromotion. En résulte une histoire résolument apolitique de la Caisse qui évacue du récit, non seulement les débats internes concernant les orientations de l'institution, mais aussi, plus fondamentalement, la lutte de la Caisse contre les promoteurs d'un modèle néolibéral de développement.

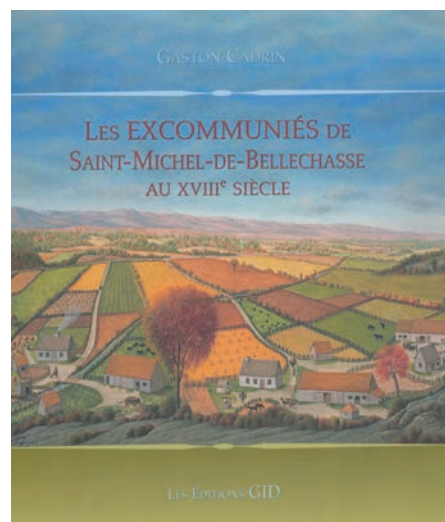
On ne peut pourtant véritablement comprendre l'action de la Caisse en faisant abstraction des forces hostiles à sa vision de développement. Prenons le secteur du logement en exemple.

L'absence de recul critique dont fait preuve l'ouvrage risque toutefois d'irriter plus d'un lecteur. [...] Le livre contient donc en gros 25 pages de pub qui ne contribuent pas vraiment à nous renseigner sur la CECOSOL.

Depuis les années 1970, la Caisse accorde une importance particulière à ce secteur : elle y dirige présentement environ 60 % de ses prêts aux entreprises. Cette continuité «quantitative» cache cependant une discontinuité «qualitative» importante dans sa façon de soutenir le logement. Au moment de sa fondation, la Caisse cherchait à construire du logement communautaire abordable pour les travailleurs. Une telle vision «universaliste» du logement social – bien que largement partagée dans plusieurs pays européens – a toujours été accueillie ici froidement par les gouvernements qui préfèrent concevoir le logement social comme un logement de pis-aller pour les ménages incapables de se loger dans le parc privé. Aujourd'hui, la Caisse a dû s'adapter à ce contexte et a largement cessé de défendre une conception particulière du logement social. En fait, bien souvent, comme lorsqu'elle se porte à la rescousse de logements communautaires dont la convention

de prêt avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement arrive à échéance, la Caisse est moins en train de «construire une autre économie» que de minimiser les dommages du retrait de l'État-providence.

En faisant écrire son histoire, la CECOSOL permet enfin de faire la lumière sur ses origines. Le résultat est un cadeau pour tous ceux que la Caisse intéresse ou intrigue. On nous donne toutefois à voir une institution bien satisfaite d'elle-même et qui, malgré ses origines et sa proximité syndicales et sa volonté de participer à la construction d'une économie centrée sur l'humain, peine à se situer dans le cadre d'un conflit de longue durée avec le capital. ♦



GASTON CADRIN (préface de Gaston Deschênes)
LES EXCOMMUNIÉS DE SAINT-MICHEL DE BELLECHASSE AU XVIII^E SIÈCLE
 Québec, Les Éditions GID, 2015, 405 pages

C'est à un véritable travail de moine que s'est livré Gaston Cadrin, qui a cherché à faire la lumière sur les récits familiaux qui évoquaient un ancêtre insoumis, stigmatisé avec d'autres pour son refus de collaborer avec l'occupant britannique à la défense de la colonie canadienne devant la poussée expansionniste de la Révolution américaine de 1775-76. «Il y avait un Cadrin parmi ces rebelles inhumés en terre profane à la fin du XVIII^e siècle, exhumés en 1880 et réinhumés dans une partie du cimetière réservée aux enfants non baptisés», nous dit Gaston Deschênes en préface. Cadrin a cherché à comprendre le contexte, reconstituer les circonstances et rétablir les faits.

L'entreprise s'est déployée sur un immense travail de dépouillement des archives, surtout des archives notariales. «Finalement, Gaston Cadrin n'aura pas trouvé de véritables excommuniés, au sens canonique du terme, mais de simples habitants qui se sont rebellés face aux autorités politiques et religieuses et se sont exclus, plus ou moins volontairement de l'Église» (p.10), nous livre d'entrée de jeu le préfacier. Un peu comme dans ces romans policiers où l'intérêt se porte moins sur le malfaiteur – souvent identifié d'entrée de jeu – que sur la démarche d'enquête et la reconstitution du parcours, l'ouvrage de Cadrin livre son miel dans les minutieuses descriptions et portraits de milieux, de clans familiaux et anecdotes de villages où la petite histoire éclaire la Grande. Le récit est extrêmement minutieux, au point parfois de dérouter un peu le lecteur non spécialiste ou préférant les grandes perspectives et les démonstrations larges, mais il est toujours vivant, donnant à sentir, aussi bien les rythmes de la vie quotidienne que les perturbations que leur font subir la guerre, ses épouvantes et ses dévastations.

Les personnages locaux comme les acteurs historiques apparaissent sous un jour que les descriptions de la vie matérielle nous rendent presque familiers. La Nouvelle-France conquise a souffert. Ses habitants conquis n'ont pas tous sombré dans la résignation. Une résistance populaire a existé, particulièrement sous l'effet temporairement catalyseur de «l'invasion» américaine. Des têtes fortes comme celles que nous fait connaître Cadrin y ont largement contribué et c'est tout au mérite de l'ouvrage de nous les faire connaître. Luttant plus ou moins ouvertement contre les effets locaux du ressentiment révisionniste à l'endroit de ceux qui ont refusé les arguments légitimistes et tenté de résister à l'ordre que le Conquérant a imposé aussi bien qu'aux notables et curés qui se sont chargés de le faire accepter, l'auteur ne cache pas sa volonté de contribuer par cet ouvrage à les réhabiliter dans la mémoire locale comme dans ce chapitre de l'Histoire.

Il est bon de voir ainsi mises en évidence les traces de la résistance et de se voir placer sous les yeux la vie quotidienne et la culture matérielle qui les rendaient aussi compréhensibles que méritoires. Voilà un travail qui contribuera certainement à renforcer les assises monographiques de ce qui est en train de s'affirmer comme une véritable école historienne, celle des historiens de la Côte-du-Sud.

Robert Laplante

NE PARLEZ PAS DE VOILE, PARLEZ DE FOULARD

France Théoret
Écrivaine

ASMAA IBNOUZAHIR
**CHRONIQUES D'UNE
MUSULMANE INDIGNÉE**
Montréal, Éditions Fides, 2015,
370 pages

L'auteure Asmaa Ibnouzhahir se présente longuement, élabore un grand portrait d'elle-même saisi de l'extérieur. Son parcours est décrit depuis le jour même de sa naissance. Née au Maroc en 1980, elle émigre au Québec en 1994. Elle précise son milieu social, de classe moyenne, ses déménagements et les changements de quartier à Montréal. C'est une sportive qui désire poursuivre des études universitaires en kinésithérapie. Jeune femme active, elle doit gagner ses études et travaille notamment comme instructrice de natation. Avec un groupe de jeunes, elle part au Sénégal où elle est initiée à l'humanitaire. Son cheminement intérieur n'est pas raconté. Asmaa Ibnouzhahir change d'orientation. Elle refuse de porter le maillot de bain, étudie à l'université jusqu'à la maîtrise en nutrition et œuvre comme spécialiste de la nutrition d'urgence humanitaire. Elle se marie. Son mari la suit à l'étranger. Elle occupe également des postes dans diverses organisations au Québec, notamment Présence musulmane à Montréal.

D'une page à l'autre, l'ouvrage débusque les islamophobes. Qui sont-ils? Asmaa Ibnouzhahir écrit à propos de «la campagne de propagande lancée contre des Québécoises musulmanes militantes ou intellectuelles.» Depuis le 11 septembre, le sujet «en vogue dans les médias est celui de l'islam.»

Dans le contexte, il importe de dénoncer les islamophobes. Qui sont-ils? Qui sont-elles? Par ordre d'apparition dans le texte. Lise Payette. Fatima Houda-Pépin, (cherchant à être élue pour la 21^e fois.) Richard Martineau. Bernard Drainville, nommé le plus souvent Drainville. Djamilia Benhabib, nommée elle aussi par son patronyme, Benhabib. La récurrence du nom Benhabib est la plus fréquente. Louise Mailloux. Michèle Sirois. Leila Lesbet. Denise Filiatrault. Des inconnus aux regards portés sur le foulard. Une femme rencontrée une seule fois, sans contexte précis. Les médias. Les journalistes. Les internautes: des blogues et des sites, par exemple: Point de bascule, Poste de veille. L'amie de Madame Diane Guilbault avec «une moue de dégoût. Cela constituait justement une autre expression de racisme.» Le Nous et le Eux. «Une citoyenne lors d'une entrevue à

la radio.» Les propos de la dame anonyme sont analysés sur deux pages. Certaines féministes québécoises. Il faut ajouter plusieurs parenthèses sur les islamophobes en France, y compris la féministe Caroline Fourest.

Le long ouvrage, composé de tant de détails et d'anecdotes, de concepts aussi pour la dernière partie, n'éclaire pas les perceptions personnelles, les changements et les prises de position de l'auteure. Les traces du cheminement intérieur sont inexistantes.

LA DISQUALIFICATION DE LA CHARTRE DES VALEURS

La charte des valeurs proposée par le Parti québécois et soutenue par le ministre Bernard Drainville est disqualifiée. Totalitarisme. Proposition réactionnaire. Manifestation de peur. Démagogie. Démarche outrageusement populiste. Le propos est réitéré à la page suivante. Démarche démagogue, populiste. La répétition s'avère un procédé récurrent de l'essayiste. Encore à propos de la charte, cancer du racisme. Repli identitaire. Racisme exprimé de façon consciente ou inconsciente. Discours qui fait émerger «des propos et des attitudes racistes, xénophobes, islamophobes longtemps retenus.» «L'islamophobie et le racisme sont des réalités au Québec,» menant à «des actes islamophobes.»

ÉCRIRE ENTRE GUILLEMETS

De nombreux mots et de nombreuses expressions apparaissent entre guillemets ou en italique. Quand il s'agit d'une citation, la convention l'exige. Mais le texte d'analyse ici témoigne d'incertitudes et d'ambivalences linguistiques. Il devient plus difficile de penser avec précision où l'auteure se situe, d'où elle parle.

Le texte se décline entre citations écrites et paroles, désignations, conduites, regards, expressions du visage rapportés par l'essayiste. Après le cumul des noms connus, des paroles d'inconnu-e-s ou leurs gestes, le cumul des parenthèses et des italiques ont pour fonction d'étayer des preuves d'islamophobie.



LE FOULARD ET NON PAS LE VOILE

En France, «à y écouter les “grands” débats, il semble que le foulard des Françaises musulmanes serait le principal écueil au bien-être français.» L'idée est reprise en regard du Québec. En France, le foulard donne lieu au profilage racial, il en est de même au Québec.

Ne parlez pas de voile, parlez de foulard. Ne parlez pas de «crime d'honneur» faites une analogie avec le crime passionnel, même si le cas Shafia évoqué comprend le meurtre d'une épouse et de trois filles de la famille. Ou parlez de féminicide. Ne parlez pas de l'État islamique, mais de l'«État non islamique» ou encore des «guerriers d'Al Baghdadi.» Par le nouvel étiquetage politique, culturel ou religieux, il s'agit de rendre acceptable les perceptions de l'auteure.

Plusieurs pages sont consacrées à la terminologie qui fait problème dans les écrits et les discours. Ainsi, selon l'auteure, fondamentalisme et intégrisme sont utilisés de manière interchangeable, de même Wahhabisme et Salafisme. Chacun des termes relève d'une réalité «très complexe.» Il convient donc «d'éviter des raccourcis simplificateurs ou erronés, pouvant être déformés ou récupérés par des intérêts individuels ou encore politiques.»

L'essayiste propose «le djihad féministe islamiste» en lien avec des organismes canadiens dont le rôle est de dénoncer «toutes les pratiques sexistes présentes dans certains milieux musulmans autant que le racisme et l'islamophobie que subissent les femmes musulmanes dans la société en général.» La dénonciation, comme acte de guerre (djihad), l'objet du livre.

*

Le long ouvrage, composé de tant de détails et d'anecdotes, de concepts aussi pour la dernière partie, n'éclaire pas les perceptions personnelles, les changements et les prises de position de l'auteure. Les traces du cheminement intérieur sont inexistantes. ❖

LE CRI DE DJEMILA BENHABIB

Françoise Bouffière
Orthopédagogue

DJEMILA BENHABIB (PRÉFACE DE BOUALEM SANSAL)
APRÈS CHARLIE. LAÏQUES DE TOUS LES PAYS, MOBILISEZ-VOUS !

Québec, Septentrion, 2016, 304 pages

Dans la même veine que *Ma vie à contre-Coran* (VLB, 2009), *Les soldats d'Allah à l'assaut de l'occident* (VLB, 2011) et *Des femmes au printemps* (VLB, 2012), Djemila Benhabib publie, en France et au Québec, *Après Charlie, Laïques de tous les pays, mobilisez-vous !*, un livre terminé peu avant les massacres du 13 novembre 2015 à Paris.

Sous sa couverture noire et rouge qui lui va bien, cet essai fait entendre le cri d'une militante déterminée et courageuse qui se bat depuis longtemps contre l'Islam politique, idéologie qui, comme elle le démontre, vise l'abolition pure et simple de la démocratie. C'est dire à quel point, pour elle, il est urgent de monter aux barricades !

Ce cri militant est celui impossible à contenir après la mort de Stéphane Charbonnier, dit Charb, caricaturiste assassiné lors des massacres de la rédaction de *Charlie Hebdo* le 7 janvier 2015. Charb était un ami de Djemila Benhabib. Elle pleure, dans cet essai, un homme « lucide, affranchi de tous les pouvoirs d'argent » (p. 62), un ami qu'elle admire pour son goût de la liberté, « son refus de céder, ne serait-ce qu'un pouce de terrain aux intégristes » (p. 65). Elle le tutoie d'ailleurs et s'adresse à lui tout en expliquant la cible qu'il représente pour les djihadistes.

De Salman Rushdie jusqu'aux assassinats du 7 janvier 2015, le lecteur suit le fil des fatwas, des massacres, des emprisonnements et autres actes de violence qui tissent la toile d'horreur de l'islamisme. Djemila Benhabib nomme les morts, tous écrivains, journalistes, blogueurs. Elle dresse le portrait de ces hommes engagés dans la défense de la liberté qui renaissent sous sa plume (dont Abderrahmane Fardehed, professeur d'économie assassiné en 1994). Elle dénonce les bourreaux qui font partout main basse sur la liberté d'expression pour en finir avec l'esprit des Lumières et la tolérance si chère à Voltaire dont, nous dit-elle, Charb a « de qui tenir ».

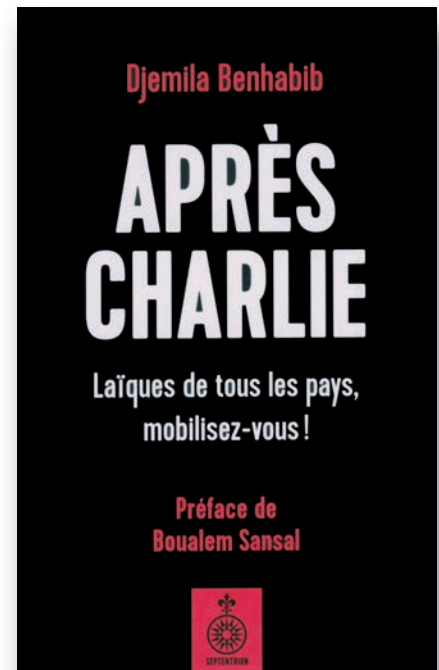
Elle met « en résonnance », comme elle le dit si bien, Borduas et Charb. Borduas qui, nous dit-elle, « a propulsé le Québec dans un processus de laïcisation sans précédent » (p. 46), puis elle relie Borduas et Charb à Tahar Djaout, premier martyr de la

corporation des journalistes algériens. Ces hommes, écrit-elle, « étaient en avance sur leur époque. Les tourments de leur société ont marqué leur vie, leur plume et leur engagement » (p. 46). Ils étaient en combat contre l'intégrisme religieux. Ce combat, qui est aussi le sien, Djemila Benhabib le qualifie d'universel et d'intemporel. Cris et hommages deviennent alors hymne à la liberté de conscience, à la liberté de s'exprimer, à la liberté tout court, pour devenir enfin appel à la mobilisation, car il y a péril en la demeure. Il faut, en effet, être clair, dit-elle, car « si nous ne sommes pas capables, aujourd'hui, de nous inscrire dans une démarche plus combative pour défendre la liberté d'expression et la laïcité, les démocraties occidentales reculeront de 50 ans » (p. 283).

Cris et hommages deviennent alors hymne à la liberté de conscience, à la liberté de s'exprimer, à la liberté tout court, pour devenir enfin appel à la mobilisation, car il y a péril en la demeure.

Au fil de sa lecture, le lecteur se retrouve en Algérie, en Égypte, au Nigéria, en Irak, en Arabie Saoudite, en France et partout où l'Islam politique s'infiltré pour semer la surenchère des fatwas quand ce n'est pas le carnage, la destruction, la mort. Djemila Benhabib y analyse, au passage, les réactions des populations face à l'islamo-fascisme, en Occident et au Canada notamment. Tout en reconnaissant l'ampleur des manifestations populaires qui ont eu lieu à Paris pour défendre la liberté d'expression et qui permettent à la passionaria d'espérer un monde meilleur, l'essayiste déplore le silence des intellectuels et leur lâcheté face à l'islam politique. Elle dénonce ceux qui « continuent d'ergoter mollement avec cette obsession malade du juste milieu, cette prétendue neutralité qui n'est le plus souvent que lâcheté » (p. 60).

Elle reproche à l'Occident d'ignorer la nature totalitaire de l'islamisme et pourfend les milieux de gauche pour leur attitude négationniste cachée derrière la volonté de ne pas « stigmatiser les musulmans ». Djemila Benhabib récuse l'idée gauchiste et communautariste qui consiste à chercher la cause de la radicalisation des musulmans dans l'islamophobie. Elle dénonce également, on s'en doute, l'Arabie saoudite, cette « rampe de lancement de l'islam politique, depuis plus de 60 ans » (p. 74). Enfin, elle met en évidence « la position intenable de l'État québécois [...] qui navigue entre deux



modèles antagoniques : l'un, anglo-saxon, façonné par l'équilibre entre les communautés, et l'autre républicain [...] sans jamais véritablement trancher en faveur de l'un ou de l'autre » (p. 257). Cette ambiguïté, dit-elle, nous place « sous la menace constante de puissants lobbys politico-religieux » (p. 257). Elle reproche enfin au multiculturalisme de « tourner le dos à l'évolution sociale. [...] Il fige et abandonne l'individu dans sa communauté d'appartenance première » (p. 262).

Cri d'horreur, hommage, dénonciation, hymne à la liberté, tout confère à cet essai un caractère émotif. Aussi il n'est pas toujours facile de suivre Djemila, car sa fougue nous entraîne dans tous les sens à la fois. Le texte est effectivement un peu « décousu », comme l'a souligné Louis Cornellier dans *Le Devoir* du 12 mars dernier. L'essayiste veut tout dire, et ceci sous tous les angles, au risque de se répéter. Cela donne parfois au lecteur l'impression de relire sous une autre forme les chapitres lus précédemment. L'essai demeure cependant essentiel. Il atteint son but en rejoignant les consciences et les cœurs. Nous avons besoin de voix telles que celles de madame Benhabib. J'ai gagné en tant que lectrice à rafraîchir ma mémoire sur les années noires de l'Algérie : « Chronique algérienne des années 1990 » (p. 214 à 222), sujet que l'essayiste connaît trop bien pour y avoir été personnellement confrontée et sur l'Égypte dont elle a suivi de près la révolution inachevée. J'ai été impressionnée par l'érudition de l'auteur sur son sujet, le livre étant très bien référencé et la bibliographie abondante.

L'excellence préface de l'écrivain Boualem Sansal est à lire, tant pour le style que pour les questions de fond qui y sont posées.

Quand commence la guerre ? On ne le sait pas ou rarement. Quelque part en chemin, après un certain nombre de morts et de destructions, on finit par se convaincre qu'elle est là, parmi nous, à pied d'œuvre, on reconnaît qu'elle a avancé, qu'elle est même installée dans l'espace comme dans les mentalités.

À lire. ♦

DE QUEL DROIT?

Danic Parenteau

Professeur agrégé, Collège militaire royal de Saint-Jean

FREDÉRIC BÉRARD ET
STÉPHANE BEAULAC
**DROIT À L'INDÉPENDANCE.
QUÉBEC, MONTÉNÉGR0,
KOSOVO, ÉCOSSE,
CATALOGNE**
Montréal, XYZ, 2015, 271 pages

Dans leur essai, *Droit à l'indépendance. Québec, Monténégro, Kosovo, Écosse, Catalogne*, Frédéric Bérard et Stéphane Beaulac proposent une analyse du Renvoi relatif à la sécession du Québec rendu par la Cour suprême du Canada en 1998. On se rappelle que cet avis juridique était l'une des pièces maîtresses du « Plan B » déployé par le régime canadien pour contrer le projet indépendantiste québécois à la suite du dernier référendum. Les juges de cette cour constitutionnelle avaient alors sans grande surprise statué que le Québec ne disposait pas d'un droit de sécession unilatérale en vertu, ni de la Constitution canadienne, ni du droit international. Cependant, ils avaient reconnu qu'une majorité claire exprimée sur une question claire à l'occasion d'une consultation populaire obligerait le gouvernement fédéral et ses partenaires à négocier avec le Québec. Ce jugement avait débouché en 2000 sur la fameuse Loi sur la clarté référendaire, et en réaction, sur la Loi sur l'exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois et de l'État du Québec, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale. Les élus québécois avaient alors affirmé le droit sans condition du peuple québécois à disposer de lui-même.

Les auteurs, respectivement chargé de cours en droit à l'Université de Montréal et professeur titulaire dans cette même institution, cherchent à éclairer le sens et la portée politique de cet avis juridique au Québec et au Canada, mais aussi à mieux saisir son influence à l'étranger. Ils se proposent notamment de voir combien celui-ci a pu contribuer à l'encadrement juridique de processus sécessionnistes récents, tels que ceux du Monténégro en 2006, du Kosovo en 2010, de même que les cas encore irrésolus de l'Écosse et de la Catalogne. L'analyse est bien menée et permet une synthèse utile de la question. Au surplus, le propos est d'un style sobre et accessible, sans rien abandonner à la précision exigée pour le traitement d'un tel sujet. On aurait toutefois souhaité un développement plus long pour la partie consacrée aux cas étrangers, laquelle fait l'originalité de l'ouvrage, puisqu'elle ne compte qu'un peu moins de 50 pages (sur un essai qui en compte au total 271).

En dépit de la rigueur de l'analyse, tout lecteur intéressé par la question nationale québécoise restera sur sa faim avec un tel essai. Sa principale faiblesse réside dans ce qu'il occulte, c'est-à-dire dans tout ce qu'il laisse de côté. L'analyse est circonscrite à un horizon strictement juridique; une méthode qui est pleinement assumée par les auteurs eux-mêmes, qui se proposent précisément de ne s'en tenir qu'à ce seul point de vue. Or, la question de la « légalité » de la démarche indépendantiste, eu égard à la constitution canadienne ou au droit international en est une, en toute franchise, d'un intérêt limité pour en saisir son véritable sens.

**Lorsque le peuple québécois
décidera franchement un jour de
prendre en main son destin collectif
en faisant sécession de l'ensemble
fédéral canadien pour se fonder en
République libre, aucun droit intérieur
canadien ni aucun droit international
ne sauront dans la réalité
l'en empêcher.**

Le projet sécessionniste québécois est foncièrement « politique ». Le droit peut certes accompagner la démarche ou servir comme argument politique pour légitimer tel ou tel aspect de celle-ci, mais l'acte lui-même et les motivations y conduisant resteront toujours fondamentalement l'expression d'un geste purement politique. La sécession de la province de Québec en vue de sa fondation en République libre est un projet qui vise l'expression fondamentale et première du pouvoir constituant du peuple du Québec.

Ce sont les peuples qui fondent les États, acte duquel découlent les ordres constitutionnels et le droit. Le droit procède toujours du politique. Dans l'univers juridique, cela se nomme le principe de l'« effectivité ». Le peuple québécois accédera dans les faits à son indépendance lorsqu'il fera effectivement sécession de la fédération canadienne et que cette rupture et le nouvel État souverain qui en découlera seront reconnus par la communauté internationale. Le droit viendra après coup pour « légaliser » cet état de fait politique. Toute discussion sur la « légalité » de cette démarche est donc de peu d'intérêt.

Cela dit, on ne peut manquer de souligner que les conclusions auxquelles sont arrivées les neuf juges du plus haut tribunal canadien dans ce renvoi de 1998 étaient des plus prévisibles, au point où il est permis de



s'interroger sur les véritables motivations derrière cette requête lancée à l'époque par le Procureur général du Canada, Allan Rock. Que le projet indépendantiste ait pu être jugé par le plus haut tribunal canadien comme étant anticonstitutionnel, cela n'a rien de très surprenant. Aucune constitution ou presque – il y a quelques rares exceptions – n'est érigée sur le principe de son démantèlement possible, car tous les ordres constitutionnels reposent toujours et fondamentalement sur des rapports de forces. Ils sont toujours la consécration, en droit, du pouvoir exercé par un sujet collectif sur un ensemble social. Dans le cas qui nous intéresse, la constitution canadienne est la consécration institutionnelle d'un rapport de forces exercé par la nation canadienne sur le peuple québécois (et les peuples autochtones, les Canadiens français, les Acadiens, etc.). Aussi, les véritables raisons de cette requête ne tenaient pas à des considérations de nature essentiellement juridique, mais d'un désir de réaffirmation par le régime canadien de ce rapport de forces, après que celui-ci ait été ébranlé par les résultats de 1995. Cela participait de l'arsenal politique déployé par Ottawa dans le cadre de son « Plan B ».

Par ailleurs, cela nous amène à nous interroger sur le sens même du « droit à l'autodétermination », duquel dériverait le projet indépendantiste québécois. Ce droit relève du droit international, lequel encadre celui-ci avec des exigences précises, notamment que le peuple qui aspire à s'en réclamer fasse la démonstration qu'il est victime d'oppression de la part du régime duquel il aspire à faire sécession. Comme si pour être libre, il fallait d'abord être opprimé! Sans oppression, point de liberté pour un peuple? Or, ce qu'on ne peut nier c'est que les peuples ont le « pouvoir » de faire sécession et de se constituer en État indépendant et qu'ils sont nombreux à avoir exercé ce pouvoir, bien avant que celui-ci n'ait été inscrit dans le

TRAGIQUEMENT DRÔLE

Dominic Desroches

Professeur de philosophie, collègue Ahuntsic

CHRISTIAN SAINT-GERMAIN

L'AVENIR DU BLUFF QUÉBÉCOIS. LA CHUTE D'UN PEUPLE HORS DE L'HISTOIRE
Liber, 2015, 86 pages

Ce pamphlet de politique réaliste, inspiré par le ton et le souvenir de l'auteur révolutionnaire Pierre Vallières, est sans aucun doute le livre souverainiste le plus tragiquement drôle de l'année. Pour ceux qui veulent rire et pleurer en même temps sans faire la file au guichet de Juste pour rire ou ceux qui n'en peuvent plus de visionner la collection complète des Elvis Gratton, il importe de se délecter des quelques pages de *L'avenir du bluff québécois*. Ce coup de gueule de Christian Saint-Germain, cette critique dévastatrice sans solution aucune, cette fracassante étude de style autosuggestive et circulaire – ou comment dire? – ce condensé hilarant d'épisodes politiques récents ne fait pas dans la dentelle ni dans la nuance. Présenté comme le livre de la colère, cet écrit de circonstance, qui emprunte souvent le langage oral du peuple à qui il est destiné, illustre l'extrême déception dans laquelle se trouvent les grands indépendantistes intoxiqués par les promesses et l'«étapisme» de bon gouvernement provincial après les élections successives du Parti québécois depuis 1976.

Sans détour: Christian Saint-Germain, professeur de philosophie à l'UQAM, veut démasquer le jeu politique de marionnettes issu de la *Quiet Revolution*. Dans ce qui ressemble à un règlement de compte de ses propres illusions, l'auteur s'attaque à tout ce que le Québec a produit depuis l'élection du Parti québécois. Sans liens vraiment développés, sans le désir d'éprouver une thèse, l'auteur propose des arguments et de nombreux exemples choisis visant à montrer que le Québec a délibérément oublié le sang derrière toute politique réelle, derrière tout rapport de force, et que le discours indépendantiste est du bluff, c'est-à-dire un jeu qui vise à se faire, un peu comme la grenouille dans la fable célèbre, plus grosse que le bœuf. On pratique le «bluff» lorsqu'on mise gros afin de faire accroire que l'on a un très bon jeu (p. 29). C'est, au niveau politique, selon Saint-Germain, non seulement un aveu de faiblesse, mais aussi, et par le fait même la preuve de notre propre colonisation. Tous les politiciens convoqués à ce tribunal du bluff politique québécois, qu'ils soient souverainistes ou fédéralistes, seront en conséquence présentés comme

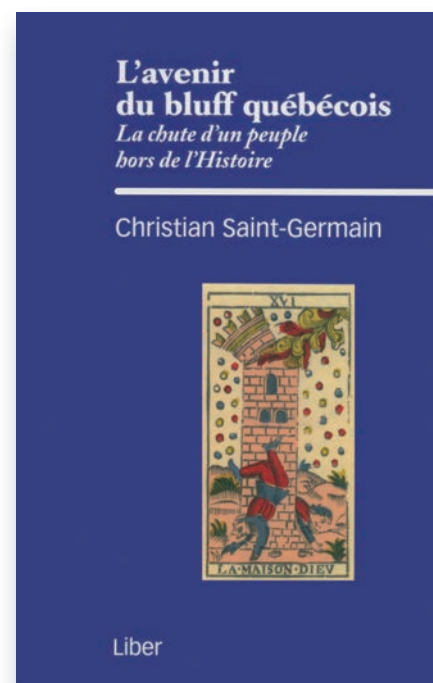
des guignols, des marionnettes, des êtres sans volonté ni détermination. Si l'auteur de *Nègres blancs d'Amérique* était vivant, Saint-Germain serait sans doute pendu à ses lèvres. Les Québécois préfèrent, semble-t-il, et c'est la première grande conclusion du livre, leur système de santé à la grande politique.

Ce coup de gueule de Christian Saint-Germain, cette critique dévastatrice sans solution aucune, cette fracassante étude de style autosuggestive et circulaire – ou comment dire? – ce condensé hilarant d'épisodes politiques récents ne fait pas dans la dentelle ni dans la nuance.

Afin de mieux comprendre la métaphore tirée du casino qui guide notre auteur, voyons ici le parcours qu'il effectue dans un Québec «sorti de l'histoire», pour rappeler le sous-titre du livre. Le pamphlet s'ouvre sur un jeu de vérité qui devrait déranger tout le monde. Le chapitre I, «Funérailles d'État», revient brièvement sur l'épisode des funérailles de Jacques Parizeau. Écrit au vitriol, l'auteur touche tous les sujets possibles et fait tous les sauts imaginables pour critiquer le comportement des hommes politiques face à la mort de «Monsieur». La thèse qui oriente ce concours de formules provocantes apparaît au chapitre II où l'auteur fait aussi flèche de tout bois, «L'embarquement en classe affaire vers le pays». L'idée, en gros, c'est d'illustrer la montée d'un Québec qui, colonisé à l'extrême, pourrait s'éprendre du modèle de l'entreprise.

«L'insoutenable légèreté du PQ», troisième chapitre sur le chemin de la colère, n'est pas tout à fait un éloge du PQ, mais plutôt une critique décapante de toutes les décisions prises par ce parti provincial depuis sa fondation. Pour donner une idée du style de notre auteur, ou pour montrer que nous n'exagérons pas, rappelons un moment fort de ce chapitre pour le moins abrasif:

La société québécoise n'est guère plus qu'une boulette de plasticine [sic] bureaucratique, une machine à produire de l'assurance maladie, du soutien financier aux écoles confessionnelles, illégales ou non. Même Pauline Julien ne croyait pas aux sornettes de Gérard Godin parti apprendre des sets carrés aux vieux Grecs dans Mercier et revenu en dansant le Sirtaki. C'est le statut pathologique de



l'hospitalité québécoise: les immigrants nous regardent de haut ou pas du tout, comme c'est le cas à Outremont. Ils n'ont pas tort (p. 40).

Pour le sens de la nuance, il faudra repasser. Viennent ensuite un chapitre consacré au «Moment Québécois», il fallait s'y attendre, et un autre portant sur la «Duplicité des chefs». Au nom de l'éternel conflit de classes que reproduit la politique québécoise, l'auteur au vocabulaire marxiste revient, comme sa muse Vallières, critiquer le colonisé et son mode de vie. S'il entre brièvement dans «L'alchimie de la décolonisation», c'est le chapitre intitulé «Salle d'attente de l'Histoire» qui thématise la situation politico-médicale du Québec libéral actuel. Le pamphlet fera de notre système de santé «notre patrie» avant de se conclure sur l'appel psychanalytique à un grand Autre. Pour résumer le trajet emprunté par l'auteur, on rappellera ici ses propres mots:

Dans une perspective historique, le combat mené par la plus modeste ursuline de Trois-Rivières pour conserver le français après la Conquête a mieux valu pour la survie du peuple que toute la brigade légère des sans-culottes du Bloc québécois partis chercher pension à Ottawa (p. 82).

L'auteur aura le mérite de dire tout haut ce que certains pensent tout bas. Il aura aussi l'insigne grandeur de dire en quelques phrases ce qui méritait une véritable étude politique. Sa critique, par exemple, de l'élite qui s'est détournée du peuple touche clairement la cible, mais elle n'est pas très développée. Il aura également raison de rappeler que la politique est beaucoup plus que de simples discours. S'il a le sens de la formule et qu'il favorise les morsures puissantes aux compromis, sa rhétorique du décomplexé peut parfois glacer le dos. On se demande si l'auteur connaît réellement toutes les difficultés pratiques posées par la politique. Affirmer que Parizeau, Landry et

suite de la page 26



droit international. Cela relève de l'expression d'un pouvoir «constituant» fondamental et non d'un quelconque droit. Quand bien même le régime canadien et le droit international décrétassent que la démarche québécoise est «illégal», cela n'enlèverait en rien sa légitimité.

Ce sont les peuples qui fondent les États, acte duquel découlent les ordres constitutionnels et le droit. Le droit procède toujours du politique. Dans l'univers juridique, cela se nomme le principe de l'«effectivité».

Lorsque le peuple québécois décidera franchement un jour de prendre en main son destin collectif en faisant sécession de l'ensemble fédéral canadien pour se fonder en République libre, aucun droit intérieur canadien ni aucun droit international ne sauront dans la réalité l'en empêcher. Tous les débats de juristes et de constitutionnalistes sur la légalité de l'entreprise devront alors céder le pas devant cette volonté collective en acte, celle par laquelle un peuple exerce le premier de tous ces pouvoirs, qui est celui de se constituer lui-même en État indépendant, geste politique souverain. ♦

suite de la page 27



Bouchard sont des «perdants» est une chose, qui n'est pas fausse d'ailleurs, mais expliquer de manière crédible et nuancée pourquoi, dans les contextes précis, est une autre paire de manches comme on dit. Par ses nombreux raccourcis, par ses formules dignes d'une nuit d'Halloween, l'auteur montre qu'il n'a visiblement jamais fait de politique ni eu la responsabilité d'un parti ou de la province. Ses critiques du désengagement de nos politiciens provinciaux sont, de l'extérieur, assez justes, le seul ennui, c'est que notre auteur est lui-même, comme nous tous d'ailleurs, le produit de cette politique. Gaston Miron a fait de la poésie de notre souffrance, de nos langages et de nos duplicités, Pierre Perrault a tourné des films de cinéma-vérité de notre condition de colonisés. J'aimerais et je souhaite de toutes mes forces que l'on puisse faire quelque chose, construire à partir de cette critique des plus pertinentes de nos illusions politiques. ♦



FRÉDÉRIK LAVOIE

UKRAINE À FRAGMENTATION

Saguenay, La peuplade, 2015, 250 pages

Ce n'est pas réellement un essai, un récit plutôt, un récit qui s'adresse à Artyom, un gamin ukrainien russophone de 4 ans qui a eu la malheureuse idée de se trouver à proximité du point d'impact d'une roquette Grad. L'ironie de l'histoire, si on peut utiliser ce terme, c'est que la roquette n'avait même pas atteint la cible visée; un dommage collatéral quoi... Alors Frédéric Lavoie s'est donné pour mission d'expliquer au petit Artyom les raisons de sa mort. «Il va de soi que tu ne méritais pas de mourir. Tu mérites au moins de savoir ce qui t'a valu la mort» (p.16).

Lavoie cherche les raisons de cette mort dans le conflit qui depuis 2013 oppose révolutionnaires pro-ukrainiens et rebelles prorusses en Ukraine. En trame de fond du dit conflit se trouve un pays dont l'attachement national est fragile; l'Ukraine est en effet un salmigondis d'ethnies et de peuples divers qui au fil de l'histoire se sont croisés là: Russes, Ukrainiens, Tatars, Grecs, et d'autres groupes. Théoriquement, l'État ukrainien est composé de citoyens d'ethnie et de langue ukrainienne, mais le russe était l'idiome privilégié pour la communication usuelle. Le pays ne devint vraiment indépendant qu'en 1991, à la suite de la dislocation de l'URSS. Avant cela, la région fut l'objet de maints découpages et multiples annexions, pour finalement faire partie de l'empire soviétique. Une chatte n'y retrouverait pas ses petits...

Dans son explication des causes du conflit qui a causé la mort d'Artyom, le journaliste québécois ne s'attarde pas sur les grands facteurs géopolitiques de la guerre civile ni sur les grands intérêts géostratégiques de la Russie, de l'Europe ou même des États-Unis. Ces questions ont été déjà abondamment débattues. Lavoie fait plutôt de la microsociologie, celle qui reste au niveau des acteurs, de la façon dont ils vécurent cette boucherie. Dans une démarche plutôt actionnaliste, il cherche le déclencheur, l'action qui a entraîné tout le reste. Il emprunte ainsi à la théorie du chaos, qui soutient que «une modification infime des conditions initiales dans un système non linéaire peut entraîner des résultats imprévisibles et tragiques à long terme» (p. 31).

Il recherche alors cette modification infime qui serait à l'origine du drame ukrainien, et il la trouve. D'après lui, c'est la pose d'un gigantesque sapin de Noël sur la place de l'indépendance (le Maïdan) à Kiev, à l'approche des fêtes, qui a servi de déclencheur des hostilités entre

Ukrainiens. Cet évènement, banal à première vue, est la cause première de la mort du petit Artyom. Le Maïdan servait de rassemblement aux Ukrainiens proeuropéens dans un contexte déjà agité. Le président Ianoukovitch, démocratiquement élu et prorusse, voulut la faire évacuer afin d'installer le fameux sapin. Face à la résistance des manifestants, la police intervint et cela dégénéra rapidement. Bilan: des dizaines de blessés. À partir de là, le président perdit le contrôle de la situation et s'enfuit peu après en Russie; les Euromaïdans avaient gagné, mais au prix du fragile équilibre de l'Ukraine... Un nouveau pouvoir s'installa et il semble, d'après Lavoie, qu'il ait géré les affaires de l'État avec un esprit de revanche et une certaine maladresse; par exemple, le gouvernement adopta une loi sur les langues régionales qui consterna et insulta la minorité russe (10 %). Cette proposition demandait de révoquer la loi sur les langues régionales. Les russophones se voyaient ainsi privés de tous les services publics dans leur langue. D'autres mesures maladroitement accentuèrent les tensions, jusqu'à l'éclatement final, et la mort de l'enfant Artyom.

Frédéric Lavoie résume très succinctement cette période tragique de l'histoire récente de l'Ukraine, mais l'essentiel de son ouvrage tourne autour des acteurs qui ont été touchés par ces événements tragiques: parents du petit Artyom, soldat, un père endeuillé, les clients d'un café, dans un hôpital ou une morgue... Il fait parler ces acteurs, et à travers leurs peines, leurs incompréhensions, leurs contradictions et sans parti pris il cherche à démêler la chaîne de causalités qui a entraîné ce conflit. Il n'y parvient pas réellement, mais il dénonce malgré tout l'absurdité de cette guerre, comme de toutes les guerres. Lavoie est un humaniste pacifiste, utopiste diront certains. Dans son approche il n'y a ni bons ni méchants, mais des individus pris dans des passions collectives qui les amènent à perdre toute leur humanité et à produire de l'horreur. L'auteur rend très bien compte de cette horreur au quotidien.

Daniel Gomez

SI FOGLIA M'ÉTAIT CONTÉ

Françoise Bouffière
Orthopédagogue

MARC-FRANÇOIS BERNIER
FOGLIA L'INSOLENT
Édito, 2015, 383 pages

Pourquoi Foglia nous a-t-il laissé tomber? Je lui en veux de ne plus faire partie du paysage. D'accord, on a tous le droit à une retraite avant de manger les pissenlits par la racine ou, dans son cas, avant que les angoisses d'un cancer du côlon nous fassent la peau. Il n'empêche que j'aimerais bien, de temps en temps, l'entendre encore s'indigner. Par bonheur, Marc-François-Bernier nous rend ce passionné de sport qui en connaît la beauté, cet amoureux des matous comme de la littérature qui manie l'ironie comme personne. Il nous rend un Foglia disséqué, analysé, pris dans ses contradictions, encensé et par conséquent presque mort, mais c'est déjà beaucoup. Il nous l'offre surtout en étayant son essai de multiples fragments des chroniques du journaliste. Lire Bernier dans ce volume, c'est relire Foglia, car l'essayiste sait se faire discret. Il laisse toute la place à son objet de recherche: son personnage, Foglia «insolent, car nous dévoilant tel que nous préférerions ne pas nous voir. Sans complaisance» (p. 9).

Marc-François Bernier est spécialiste en matière d'éthique et de déontologie du journalisme, professeur agrégé au Département de communication de l'Université d'Ottawa. Il a la patience et la passion des chercheurs. À l'aide d'un bon logiciel, il a répertorié les 4300 chroniques de Foglia. Il les a regroupées et analysées pour mieux en faire ressortir la substantifique moelle. Cela donne une synthèse intéressante. Voici comment il présente son travail:

Cet essai est sans prétention scientifique ou littéraire, mais s'inspire des deux dans la démarche comme dans le propos. Il offre des incursions dans les corridors de l'histoire contemporaine, de l'écriture, du journalisme, du cyclisme, dans les détroits biographiques du chroniqueur et les deltas de l'imagination folglienne (p. 10).

«L'homme», la première partie du livre et ses sous-chapitres sont consacrés à la biographie du chroniqueur; 117 pages qui se lisent comme un roman. On le sait, Foglia est fils d'immigrants italiens, élevé dans une petite ville de France à laquelle il n'est guère attaché. Si la France ne représente pour lui que pauvreté et privations, son intégration au Québec est en revanche parfaitement réussie.

Enfant, il a résisté pour ne pas être Français. Devenu adulte, il a eu des montées de nostalgie et des envies excessives de redevenir Italien. Mais cela lui a passé. Il a détesté les

Français avant de se réconcilier avec eux tard dans sa vie. Il n'a jamais voulu être Canadien, mais est vite devenu Québécois (p. 51).

Pierre Foglia se sent chez lui au Québec et il le dit. Sa rapide insertion dans le monde du travail comme typographe puis comme chroniqueur y est certainement pour beaucoup (*Journal de Sherbrooke*, *La Vigie* de Bagotville, *Le Phare* à Chicoutimi, *La Patrie* à Montréal, *Montréal-Matin* et enfin en 1972 *La Presse* où il est journaliste sportif avant d'être chroniqueur d'humeur). Bernier cite à ce propos une chronique datant de 2000 qui rend hommage à notre pays. Je vous laisse la retrouver dans *Foglia l'insolent*, page 52.

Bernier se penche sur ces apparentes incongruités en nous présentant un employé loyal envers Desmarais dont il n'a jamais eu à subir la censure; un électron libre qui pouvait dire à peu près n'importe quoi à partir du moment où il endossait le rôle du fou du roi ou du clown.

Pour Bernier, «immigrant et indépendantiste sont deux particularités indéniables et fondamentales de la personnalité de Pierre Foglia.» (p. 67) L'indépendantiste, nous dit-il, ne se prive pas de dénoncer le multiculturalisme du Canada ni d'ironiser sur ses symboles. Comment Foglia a-t-il pu travailler 45 ans au journal *La Presse* tout en étant souverainiste de gauche, athée, méprisant, cabotin, vulgaire à l'occasion, car ne mâchant jamais ses mots? Bernier se penche sur ces apparentes incongruités en nous présentant un employé loyal envers Desmarais dont il n'a jamais eu à subir la censure; un électron libre qui pouvait dire à peu près n'importe quoi à partir du moment où il endossait le rôle du fou du roi ou du clown. Dans sa conclusion, l'essayiste souligne, en outre, que le journaliste a bénéficié de conditions exceptionnelles à *La Presse* pour qui il a été une mine d'or.

Certes, il aurait également joui de la liberté de tout dire au quotidien *Le Devoir*. Toutefois, seule *La Presse* lui permettait de toucher des centaines de milliers de lecteurs, de voyager dans des dizaines de pays, couvrir de grands événements planétaires, des Jeux olympiques aux conflits armés, en passant par le tour de France ou la chute de l'URSS (p. 380).

Dans «Le moraliste», Bernier analyse son sujet sous l'angle des valeurs qui l'animent: la liberté, la justice sociale, le courage, la franchise, l'honnêteté, l'anarchie et surtout l'éthique de l'effort. Ses chapitres sont autant



de présentations des postures de Foglia. De belles pages qui donnent l'occasion au lecteur de relire certaines chroniques autour du sport professionnel à la télé qui s'abaisse selon Foglia au niveau de la pub; de l'entendre s'indigner du moralisme ambiant de notre société qui infantilise les citoyens en les protégeant de tout; de s'en prendre aux féministes qui voient en chaque homme un violeur potentiel. Foglia, en guerre contre les charlatans du nouvel âge et les cours de croissance personnelle, est hilarant. Ses propos sur l'éducation et l'enseignement qui semble beaucoup l'intéresser donnent lieu, selon moi, à des jugements à l'emporte-pièce et j'approuve Bernier quand il note au passage «les valeurs de précepteur quelque peu obsolètes» du journaliste.

La troisième partie du livre permet de retrouver le meilleur du chroniqueur d'humeur: son style minimaliste qui séduit le lecteur. Cette utilisation des aphorismes, des comparaisons, des métaphores (chez quelqu'un qui prétend ne pas savoir ce qu'est le style, si ce n'est que c'est quand il n'y en a pas) est un grand art. Ce style, dit Bernier, «crée un effet de profondeur dans un texte qui aurait pu demeurer sans relief.» (p. 252)

Tous les amateurs de Pierre Foglia aimeront parcourir le petit chapitre intitulé: «Le Matou». Bernier y analyse judicieusement l'art de Foglia quand il se sert de ses chats pour: «mener le lecteur au-delà du sens premier du propos» (p. 358). Les chats, on le sait, sont pour lui une occasion de se réfugier dans le quotidien, là où le bonheur ronronne, dans l'infime de nos vies.

Lisez *Foglia l'insolent*, offert en guise de florilège de ses chroniques. Lisez le chapitre, «Le vieux», chapitre très touchant. Retournez à celui dit «Le cycliste» et pédalez à votre rythme dans ce livre qu'on peut parcourir dans l'ordre ou le désordre pour constater que si on a aimé Foglia, c'est parce qu'il nous faisait toujours sourire et rire, mais surtout parce qu'il nous apprenait à bien vivre ensemble. Comme chroniqueur d'humeur dit Bernier, «il proposait une façon de vivre, alors que d'autres cherchent à imposer une vulgate.» (p. 380). ♦

PARCOURS MIGRATOIRES

Daniel Gomez

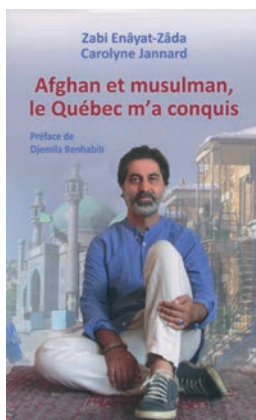
Les deux petits récits parus récemment qui traitent tous deux d'expériences migratoires, celui de Zabi Emayat-Zada et celui d'Akos Verboczy, m'ont fait inmanquablement penser à la démarche de Shmuel Eisenstadt, ce sociologue israélien qui s'est beaucoup penchée sur les cheminements migratoires des individus. Pour lui, le déplacement migratoire passait par différentes étapes, physiques et mentales, plus ou moins douloureuses, grâce auxquelles l'immigrant passait d'un contexte social à un autre. La sociologie a par la suite emprunté énormément aux intuitions du sociologue israélien pour étudier les cheminements psychologiques et physiques des immigrants. Nul doute qu'Eisenstadt aurait apprécié les récits de nos deux néo-Québécois.

**ZABI ERNĀYAT-ZĀDA ET
CAROLINE JANNARD**
**AFGHAN ET MUSULMAN,
LE QUÉBEC M'A CONQUIS**
Trois-Pistoles, Éditions Trois-Pistoles,
2015, 131 pages

Et si jamais par malheur la culture devient une forme d'aliénation, alors sachez qu'elle a perdu de son essence et qu'une nécessaire rupture s'impose.

– Djemila Benhabib (préface p. 9)

Quiconque est un tant soit peu sensibilisé à la problématique du cheminement migratoire et à l'inévitable processus d'acculturation qui l'accompagne, appréciera à sa juste valeur cette petite citation de Djemila Benhabib, tirée de la préface qu'elle a rédigée pour le récit de Zabi Enāyat-Zāda, cet immigrant afghan musulman arrivé au Québec en 1983, à l'âge de 17 ans. L'ouvrage, qu'il a rédigé avec l'aide de Caroline Jannard, une thérapeute en relation d'aide, traite en un peu plus de vingt courts chapitres, des blogues certainement, de différents sujets qui se rejoignent en un point commun : la difficulté de gérer deux codes culturels ; cette difficulté est d'autant plus grande que l'un des deux codes, l'afghan, se situe carrément aux antipodes de la culture libérale nord-américaine. Les propos de Zabi Enāyat-Zāda ne sont pas sans nous rappeler l'histoire récente de Mohamed Shafia, cet Afghan de 58 ans, qui, avec l'aide de son fils, a assassiné ses trois filles et son ex-épouse parce qu'elles avaient dérogé au «code d'honneur» de la famille et de la culture afghane. Le cas de Shafia et de son fils illustre bien l'impossibilité pour



certaines individus de surmonter les inévitables confrontations culturelles générées par la migration.

De façon assez intimiste, Enāyat-Zāda nous parle de l'Afghanistan, de ses rapports de classes et de sexes, de son traditionalisme oppressant et de son système scolaire effroyablement répressif. Il nous entretient aussi de sa famille de commerçants aisés, de la guerre, de l'émigration vers Montréal et de la sévère régression sociale qui s'en suivit. Il nous dit le choc que peut ressentir un adolescent de 17 ans, fraîchement débarqué de Kaboul, au contact des mœurs sociales québécoises, et surtout face à la grande liberté des femmes. Par exemple, des choses aussi anodines que s'asseoir pour la première fois dans un autobus de Montréal auprès d'une jeune femme en short prennent une dimension démesurée. Le rejet catégorique par la mère de Zabi de sa première « blonde » québécoise et la soumission de ce dernier, illustre éloquentement le poids de la résistance à l'acculturation. Enāyat-Zāda réalise que ce processus est inexorable quand 20 ans après son immigration il retourne à Kaboul et éprouve un sentiment de déception et de mal-être, qu'il se sent étranger dans « son pays ».

L'ouvrage de Zabi Enāyat-Zāda et Caroline Jannard est d'une lecture agréable. Il n'apprendra pas grand-chose à ceux et celles qui sont familiers avec la problématique du cheminement migratoire et des étapes de l'intégration. En revanche, il sensibilisera davantage les non-initiés aux difficultés, voire à l'impossibilité pour certains individus, de gérer la « transculturation », comme cela semble être le cas pour le père de l'auteur. Ces déchirements internes sont encore plus douloureux quand les individus proviennent de cultures très traditionnelles et très oppressives. D'où la nécessité de « désacraliser » les modèles culturels et d'opérer parfois des coupures radicales, tel que le suggère Djemila Benhabib en exergue.

AKOS VERBOCZY
RHAPSODIE QUÉBÉCOISE.
ITINÉRAIRE D'UN ENFANT
DE LA LOI 101

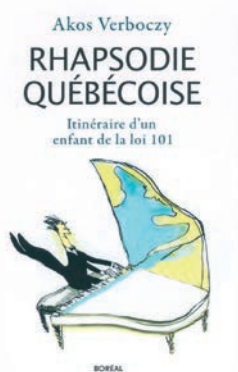
Boréal, 2016, 230 pages

Parler de l'instrumentalisation de l'immigration pour combattre la souveraineté est devenu le plus grand tabou politique au Québec.

Akos Verboczy, p. 160

Le hasard fait parfois bien les choses ; ainsi, presque au même moment où Zabi Enāyat-Zāda (voir article précédent) nous fait partager les réflexions que lui inspirent son parcours migratoire et son intégration à la société québécoise, Akos Verboczy publie *Rhapsodie québécoise*, un ouvrage dans lequel il narre lui aussi son parcours migratoire. Il a de l'humour Verboczy, et il écrit bien, ça rend son essai très plaisant à lire. La lecture est rendue encore plus aisée par la présentation de l'ouvrage : trois grands chapitres et une cinquantaine de thèmes plus ou moins anecdotiques survolés. On ne se sent pas forcé de suivre l'ordre chronologique de l'essai, on peut sauter d'un thème ou d'une anecdote à l'autre.

Verboczy se qualifie lui-même « d'enfant de la loi 101 », et en effet il arrive au Québec en 1986 à l'âge de 11 ans. Son contact avec le fait français ne va pas de soi ; en effet, sa mère s'installe dans l'ouest profond de Montréal, là où la présence française est on ne peut plus discrète, et où l'ignorance du Québec profond atteint des sommets insoupçonnés. L'école comme lieu de socialisation à la culture québécoise ? N'en parlons pas... Après un séjour un peu débilitant en classe d'accueil et un autre dans une école secondaire, dans laquelle il n'y avait pas un seul Québécois, Akos est admis au Cégep de



Rosemont, au grand désespoir de sa mère, farouche opposante à la loi 101. Là, il subit le grand choc culturel qui va déterminer son destin migratoire. « Mais le cégep m'a permis d'ouvrir sur un autre monde, celui que le ministère de l'Éducation m'avait habilement caché jusque-là : le Québec » (p. 141). Puis ce fut l'UQAM et l'engagement militant indépendantiste qui le mena du référendum perdu de 1995 jusqu'à la charge d'attaché politique de la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles. C'est ce qu'on appelle l'intégration politique.

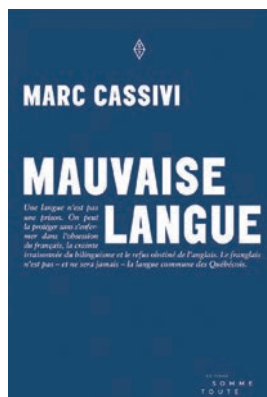
Ne nous leurrons pas, derrière l'humour d'Akos Verboczy sourdent de profondes colères. La première de ces colères vise les immigrants eux-mêmes, surtout ceux de l'ouest de Montréal, complètement ignorants de la réalité française du Québec, repliés sur eux-mêmes et cultivant une forme de racisme envers les Québécois et le fait français en général. L'autre colère s'aggrave autour du multiculturalisme et de ses effets insidieusement culpabilisants sur les Québécois. Ainsi, dans le cinéma par exemple, l'on se sent de plus en plus obligé de « saupoudrer » de « l'ethnique » dans une grande partie des productions d'ici. La mollesse des Québécois face aux nouveaux arrivés, leur peu d'empressement à défendre leur identité, soulève également l'ire de Verboczy. Entendre un Québécois « de souche » dire à un nouvel arrivant, en s'excusant presque, « Nous sommes tous immigrants », faisant ainsi abstraction de près de 400 ans d'histoire nationale, est pour lui inconcevable. Dans le même sens, le système scolaire québécois, qui fait si peu de place à la culture et à l'histoire nationale québécoise, n'échappe pas à son courroux. Il lui reproche également un flagrant manque de rigueur.

L'auteur souhaite que davantage d'immigrants puissent se sentir chez eux ici, qu'ils s'intègrent mieux – en autant que cette notion veuille dire quelque chose –, mais il n'est pas sûr que le Québec prenne les bons moyens. Pour dire cela il n'hésite pas à interpeller aussi bien les nouveaux arrivants que les Québécois. Ça fait du bien... Bref, *Rhapsodie québécoise*, un essai que tous les Québécois, « de souche » ou pas, devraient lire...

DANS QUELLE LANGUE RÊVES-TU?

François Rioux

Professeur de littérature, collège Montmorency



MARC CASSIVI

MAUVAISE LANGUE

Montréal, éditions Somme toute, 2016, 104 pages

Comment faire un livre de 100 pages à partir d'une chronique de journal? En ajoutant du rembourrage. Et en cette matière Marc Cassivi est fort: il nous détaille ses premières blondes, nomme les célébrités et les *has been* qu'il a connus à l'école, multiplie les parenthèses insipides, ressasse des évidences (l'anglais est la *lingua franca* de notre époque — tout le monde sait ça, *man*), résume sur deux pages son projet de roman avorté, et pour quoi? Pour faire un *sujet amené* à des considérations sur la langue du cinéma de Xavier Dolan — *man*, on s'en câlisse de ton roman, il n'existe que dans ta tête. Généralement, Cassivi rembourre en parlant de lui-même, si bien qu'un titre plus honnête pour son livre aurait pu être *Mémoires du chroniqueur Marc Cassivi, avec ce qu'il a vu à la télé, ce que ça lui a fait, et quelques remarques linguistiques en passant*.

Qu'on se rassure, je ne me connais pas de lien de parenté avec Christian Rioux, à qui s'en prend ce livre. Même si j'ai grandi au très francophone Bas-Saint-Laurent, et non dans le *West Island* comme notre chroniqueur, je ne crains pas l'anglais, je le lis quotidiennement, le parle quand j'en ai besoin. Quand je donne des ateliers de création littéraire, au cégep, j'explique si oui, il est préférable que l'écrivain maîtrise la langue, il fait des écarts, et qu'on peut dans un poème, une nouvelle utiliser du joul, des sacres, des mots anglais, si c'est ce que le texte demande. Il y a même des mots anglais dans mes propres livres, et je n'ai évidemment rien inventé avec ça.

Ce dernier paragraphe est très cassivien, j'en suis désolé, mais je ne voudrais pas que l'autre me prenne pour un de ses «curés de la langue» (p. 77), qu'il décrit volontiers comme des anglophobes, voire des xénophobes et des niaiseux — c'est ainsi très facile de les pourfendre. On appelle ça la technique de l'homme de paille: caricaturer la position de son adversaire pour mieux la détruire. Cassivi les accuse de manquer de nuance dans leur discours (p. 12), mais il ne semble pas trop s'étouffer avec la nuance non plus, avec toute la subtilité de l'enfonceur de portes ouvertes: les langues évoluent, le bilinguisme individuel n'est pas une tare, au contraire. Oui, bien sûr, reste que notre homme frisst l'anglomanie: «Pour transmettre un message universel le plus efficacement possible, de nos jours, il existe un moyen de communication tout simple et largement répandu: on appelle cela l'anglais» (p. 81). Peut-être, mais tant pis pour qui veut s'exprimer dans une autre langue, et tant

Généralement, Cassivi rembourre en parlant de lui-même, si bien qu'un titre plus honnête pour son livre aurait pu être *Mémoires du chroniqueur Marc Cassivi, avec ce qu'il a vu à la télé, ce que ça lui a fait, et quelques remarques linguistiques en passant*.



JACK KEROUAC (rassemblé par Jean-Christophe Cloutier)

LA VIE EST D'HOMMAGE

Montréal, Boréal, 2016, 352 pages

Il est difficile de ne pas avoir entendu parler de Jack Kerouac (1922-1969), et partant, d'ignorer qu'il a des racines québécoises, ses parents étant nés au Bas-Saint-Laurent. Ce qu'on sait moins, c'est qu'il a écrit des textes en français. Sa famille vivant au Massachusetts, il a appris l'anglais et a publié dans cette langue les romans qu'on connaît. Ces textes écrits dans la langue maternelle ont été découverts en 2006, quand les archives de l'auteur d'*On the Road* furent disponibles.

Si Cassivi sacre plus volontiers en anglais quand il est en colère (p. 61), chez Kerouac ça va dans l'autre sens: «Quand j'fâcher j'sacre souvent en Français. Quand j'reve j'reve souvent en Français. Quand j'brauille j'brauille toujours en Français; et j'dit: "J'aime pas ça, j'aime pas ça!"» (p. 54). Le français se trouve donc au plus profond, et ressort quand les émotions se font trop fortes.

On remarque des «fautes» dans la citation, ce n'est pas à cause de réviseurs en goguette. C'est que Jean-Christophe Cloutier, qui a établi le texte et signe une introduction fort éclairante sur la pensée de Kerouac et son processus d'écriture, a tenu à «reproduire [les textes de Kerouac] tels qu'il [Kerouac] les a conçus, c'est-à-dire sans corrections, avec leur orthographe flottante et leurs incohérences grammaticales» (p. 34). On lui sait gré de ce choix, on a ainsi accès à la langue dans laquelle Kerouac sacre, rêve et pleure, aux créations langagières, à la musique particulière qui porte l'écriture.

Chez Kerouac, le rapport à la langue n'est pas simple. Il écrit dans un texte en anglais que la «langue canadienne-française est la plus puissante au monde [...]. Elle est non écrite; elle est la langue de la parole et non de la plume. Elle a grandi des vies des Français venus en Amérique» (p. 26). En français, il dit: «J'ai jamais eu une langue à moi-même. Le Français patois j'usqua-six angts, et après ça l'Anglais des gas du coin. Et après ça — les grosses formes, les grands expressions, de poète, philosophe, prophète. Avec toute ça aujourd'hui j'toute melangé dans ma gum» (p. 55).

CASSIVI

suite de la page 31

pis pour les traducteurs. Mais Cassivi, comme ses « curés », semble ne pas comprendre ce que Tremblay, Miron, Hervé Bouchard savent : c'est par le local qu'on atteint l'universel, et le local c'est aussi sa langue. Certes, comme dit Cassivi, « une langue n'est pas une prison » (p. 98), disons que c'est plutôt une maison, une maison composite, qui se construit et s'habite dans le quotidien, les chansons, les livres. Mais la maison tremble parfois, et les sermonneurs comme les linguistes du dimanche sont plus ou moins utiles dans ces temps-là.

L'universel, disions-nous ; on n'y arrive pas toujours, dans le cas de Cassivi c'est raté, si seulement il avait passé moins de temps à vouloir défendre son plaisir de parler franglais avec sa fratrie – il finit son livre en copiant-collant le premier paragraphe, qui raconte cela, bref on dirait que c'est surtout ça, l'enjeu. – Fais ce que tu veux, *man*. Et ce petit livre sera bon pour *shimmer* une table bancale. ❖



KEROUAC

suite de la page 31

N'empêche, ces textes parlent à l'âme, surtout *La nuit est ma femme* (rédigé juste avant *On the Road*), où Kerouac, par son alter ego Michel Bretagne (terre des racines plus anciennes encore), se raconte : « J'ai pas aimé ma vie. C'est pas la faute à personne, c'ainque moi. Je voué aingue la tristesse tout partout. Bien des foi quand y'a bien du monde qui ri moi j'wé pas rien droll. C'est encore bien plus droll quand ils sont toute triste ensemble. J'gard leu face hypocrite et puis j'sai qui'l s'trouble pas apropos d'la tristesse. [...] Moi j'use ma tristesse – et c'est la tristesse d'un vieu chien avec des gros yeux mouiller – pour passer mon temps penser » (p. 53). C'est la nuit qu'il écrit, sur son petit desk vert, devant le « chaussi », quand tout est calme, dans le recueillement, la franchise et l'humilité : « Il faut baisser la tête pour comprendre notre vie » (p. 68).

Sur un autre ton, *Sur le chemin* raconte comment deux hobos et un enfant vivent dans la Grande Dépression, à New York ou sur les routes américaines, le tout dans une narration jazzée, jazzée au sens fort : ça peut dérouter, il suffit d'écouter et de se laisser porter. Kerouac veut faire de la musique, car il est là le trésor de la langue et pas ailleurs.

Pour ceux et celles qui sont mariés à la nuit, et pour les lecteurs de Kerouac qui veulent faire un autre bout de chemin, découvrir une autre partie de la maison, du continent. ❖



Les Cahiers de lecture sont également disponibles en format numérique par abonnement institutionnel chez Érudit ou à l'unité dans l'Entrepôt numérique par votre libraire.

PIERRE LANTHIER ET JOCELYN MORNEAU LANAUDIÈRE

Québec, Les Presses de l'Université Laval, Collection Les régions du Québec... histoire en bref, 2016, 190 pages

Prise en étau entre les Laurentides et la Mauricie, passage obligé entre Montréal et Trois-Rivières, la région de Lanaudière ne paraît pas se distinguer véritablement de ses voisines. Le pari des historiens Pierre Lanthier et Jocelyn Morneau dans ce livre de la collection Les régions du Québec... histoire en bref, est justement de démontrer que la région se démarque par une identité culturelle qui lui est propre. Cette courte monographie se veut un condensé des quelque 800 pages d'un ouvrage publié en 2012 par les mêmes auteurs, intitulé *Histoire de Lanaudière*.

Divisé de façon chronologique, le récit de chaque période historique est traité selon deux orientations : l'évolution de la société et le développement économique. Il semble que ce soient les spécialisations des deux auteurs qui aient orienté le développement de l'argumentaire, Jocelyn Morneau ayant écrit des ouvrages sur l'histoire agricole et syndicale de Lanaudière et Pierre Lanthier s'étant penché sur l'histoire industrielle de la région. En effet, l'histoire sociale lanaudoise est toujours traitée en faisant la distinction claire entre l'élite et le reste de la société, le *petit peuple*. Sur le même modèle, l'histoire économique est également divisée entre l'économie agricole ou forestière et l'économie industrielle.

Les deux auteurs commencent logiquement leur récit sur l'histoire de Lanaudière avec l'époque de la Nouvelle-France et l'installation de seigneuries dans la région le long du fleuve Saint-Laurent puis de plus en plus profondément dans les terres lanaudoises. Ralentie par les guerres avec les Iroquois, la colonisation se fait lentement et s'oriente autour de deux pôles principaux : Berthier et L'Assomption. À partir de la Conquête, outre les changements politiques importants, la société lanaudoise est en plein bouleversement. Pour la première fois, le système seigneurial prend vraiment son essor, permettant à la région d'atteindre un pic démographique au milieu du XIX^e siècle. La société se diversifie et une classe moyenne apparaît.

Par la suite, quatre chapitres sont consacrés aux années 1840 à aujourd'hui et forment le cœur véritable de l'ouvrage. L'économie de la région est en processus de changement, passant d'une structure

agraire basée principalement sur la culture du tabac et la foresterie à une économie de services. La hiérarchie sociale se complexifie avec l'arrivée de congrégations religieuses qui travaillent à développer la culture musicale lanaudoise. Le commerce et les activités principales de la région se concentrent autour d'un nouveau point central : Joliette. Ce n'est que dans la dernière moitié du XX^e siècle que la ville de l'Industrie perd sa prédominance au profit de villes en plein essor plus près de Montréal comme Repentigny.

À travers ces chapitres bien ficelés, un seul sujet nous semble moins bien traité que les autres. Les auteurs, peut-être de par leur spécialisation respective, ne parlent pas beaucoup de la politique régionale. Certes, ils expliquent la position des Lanaudois lors de la rébellion des Patriotes et mentionnent les grands personnages de la vie politique québécoise issus de la région comme Antonio Barrette, mais ils ne vont pas plus loin.

Les chapitres divisés entre l'histoire sociale et l'histoire économique de Lanaudière donnent un aspect cohérent à l'ensemble et alimentent continuellement la ligne directrice de la monographie, soit le sentiment d'appartenance à une culture commune dans la région. On souligne cependant beaucoup les distinctions entre le nord et le sud de Lanaudière qui se développent tous deux de façon très différente. Certes, les deux entités sont interdépendantes, mais l'insistance sur les disparités économiques entre les deux fait perdre de vue le sentiment d'appartenance que les auteurs veulent démontrer.

Au final, le livre est facilement accessible pour un grand public, évitant les statistiques à outrance ou un ton trop universitaire. Au contraire, l'utilisation d'exemples très concrets et précis rend la lecture agréable et aérée. Pierre Lanthier et Jocelyn Morneau ont assez bien réussi leur pari ; on perçoit que Lanaudière est constituée de disparités économiques et sociales, mais le tout intégré dans une homogénéité culturelle.

Caroline Durand St-Georges

Enseignante en histoire au cégep régional de Lanaudière à Joliette



À L'ÉPREUVE DU RÉEL

Pascal Chevrette

PIERRE PERRAULT (entretiens avec Simone Suchet)

UN HOMME DEBOUT

Montréal, Varia, 2015, 208 pages

OLIVIER DUCHARME ET
PIERRE-ALEXANDRE FRADET

**UNE VIE SANS BON SENS.
REGARD PHILOSOPHIQUE
SUR PIERRE PERRAULT**

Montréal, Éditions Nota Bene, 2016,
206 pages

Dans un court essai intitulé «Le livre du fleuve», Pierre Perrault s'étonne toujours de cet Alexis rencontré à l'île aux Coudres, ce «Socrate qui a beaucoup navigué». Indéniablement, une part de Pierre Perrault n'est jamais revenue de l'île où l'on apprend à vivre en vivant. Au crépuscule de sa vie, Perrault formulait alors avec une grande clarté le cœur même de son étonnement philosophique: «[q]uand j'ai rencontré Alexis au début des années cinquante, je ne soupçonnais pas qu'il avait construit, à même lui-même et un bref récit, toute une compréhension d'un fleuve et d'une île et qu'il allait m'enseigner une étrange exploration.» Plus loin dans son texte, il ajoutait: «Et je constate qu'il parle en connaissance. Je l'écoute. Il recommence toute la philosophie pour rendre compte des origines» (*Nous autres icitte à l'île*, L'Hexagone, 1999).

Quand on y pense, comment ne pas attribuer à Perrault ce que lui-même disait à propos d'Alexis? Ce grand sportif et homme du dehors, qui a délaissé le droit et l'humanité des livres, a saisi l'opportunité de la caméra, du magnétophone et des mots pour laisser une œuvre cinématographique et littéraire ayant multiplié les points de contact avec le réel. Comment ne pas reconnaître dans l'œuvre de Pierre Perrault un regard philosophique?

Deux récentes publications nous ramènent à cette œuvre, bien que toutes deux le fassent de façons diamétralement opposées.

LE PRIMITIF

Un homme debout est un livre d'entretien signé Simone Suchet, une journaliste qui a vécu au Québec entre 1977 et 1984 avant de regagner la France pour travailler à l'ambassade du Canada. Le projet de cet entretien, débuté à cette époque, a connu plusieurs soubresauts, s'est renoué dans les rencontres avec le principal intéressé pour

finallement s'incarner dans cet ouvrage qui retrace le cheminement personnel et intellectuel de l'écrivain et cinéaste.

Tout ce qu'on connaît de Perrault y passe, le parcours est englobant: cinéma, territoire, nature, culture, documentaire et cinéma direct, parole collective et communauté, chasse, et ce Québec, «l'obsession de Perrault [...] qui ne l'a jamais quitté et à laquelle il a consacré une énergie sans faille.» L'entretien nous mène de son enfance à Montréal jusqu'à l'île aux Coudres et à l'Abitibi des colons, de la Bretagne à l'Arctique. Perrault présente les grands cycles de sa filmographie, discute cinéma et production, vilipende l'impérialisme culturel hollywoodien et l'état d'aliénation de notre culture. Il insiste sur son «gout d'être dehors» et parle de «culture du pain», une expression qui retient l'attention de l'interviewer. Si l'on connaît le personnage, on ne se surprend pas de retrouver dans sa parole les étapes de sa longue «recherche d'appartenance», toute québécoise, qui a ses racines et résonances profondes. L'homme se révèle dans cette intégrité, cette probité, ces excès et idées fixes qu'on lui connaît, infatigable aventurier doté d'une inlassable curiosité.

**L'homme se révèle dans cette
intégrité, cette probité, ces excès
et idées fixes qu'on lui connaît,
infatigable aventurier doté d'une
inlassable curiosité.**

Un homme debout est une bonne introduction, correcte, complète. L'ouvrage ratisse large. Bien que le contenu de ce livre a traversé les années, le propos conserve une saveur actuelle. Perrault témoigne d'un sens aigu de la culture, ce que révèle ses idées et souvenirs sur *La bête lumineuse*, *La grande allure* ou encore ses rencontres déterminantes avec Hauris Lalancette, Marie Tremblay ou les chasseurs innus du Mouchouanipi.

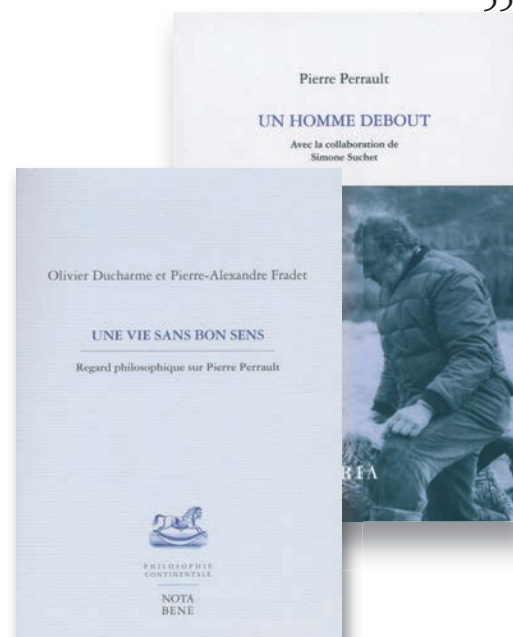
Homme de conviction, homme debout, Perrault dit cependant que le message qu'il livrait n'était pas de nature politique, qu'il ne s'y restreignait pas. En parlant de *L'Oumigmag* ou *l'objectif documentaire*, un film dans lequel il repoussa les frontières de ce que l'œil humain peut capter, Perrault en vient à se dire «chasseur», à se percevoir comme un «homme primitif», ce qui ne peut manquer d'intriguer. C'est qu'il y a en effet chez lui une intarissable volonté à se déprendre de tout artifice, de toutes

conduites trafiquées, de toutes médiations. *L'homme debout*, le primitif qu'il cherche à être, doit être connecté au monde, être le plus en prise possible avec le réel. Voilà sans doute la nature ultime de son message qui se révèle au fil de l'entretien.

Simone Suchet a fait le choix éditorial d'enlever les questions pour laisser toute la place à la parole de Perrault. Ce choix est-il à l'avantage de l'ouvrage? La forme de l'interview aurait conféré à ce travail une dimension dialogique. Ainsi, il y a quelque chose d'un peu inachevé dans sa division, dans les paragraphes et l'appareil de notes un peu fastidieux. *Un homme debout* en appelle à une autre forme de livre. C'est l'impression que j'ai eue en refermant la dernière page: on a ici, latent, un ouvrage plus vaste qui relèverait de la biographie. «Il faut du temps, dit Perrault, pour parvenir à trouver la bonne question, celle qui fera parler la personne interrogée. Il faut découvrir une substance. Il faut une intimité, une fréquentation, une confiance réciproque parce que tout le monde ne parlera pas de n'importe quoi à n'importe qui.» Malgré ses petits défauts, l'ouvrage de Suchet a trouvé cette substance.

RENOUVELEMENTS

En revanche, l'étude d'Olivier Ducharme et de Pierre-Alexandre Fradet, parue chez Nota bene, suit une démarche tout à fait inverse de celle de Suchet. Ducharme et Fradet rapproche l'œuvre cinématographique de Perrault avec quelques philosophes (Friedrich Nietzsche, Michel Henry et Pierre Bourdieu). J'étais un peu perplexe sur la portée de cette étude. J'y suis entré avec des réserves, sans compter que les deux jeunes auteurs présentent leur ouvrage en se fondant sur la surinterprétation, une école de pensée s'autorisant à commenter la pensée d'auteurs avec le risque de «plier» une œuvre commentée à la thèse de l'analyste. Ducharme et Fradet l'affirme d'emblée: ils voient avantage à cette méthode qui aurait le potentiel de



L'analyse du cinéma perraultien devient donc intéressante non pas parce qu'elle illustrerait une thèse à la manière des philosophes, mais bien parce que Perrault rend plus concret ce qu'on pourrait nommer le «vitalisme» de ces philosophes revisités pour l'occasion.

PERRAULT

suite de la page 33

renouveler le regard sur une œuvre. En évoquant le corpus perraultien, les deux insistent pour ne pas dénaturer l'œuvre. Cette ligne de conduite du commentateur est à leurs yeux importante et on peut dire qu'ils la respectent. À chaque thème abordé, conscients de l'étrangeté de certains rapprochements, les deux auteurs mettent de l'avant les «apparentes divergences» pour mieux les surmonter.

Il importe également de dire que les deux auteurs, en abordant Perrault et les philosophes, prolongent les études du philosophe français Gilles Deleuze, commentateur de Nietzsche qui s'est également intéressé aux thèmes de la mémoire et de la fabulation dans le cinéma de Perrault. Et pour renforcer la pertinence de ces correspondances entre images et notions philosophiques, Jean-Daniel Lafond rappelle dans la préface une rencontre inusitée entre Perrault et Michel Serres, dont l'œuvre a trouvé chez le cinéaste un lecteur attentif.

Cette étude rappelle qu'au cœur de la démarche de Perrault se trouve les questions du devenir et de l'actualisation de la vie :

Le cinéaste montre en effet, à travers ses documentaires, une vie qui germe et s'éveille, devient le lieu d'un apprentissage et se transmet de génération en génération. Il dévoile la genèse de cet apprentissage par la représentation de certains gestes du présent (p. 147-148).

L'analyse du cinéma perraultien devient donc intéressante non pas parce qu'elle illustrerait une thèse à la manière des philosophes, mais bien parce que Perrault rend plus concret ce qu'on pourrait nommer le «vitalisme» de ces philosophes revisités pour l'occasion.

LE GAI SAVOIR DE PIERRE PERRAULT

Une vie sans bon sens comporte deux parties. La première établit des rapprochements entre Nietzsche et Perrault autour de la question du devenir. Il n'est d'abord pas très évident de comprendre en quoi le cinéma de Perrault peut prendre appui sur les idées du célèbre philosophe allemand. Les deux n'ont-ils pas produit des œuvres différentes dans des contextes tout aussi différents? Pourtant, se trouvent chez les deux une volonté et une énergie similaires de renverser les idoles (celle de la morale chrétienne, celle de la culture de l'écrit) afin de renouer avec cet aspect changeant et fluctuant de la nature, le devenir. Sur quelques points, il y a donc bel et bien résonances: la mémoire, le primat du documentaire sur la fiction et le privilège de la culture vernaculaire sur la culture d'élite.

Les deux auteurs présentent succinctement et efficacement les grands thèmes de la philosophie nietzschéenne: généalogie de la morale, volonté de puissance, surhomme, nihilisme, création. Sur la question de la mémoire, leur parallèle permet de comprendre clairement que les films de Perrault ne sont ni régionalistes ni, surtout, nostalgiques. Si passé il y a chez Perrault (par exemple celui des habitants de l'île aux Coudres), celui-ci est «libre d'interprétation». L'héritage porté par Alexis, Grand-Louis, Léopold et les autres ne les empêche pas d'être dans une posture d'actualisation d'eux-mêmes et de leur communauté. La pêche aux marsouins telle que filmée dans *Pour la suite du monde* leur permet de réinventer un présent et de se redonner un avenir. C'est bien ce vers quoi nous guidait Nietzsche dans sa généalogie de la morale, lui qui en son temps constatait un «étiolement» des valeurs et en appelait à une régénération par l'affirmation et la création. Son «souci d'affirmer la vie», que synthétisait l'expression «volonté de puissance», rencontrerait donc assez aisément la vivacité des gens de l'île aux

Coudres. Conclusion de Fradet et Ducharme: «l'œuvre perraultienne est donc tout à fait nietzschéenne en ce qu'elle mobilise le passé pour jeter un éclairage sur l'avenir et nous invite à nous choisir nous-mêmes, politiquement et individuellement» (p. 46).

Le chapitre consacré à établir des parallèles entre le phénoménologue Michel Henry, le sociologue Pierre Bourdieu et Perrault est plus éclairant encore. L'œuvre de Henry demeure largement méconnue. C'est un phénoménologue français qui a écrit sur le corps pour avancer *grosso modo* que ce dernier était «affecté» par la vie tout autour de lui. Qu'avant d'être mu par une intention, le corps répondait à ce monde multiple et divers. Qu'avant d'être une subjectivité, d'avoir le «sentiment de soi», il y a ce «senti» et ce «donné» qui nous forcent à agir, qui nous in-corporent au monde. Henry, avec cette notion d'affectivité, nous fait comprendre la nature même d'un geste quotidien, d'une parole populaire, d'une pratique séculaire ou de ce que Pierre Bourdieu nommait un *habitus*. Si l'on revient à Perrault, sa minutie à s'effacer presque entièrement derrière ses sujets montre sa volonté d'aller à la rencontre de ce vécu. En filmant des actes, des gestes et des paroles, Perrault saisit ainsi ce «rapport présent à l'histoire vivante.» Pour le dire en termes simples, lorsque Perrault filme les chasseurs dans *Le pays de la terre sans arbre*, ce n'est pas tant la communauté innue qu'il filme, il va plus loin: il étudie une communauté au travail, il étudie ses pratiques, ses rituels d'appartenance, ses règles et sa mythologie construite autour du caribou.

On comprendra aisément qu'*Une vie sans bon sens* est une analyse substantielle. Elle montre de nombreux points d'appui illustrés par plusieurs exemples pertinents. L'ouvrage, synthèse d'études doctorales, fait bien voir la largeur de vue qu'embrasse Perrault dans sa façon de capter le réel. Cependant, la démarche de «surinterprétation» doit vraiment être prise avec un certain doigté sinon le lecteur trouvera qu'elle ne ressemble qu'à un périlleux exercice de dialectique. Les deux auteurs évitent de tomber dans le piège même si leur texte est parfois surchargé de circonlocutions, rappels et précautions pour tisser ces liens délicats.

En comprenant les multiples modalités cinématographiques de Perrault et son effacement relatif derrière les sujets de ses films, les deux jeunes analystes nous font voir que l'image perraultienne est une question, qu'elle enquête en profondeur. Que si elle reflète une conception esthétique précise du cinéaste de même que ses convictions fortes et ses engagements, elle possède de surcroît une dimension philosophique. Comme le philosophe qui cherche à se déprendre de ses préjugés, les images de Perrault cherchent à se déprendre elles aussi de préjugés, de clichés, de conditionnements. Le seul effort de saisir le réel est en soi une raison suffisante de s'aider des philosophes pour mieux apprécier la nature du cinéma du vécu, dont Perrault fut l'un des initiateurs les plus accomplis.

L'OBJECTIF DE PERRAULT

Pierre Perrault multiplie et approfondit les points de contact avec la réalité et la vie. En parlant de *L'Oumigmag ou l'objectif documentaire*, il écrit, dans *Un homme debout*, que c'est «le film le plus passionnant parce qu'il témoigne de la difficulté du premier contact» (p. 76). Perrault a voué un film à la rencontre entre la caméra et un bœuf musqué. Ce film assez mystérieux nous renvoie au regard de cet homme primitif auquel il s'identifiait métaphoriquement. Cet «objectif documentaire», cette «étrange exploration» filmique de 1993, a révélé un Perrault parvenu au sommet de son art qui, au milieu des plaines de l'Arctique, «recommen[çait] toute la philosophie pour rendre compte des origines.» ♦

L'ÉCOLOGISME AU TEMPS DES CATHÉDRALES

Nancy Rivest

Enseignante en philosophie, Cégep régional de Lanaudière à Terrebonne

JÉRÔME BLANCHET-GRAVEL

**LE RETOUR DU BON
SAUVAGE. LA MATRICE
RELIGIEUSE DE
L'ÉCOLOGISME**

Montréal, Les Éditions du Boréal,
2015, 256 pages

La crise environnementale, le réchauffement climatique, l'Accord de Paris sur le climat et les divers mouvements écologistes sont autant de réalités actuelles pouvant nous amener à réfléchir sur la teneur du discours de ces derniers. Jérôme Blanchet-Gravel invite à poser un regard critique, pour ne pas dire décapant, sur une frange de cet écologisme. Comme le titre l'indique, l'écologisme ne serait rien de moins qu'une « religion politique ». Idéologie à la fois romantique, millénariste, conservatrice, multiculturelle et orientaliste, elle tiendrait la nature pour une divinité. Le portrait dressé par Blanchet-Gravel fait sourciller, ne serait-ce que pour ses contradictions apparentes.

On apprend dans cet essai que l'écologiste profond est hostile au progrès. Encore faut-il différencier le courant anthropocentriste, adepte du concept de développement durable visant la préservation de la nature dans le souci des générations futures (approche d'ailleurs dominante à l'échelle de la population mondiale, comme le souligne l'auteur) de l'approche écocentrée, sorte de néo-paganisme, visant la protection de la nature pour elle-même. On peut se demander alors la raison d'être de cette analyse critique à l'endroit d'une minorité. L'auteur répondra dans son introduction que l'écologisme est, de façon globale, alimenté des deux courants. Il ne s'agit donc pas de remettre en doute les dangers réels liés à la dégradation de notre environnement, mais de mettre en garde, du moins c'est ce que le lecteur en déduit, contre la dimension religieuse qui teinte l'imaginaire écologiste.

L'ÉCOLOGISME EST UN ANTI-HUMANISME

Dans le premier chapitre, l'auteur constate « l'arrivée sur la scène politique d'un mouvement écologiste ouvertement hostile aux idéaux de la civilisation occidentale » qui nous obligerait à repenser son adhésion à la gauche. Difficile de saisir ce que sont ces idéaux si ce n'est ceux associés au mythe prométhéen, soit de la domination techniciste de l'homme sur la nature. La critique écologiste s'adresserait à la science et au matérialisme moderne. L'écologisme

représenterait également le nouveau « souverain bien » enseigné dans nos écoles, présent dans toutes nos sphères d'activité (économique, politique, touristique, publicitaire, etc.) dont la suprématie ne pourrait être remise en doute sans risque d'être cloué au pilori. Ainsi, le discours culpabilisant et apocalyptique des écologistes les reliait davantage à une droite conservatrice, malgré ses allures révolutionnaires. L'imaginaire païen accolé à leur vision holistique correspondrait aussi à une représentation cyclique du temps et du monde fermé sur lui-même. « Une idéologie vouée à la préservation du monde peut-elle être qualifiée de progressiste ? » La réponse est évidemment non.

Quelle est la pertinence de cette démonstration face aux défis réels qui nous attendent ? Le syncrétisme religieux des écologistes est-il tel qu'il faille nous rappeler l'importance de la science pour affronter la crise environnementale ? Peut-être aurait-il été plus pertinent de parler des débats actuels portant sur le réchauffement climatique ?

Ce sont les raisons pour lesquelles le rapprochement surprenant entre nazisme et écologisme arrive à nous convaincre du parallèle entre les deux idéologies. On y apprend le caractère néo-romantique et panthéiste de la première, qui tend, à la manière des religions païennes, à conférer un caractère sacré à la nature. L'homme ferait partie d'un tout ordonné, dans un temps circulaire, à la manière du dharma indien. L'ordre social découlerait de l'ordre cosmologique, donnant lieu à une vision totalitariste, antidémocratique, chaque élément se trouvant là où il se doit dans le meilleur des mondes. Voilà dans les grandes lignes la thèse de Blanchet-Gravel, position qu'il étayera au fil des pages suivantes.

Afin donc de préserver cette nouvelle divinité, l'écologisme s'opposerait à toutes formes d'exploitation des ressources, allant même jusqu'à « [refuser] que les pays en voie de développement profitent des bienfaits de l'émancipation qui ont souvent pour corollaire une certaine domination de la nature. L'élévation du niveau de vie qui coïncide fréquemment avec le respect des droits de la personne ne nécessite-t-elle pas une certaine exploitation des ressources



naturelles ? » Il serait tentant de rappeler ici à l'auteur que pour une forte majorité d'environnementalistes, la préoccupation touche plus à la forme d'exploitation et non à sa nécessité comme telle. On décèle à plusieurs reprises dans cet essai un manque de nuance et un brin de mauvaise foi qui viennent par moment discréditer le propos de l'auteur pourtant bien étayé.

Toujours est-il que l'écologisme serait anti-égalitariste, anti-universaliste en plus de vouloir « extirper le matérialisme de l'Occident ». L'écologie profonde est par ailleurs partisane du multiculturalisme, reflet social de la biodiversité, allant même jusqu'à s'opposer à l'assimilation des nouveaux arrivants afin de préserver la diversité et de conserver le pluralisme religieux. L'essayiste prend pour preuve cette tendance essentialiste chez les féministes actuelles qui ne verraient plus le port du voile islamique comme problématique, la défaite cuisante du PQ suite à son projet de Charte des valeurs québécoises étant emblématique de cette posture. Encore une fois, on peut se questionner sur la force de cet argument.

LA PHOBIE D'HANS JONAS ET LE SYNDROME DE WALT DISNEY

« Conformément à la peur du danger et à la valorisation de la continuité, l'imaginaire écologiste baigne dans cet univers craintif où il n'existe pas de véritable confiance en l'homme. À cet effet, l'œuvre du philosophe écologiste Hans Jonas témoigne d'une véritable phobie pour toute société en mouvement. L'écologisme est humanophobe puisqu'il souhaite retirer à l'humanité sa capacité à exploiter l'environnement, comme si l'humanité était un parasite dangereux. » Jonas, aux dires de l'auteur, serait pour l'abolition du progrès technologique. Cette affirmation est pourtant discutable lorsque nous prenons pour preuve l'heuristique de la peur, concept clé de l'éthique de la responsabilité du philosophe allemand, qui, loin de

suite de la page 35



s'opposer aux progrès technologiques, invite plutôt à la prudence face à l'ampleur de notre pouvoir. Blanchet-Gravel semble oublier que le concept de développement durable est pourtant tributaire du principe de responsabilité prospective de Jonas fondé sur une préoccupation fondamentale, celle des générations futures. Il pense même que c'est la seule avenue acceptable pour les écologistes parce qu'humaniste, justement.

Cette propension à la caricature et à la contradiction se retrouve également dans le chapitre intitulé «Les droits des animaux: entre marxisme et réenchantement» dans lequel le spécisme est défini comme «un anthropomorphisme pour le moins grossier qui fait du monde animal une nouvelle forme de peuple opprimé». Il réduit les défenseurs des droits des animaux, tel que Peter Singer, à de grands enfants projetant leurs propres états d'âme sur le monde animalier. Sans nier qu'il y ait des dérives et des aspects critiquables dans les revendications de certains, la démonstration s'avère plutôt malhonnête. Encore une fois, l'auteur voit dans ce genre de manifestation une propension à la technophobie, à l'anti-modernisme et à l'anti-humanisme parce que l'on condamnerait l'exploitation animale au même titre que la discrimination sexuelle et raciale, lutte qui aurait même pris le pas sur ces dernières, selon l'auteur.

TRAITÉ DU BON SAUVAGE

La réflexion à laquelle nous convie Jérôme Blanchet-Gravel n'est tout de même pas dénuée d'intérêt. Son propos est bien documenté (Luc Ferry, Pascal Bruckner, Mircea Eliade, etc.) et l'auteur sait capter notre attention lorsqu'il raconte l'origine d'une idéologie, d'un mouvement de pensée. D'une lecture facile, la structure laisse par contre à désirer. On peut voir quelques répétitions, l'auteur revenant sur les mêmes aspects d'un chapitre à l'autre. Cette tendance à faire des allers-retours rend la démonstration moins claire et moins convaincante. Sur le fond, nous pouvons accorder raison à l'auteur quant à une tendance réelle de certains écologistes à un discours fondamentaliste, un peu fleur bleue. Par contre, mis à part une critique de l'approche d'Al Gore (la «Green Theology»), il n'y a pas de présentations substantielles des programmes et des idées des groupes et partis environnementalistes actuels, si ce n'est leur propension à véhiculer le mythe de l'homme sauvage, prenant pour modèles les sociétés traditionnelles qu'ils idéaliseraient. Nous avons vu que son argumentaire était par moment teinté d'une certaine condescendance. Une question demeure pourtant: dans quel but? Quelle est la pertinence de cette démonstration face aux défis réels qui nous attendent? Le syncrétisme religieux des écologistes est-il tel qu'il faille nous rappeler l'importance de la science pour affronter la crise environnementale? Peut-être aurait-il été plus pertinent de parler des débats actuels portant sur le réchauffement climatique? ♦



ARTS VISUELS CINÉMA CRÉATION LITTÉRAIRE CULTURE ET SOCIÉTÉ HISTOIRE ET PATRIMOINE LITTÉRATURE
THÉÂTRE ET MUSIQUE THÉORIES ET ANALYSES

LES REVUES
CULTURELLES QUÉBÉCOISES
SODEP.QC.CA

sodep
Société de développement
des périodiques
culturels québécois

L'HÉRITAGE DES PITT

Jacinthe De Montigny

Doctorante en études québécoises, UQTR

EDMOND DZIEMBOWSKI

LES PITT. L'ANGLETERRE FACE À LA FRANCE, 1708-1806

Québec, Éditions du Septentrion, 2015, 590 pages

William Pitt. Deux hommes, mais un seul nom qui restera gravé dans les mémoires. Dans cet ouvrage, publié en 2006 aux éditions Perrin (France) et réédité aux éditions du Septentrion (Québec) en 2015, Edmond Dziembowski dresse un vaste portrait de ces deux grands hommes politiques anglais, le père et le fils, pour comprendre l'empreinte qu'ils ont laissée sur la politique anglaise du XVIII^e siècle. Cette double biographie présente à la fois la vie privée et la vie politique de ces derniers, mais définit en parallèle les relations politiques de l'Angleterre et de la France entre 1708 et 1806. Cet ouvrage est composé de quatre grandes parties : deux pour William Pitt l'Ancien, puis deux pour son héritier.

En guise de préambule, l'auteur raconte la rencontre de Lamartine avec Hester Stanhope, petite-fille et nièce des Pitt. Le littéraire est incapable de classer la femme qui est présente devant lui. Solitaire, cette femme de caractère incarne à elle seule l'aura mythique de ses illustres prédécesseurs. C'est sur cet élément qu'Edmond Dziembowski a construit le cœur de son livre : comprendre qui était William Pitt.

Les origines modestes de la famille Pitt sont rappelées dans la première partie de l'ouvrage. William Pitt, premier du nom, fait une entrée en politique en 1735 en devenant membre du Parlement pour le comté d'Old Sarum. Avec une verve sans barrières et sans limites, il est en position d'opposition presque perpétuelle et il n'occupe pas, du moins durant les premières années, de postes ministériels importants. Malgré tout, la construction et l'élaboration du pittisme s'élaborent progressivement. Ayant une santé fragile, Pitt doit souvent s'absenter du Parlement. Ce n'est qu'après son mariage qu'il reprend des forces et de la vigueur. Ce moment marque un tournant décisif dans sa carrière, puisque Pitt amorce alors une ascension politique fulgurante. Soutenu par une *vox populi*, il est nommé premier ministre en 1757, au cœur de la guerre de Sept Ans. Aux années sombres succèdent les années glorieuses. Les victoires ne sont pas seulement l'œuvre de Pitt, mais l'image de l'homme, ainsi que ses valeurs patriotes et nationales font de lui le symbole de la victoire anglaise, notamment par les conquêtes

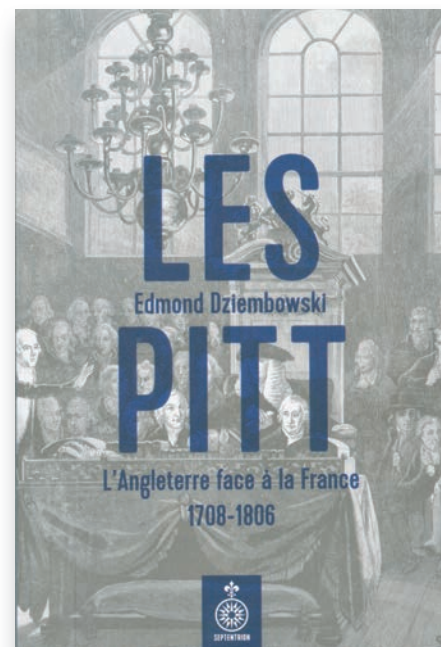
en Amérique. À l'apogée de la guerre, William Pitt l'Ancien démissionne.

Cet épisode inaugure la partie 2 du livre. L'ascension au trône de George III marque un virage dans la politique britannique du XVIII^e siècle. Les négociations pour la paix achoppent et les dissensions au sein du Parlement éclatent face à un Pitt intraitable. Fatigué et malade, il ne veut rien céder à ses ennemis et c'est ainsi que le 5 octobre 1761, il présente sa démission au roi. Son départ annonce de nombreux changements politiques et des réformes en provenance de l'Amérique. Après quelques années de semi-retraite, le *Great Commoner* (Grand Roturier) revient au pouvoir en 1766 à la demande de George III, qui le réclame au Parlement. Retour de courte durée, puisque de nombreux épisodes de maladie l'éloignent du Parlement et il démissionne de nouveau deux ans après son retour. À la suite d'une cure, il revient à la Chambre pour voir que son empire, tant désiré, est corrompu, voire sur le point de s'effondrer devant les tensions qui grondent en Amérique. William Pitt l'Ancien meurt en 1778, deux ans après la Déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique. Alors que le grand homme s'efface, son successeur assiste à ses derniers discours dans un seul but : suivre sa trace et ainsi faire « comme papa ».

Par sa plume habile, Edmond Dziembowski illustre parfaitement la marque que le nom de William Pitt a laissée sur l'Angleterre et le Parlement britannique, le père tout comme le fils.

La troisième partie du livre commence par l'ascension de William Pitt le Jeune au poste de premier ministre, à l'âge de 24 ans. Comme son père, il obtient l'appui populaire. Homme de l'*Enlightment* (siècle des Lumières), il tente de mettre en place des réformes parlementaires, d'abolir l'esclavage et d'apaiser les tensions religieuses en Irlande. Cependant, les changements qu'il tente d'opérer dans la politique anglaise ne font pas l'unanimité. « Ministre du peuple », son pouvoir est tout de même contesté au sein du Parlement. À l'aube de la Révolution française, il devra tempérer ses ardeurs devant une population bien encline à suivre l'exemple de la France.

La quatrième et dernière partie débute avec l'entrée en guerre de l'Angleterre. Alors qu'il avait promis quinze ans de paix, William Pitt le jeune n'a d'autre choix que d'armer le royaume face à l'ennemi. Cependant, la gestion de l'Empire pose également de grands problèmes au premier ministre. Les réfor-



mistes et la dette sont les enjeux du « front intérieur » contre lequel Pitt doit lutter. Alors que l'Irlande s'embrase, George III refuse d'accorder des libertés aux catholiques. La lutte aboutira tout de même à la création du Royaume-Uni et à une réforme parlementaire dissimulée, mais elle ne sera pas sans conséquence pour Pitt, qui démissionne en 1801. L'homme est endetté, seul et malade, sa santé n'étant pas meilleure que celle de son père. Tout comme le comte de Chatham (titre donné à Pitt l'Ancien), il est ramené au pouvoir par la volonté populaire et le roi, alors que la guerre vient à nouveau d'éclater contre l'Empereur Napoléon. Nous sommes en 1804. Alors que le premier ministre doit se colleter à la corruption interne, aux querelles politiques et aux mésalliances, sa santé décline dangereusement. La bataille d'Austerlitz marque un tournant. Avec la double annonce de la défaite des troupes austro-russes et de l'alliance de la Prusse avec la France, l'Angleterre perd ses maigres chances d'arrêter les conquêtes napoléoniennes. C'en est trop pour William Pitt le Jeune qui rend l'âme le 23 janvier 1806. Les Pitt ne sont plus.

Tout au long de son ouvrage, Edmond Dziembowski a tâché de démontrer les liens qui unissent les deux William Pitt. Pour l'auteur, les « Pitt étaient condamnés à n'être que William Pitt » (p. 533). Un « avatar » répétant des actions similaires et qui ne pouvait survivre à la mort de son dernier représentant.

Par sa plume habile, Edmond Dziembowski illustre parfaitement la marque que le nom de William Pitt a laissée sur l'Angleterre et le Parlement britannique, le père tout comme le fils. En analysant à la fois les discours prononcés en Chambre, les événements politiques et la vie privée des Pitt, qu'il exhume des correspondances et des archives, l'historien dresse un portrait complet de ces deux grands premiers ministres anglais qui ont influencé la politique britannique du XVIII^e siècle. Cette bi-biographie est un incontournable pour quiconque s'intéresse aux relations politiques de l'« Angleterre face à la France ». ♦

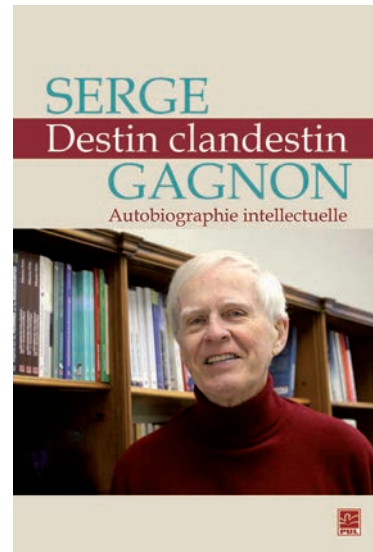
SERGE GAGNON
DESTIN CLANDESTIN. AUTOBIOGRAPHIE INTELLECTUELLE

Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2016.

Les propos de Fernand Dumont dans *l'Anthropologie en l'absence de l'homme* sur les limites de l'objectivité en sciences humaines ont trouvé en Serge Gagnon une résonance fondamentale. Cet historien franc-tireur au « caractère impulsif et colérique », au « tempérament polémique », prompt à la colère et imperméable au compromis s'est investi dans ses travaux avec une volonté tout aussi tendue de chercher de façon interminable l'inatteignable objectivité.

Dans ses travaux sur l'historiographie, *Le Québec et ses historiens, 1840-1920* (1978), Gagnon croise Fernand Ouellet, en passe de devenir le Goliath de l'histoire du Québec. Dès 1964, le jeune David scrute les travaux de Goliath et finit par l'affronter lors d'une rencontre annuelle de l'Institut d'histoire de l'Amérique française à Ottawa dans un duel verbal « à la limite de la décence » (p. 90). Puis vient « l'adieu aux armes » et le passage à l'histoire religieuse, au sujet, à l'historien croyant que l'Évangile libère.

Contre Foucault et les structuralistes, Gagnon plaide pour le « retour du sujet » et pratique la chose dans ses travaux d'histoire religieuse, lui qui demeure chrétien, qui pense qu'être humain comporte un « idéal de transcendance », qui ne partage pas l'analyse de son collègue et ami René Hardy qui montre comment la religion est une instance de contrôle. Pratiquer le retour du sujet en histoire n'est ni autobiographie à jet continu ni militantisme. Gagnon, marqué par l'École des Annales, travaille de façon originale avec des séries archivistiques comme les rapports pastoraux des curés du diocèse de Montréal ou tels prônes de paroisse; il établit des séries, telle celle des milieux d'origine du clergé québécois. Sa méthode: recherche de « traits communs », originalité des conduites individuelles et liberté de choix » (p. 64, je souligne).



Clandestin, Gagnon l'est aussi par ses objets d'histoire: la mort, la sexualité, le mariage, l'intime, l'oralité, l'argent. Rien de moins que de prospecter Éros et Thanatos au Bas-Canada. Le sujet Gagnon est toujours présent dans ses objets. Il ne se voit pas compartimenté; l'homme vient en totalité, entier. Le passé ne peut venir qu'à condition de venir jusqu'au présent. Mourir hier et aujourd'hui: c'est l'un de ses titres. L'homme entier ne peut pas ne pas venir chercher ses contemporains, lui qui est « en retrait du consensus », qui affronte un certain syndicalisme universitaire et une fronde étudiante. Par ses études, Gagnon met ses contemporains devant « les effets pervers de la déchristianisation ». Dumont le pensait aussi: « En refusant leur passé, les Québécois sont devenus orphelins ».

Le lecteur de cette autobiographie d'un historien trouvera un franc-tireur, délibérément clandestin dans son milieu professionnel, original de part en part et conscient que la liberté a un prix. Ce n'est pas banal non plus de trouver un « caddy » à La Malbaie qui devient joueur de golf et qui grâce à ce travail d'été, accède à la culture anglophone et se promène de Toronto à la Californie en passant par Hilton Head.

Yvan Lamonde

Professeur émérite, département langue et littérature française,
 Université McGill

Du passé au présent, L'Action nationale résiste!



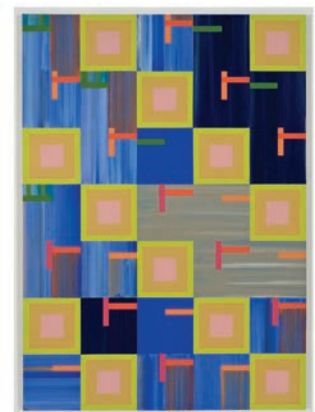
L'Acte d'Union
 La deuxième conquête

Pour s'abonner
 ou acheter au numéro :

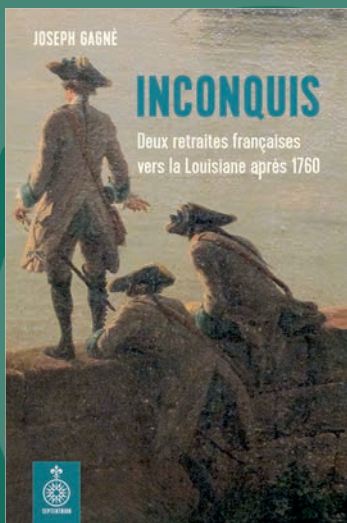
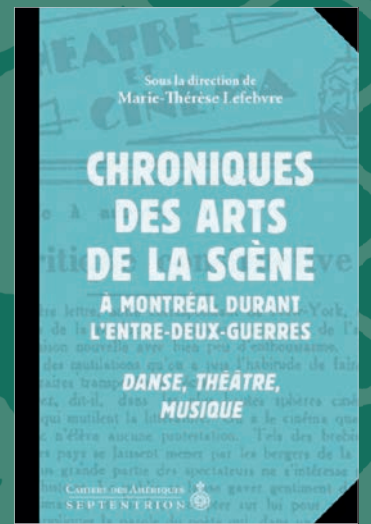
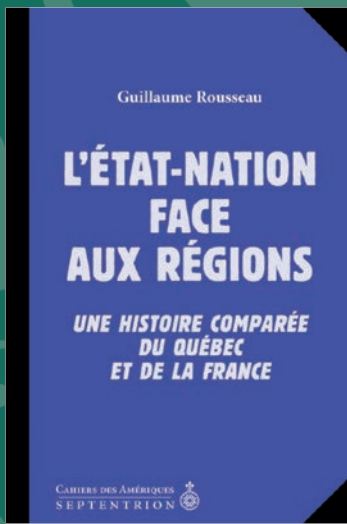
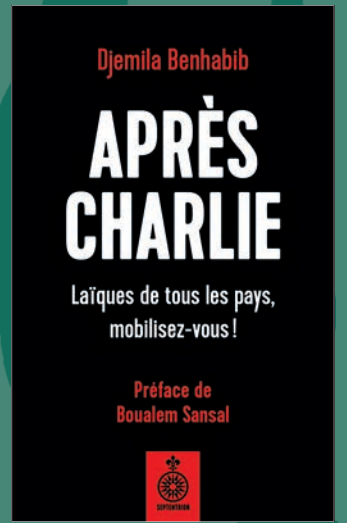
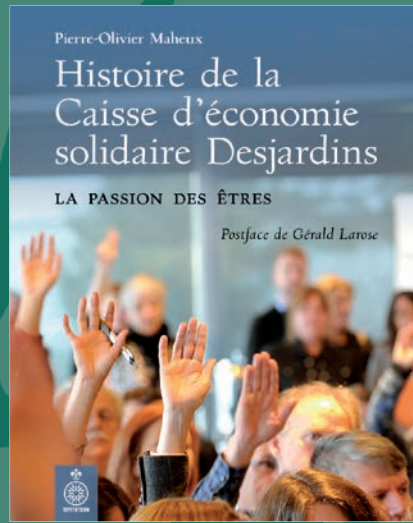
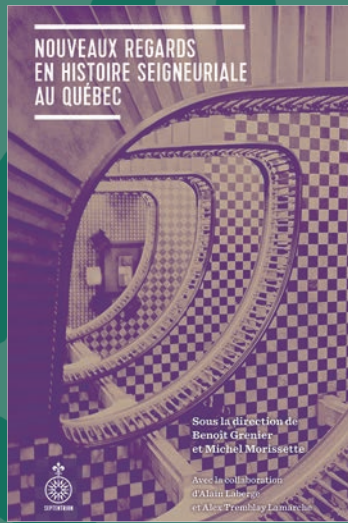
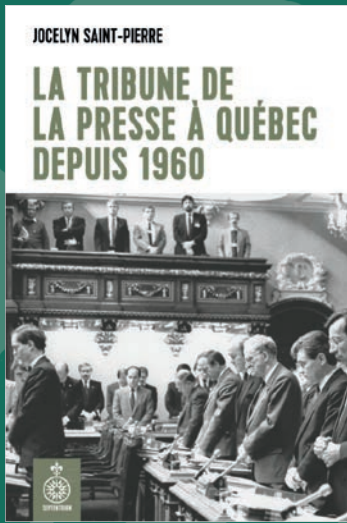
L'Action nationale
 82, rue Sherbrooke Ouest
 Montréal (Québec) H2X 1X3

514 845-8533
 1 866 845-8533

action-nationale.qc.ca

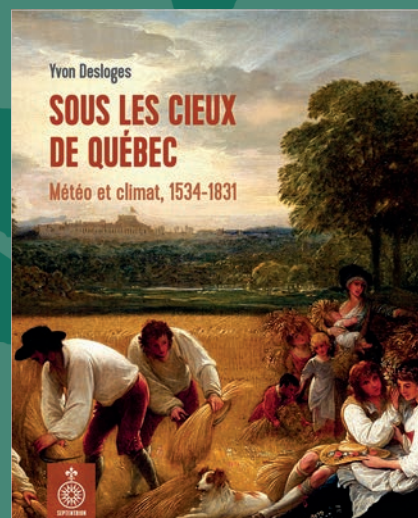
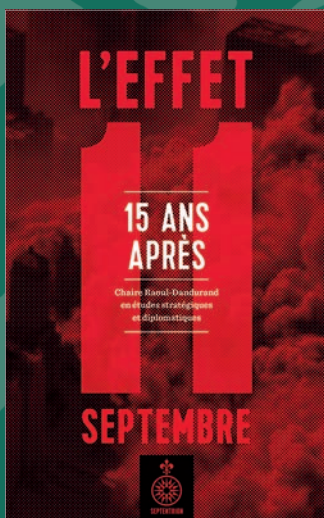


**Le Québec face à l'ordre
 pétrolier canadien**



TOUJOURS LA RÉFÉRENCE
EN HISTOIRE AU QUÉBEC

www.septentrion.qc.ca





Gestion François Beaudoin

- Évaluation d'entreprises → faisabilité.
- Transfert familial.
- Rachat par cadres.
- Ventes - Achats - Fusions.
- Services conseils en financement.

Une équipe multidisciplinaire
offrant tous les services requis
pour une transaction réussie.

819-397-4920
gfb@tlb.sympatico.ca